

L'Ukraine



L'Alternative

Pour les droits et les libertés démocratiques en Europe de l'Est

Supplément au n° 31 — janvier 1985 : 40 F

L'Ukraine

Ce dossier est constitué des principaux articles parus sur l'Ukraine dans L'Alternative depuis le n° 1.

Sommaire :

- 2 *Quelques chiffres*
- 3 *La question nationale en URSS. Quelques repères,*
par Leonid Pliouchtch
- 4 *Le cas de l'Ukraine : aperçu historique 1917-1953,*
par Leonid Pliouchtch
- 6 *La question nationale en Ukraine de 1953 à nos jours,*
par Leonid Pliouchtch
- 9 *Le droit de vivre,*
par Iouri Badzyo
- 11 *Chevtchenko, les avatars d'un poète national,*
par Leonid Pliouchtch
- 12 *Mais qu'est-ce que les Français savent de l'Ukraine,*
par Frank Sysin
- 17 *Nationalité et classes sociales en Ukraine soviétique,*
par Bohdan Krawchenko
- 23 *Les avatars d'un renouveau national. La pensée ukrainienne*
depuis le Dégel,
par Ivan Myhul
- 26 *L'usage de la langue russe : une circulaire confidentielle*
- 29 *La culture ukrainienne aujourd'hui,*
par Myroslav Shkandrij
- 31 *Le groupe Helsinki d'Ukraine,*
par Victor Haynes
- 34 *Solidarité et le mouvement d'opposition ukrainien,*
notes de prison de Vasyl Stous
- 35 *La politique des nationalités en URSS de Brejnev à*
Tchernenko,
par Ivan Myhul
- 39 *Il y a cinquante ans : la grande famine en Ukraine,*
par Bohdan Krawchenko

L'Alternative — Revue bimestrielle.

Rédaction-administration :
4, rue Trousseau — 75011 Paris.
Tél. : (1) 807.19.05.
N° commission paritaire : 62 176.



Secrétaire de la rédaction : Anne Colas.
Directeur : François Maspero.

Rédaction : Mihnea Berindei, Karel Bartosek, Laetitia Cavaignals, Istvan Kemeny,
Anne Colas, Éric Laurent, François Maspero, Émile Noiraut, Jacques Rupnik, Lubos Sochor,
Jean-Yves Touvais, Alena Witten.



Quelques chiffres

Territoire : 603 700 km² (France 551 255) ; 25 oblast (provinces) ; 479 raïons (cantons) ; 425 villes dont 3 de plus d'un million d'habitants).

Capitale : Kiev (2 297 000 habitants).

L'Ukraine est divisée en trois « grandes régions économiques : Donets-Dniepr, Sud-Ouest et Sud.

Population (1983) : 50 460 700 habitants, dont : 73,6 % Ukrainiens ; 21,1 % Russes ; 1,7 % Juifs ; 0,8 % Biélorusses ; 0,6 % Moldaves ; 0,5 % Polonais ; 0,5 % Bulgares ; 0,3 Hongrois ; 0,2 % Roumains ; 1,7 % autres nationalités.

Population active : 29 millions, soit 57,5 % de la population totale (personnes entre 16 et 59 ans pour les hommes, entre 16 et 54 ans pour les femmes). Elle se divise ainsi : 38,9 %, industrie et construction ; 22,7 %, agriculture ; 8,3 %, transport et communications ; 7,7 %, commerce ; 15,8 %, enseignement, culture, arts, santé ; 0,3 %, autres.

En 1981 : 20,23 millions étaient ouvriers et employés, parmi lesquels 11,52 millions de femmes.

Principales productions : céréales : 33,96 millions de tonnes, dont 17,29 de blé ; 0,24 org. ; 1,28 maïs ; 1,38 seigle ; 47 millions de tonnes de betteraves à sucre. (Chiffres de 1979).

Électricité : 238,3 millions de KW/h ; charbon : 204,7 millions de tonnes ; pétrole : 12,2 millions de tonnes ; gaz méthane : 75,6 milliards m³. (1980 ou 1982).

Minerai de fer : 126,06 millions de tonnes ; minerai de manganèse : 8 millions de tonnes ; acier : 30,2 millions de tonnes.

SOURCES : Département de la Statistique Centrale de la République Soviétique Socialiste d'Ukraine, 1979, 1981, 1982. (Tsentralne Statystytsjne Oupravlinnia Oukraïnskoï RSR)

Ukraine : A Concise Encyclopaedia, Édité par Volodymyr Kubijovyc, University of Toronto Press, Vol. I, 1967 ; Vol. II, 1971.

La question nationale en U.R.S.S. Quelques repères

par Leonid Pliouchtch

De tous les problèmes que connaît l'empire soviétique, la question nationale est un des plus importants. C'est aussi un problème très complexe, très embrouillé et complètement méconnu à l'Ouest. Il faudrait des centaines de pages rien que pour énumérer les points particuliers qui relèvent de la problématique nationale. Pour commencer (en espérant que *L'Alternative* accordera une grande place à la présentation et à la discussion de la question nationale), je me contenterai d'énumérer une série de points fondamentaux.

L'internationalisme. Une des raisons du succès de l'expansion soviétique dans le monde tient à ce que l'U.R.S.S. a réussi à entretenir un double mythe : le mythe de l'internationalisme et celui du règlement positif de la question nationale à l'intérieur de ses frontières. A ceci vient s'ajouter la façon brillante dont elle met en pratique, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur, le principe qui consiste à « diviser pour régner ».

Grâce au mythe de l'internationalisme, l'U.R.S.S. tente de faire passer pour de la solidarité avec les nations opprimées sa politique de grande puissance chauvine et son ingérence dans les difficiles problèmes des relations entre nations. En U.R.S.S. même, il n'y a pas une seule nation (y compris les Russes) qui ne soit opprimée. Toutefois le problème national de chaque peuple est spécifique et les formes de lutte très diverses.

Le chauvinisme. Il convient de distinguer le chauvi-

nisme soviétique : « nous les nourrissons et nous les protégeons, mais ils ne nous aiment pas », du chauvinisme grand-russe, utilisé à des fins de centralisation et de nivellement de tout le pays. Enfin le pouvoir, en fonction des circonstances, peut utiliser les sentiments patriotiques ou chauvins de n'importe quel peuple. Souvent le nationalisme antirusse est une réaction au chauvinisme de grande puissance. C'est pour cette raison que l'antisoviétisme prend dans certains cas la forme du chauvinisme.

Les différentes formes d'oppression nationale. On les rencontre presque toutes en U.R.S.S. :

— la déportation des peuples, l'ethnocide, le génocide (cf. les documents sur les Tatars de Crimée dans le présent numéro) ;

— le racisme, l'antisémitisme ; récemment, l'antisémitisme a pris des formes dignes du nazisme ;

— l'ethnocide religieux ;

— le « linguicide ». Il a pris depuis 1972 des proportions jamais vues jusqu'alors ; les « recommandations » de Tachkent en 1979 sont bien plus terribles pour tous les peuples d'U.R.S.S. que, par exemple, l'oukase d'Ehm qui, cent ans plus tôt, avait interdit la langue ukrainienne dans la presse et au théâtre ;

— l'extinction des « petits peuples » (minorités du Caucase, Tatars de Crimée, Allemands de la Volga, minorités de Sibérie) ;

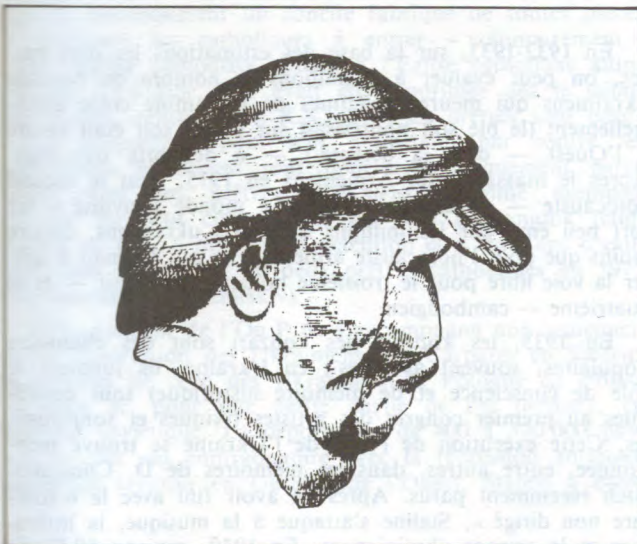
— la discrimination politique et économique.

Les camps. Ils sont devenus le lieu d'émergence d'un internationalisme authentique à travers la solidarité entre détenus de différentes nationalités.

Le cours national bolchevique actuel du pouvoir soviétique. La transformation en stéréotypes, à des fins de propagande tant externe qu'interne, des antagonismes nationaux qui ont pu se produire dans la Russie tsariste ou sous le régime soviétique (propagande antisémite et anti-ukrainienne).

L'eurocommunisme. En ce qui concerne les discussions sur l'eurocommunisme, si tant est qu'elles aient un sens, il faut indiquer qu'entre les deux sens possibles du mot eurocommunisme, à savoir « communisme national » et « communisme démocratique », les partis communistes occidentaux ont choisi le premier. Ceci reflète la tendance persistante à se dégager d'une soumission totale au Kremlin, comme l'ont déjà fait dans le passé la Yougoslavie, la Chine, l'Albanie, mais aussi, dans les années vingt, les P.C. géorgien et ukrainien, P.C. qui ont été anéantis par Staline dans les années trente.

Leonid Pliouchtch



« Le camarade Leonid Illitch essayant la casquette de Vladimir Illitch », dessin de Sullivan

Un poète ukrainien assassiné : Volodymir Ivassiouk

Le 18 mai 1979, le corps du poète ukrainien Volodymir Ivassiouk fut retrouvé pendu à un arbre à dix kilomètres de Lvov en Ukraine occidentale dans une zone interdite au public côtoyant des installations militaires. Les yeux étaient crevés, les doigts brisés et la poitrine entaillée de profondes blessures d'où dépassaient des branches d'aubier (la fleur d'aubier rouge est considérée comme la fleur nationale de l'Ukraine).

Les autorités conclurent au suicide, mais d'après son entourage il était sous surveillance du K.G.B. et son cadavre ne comportait aucun indice de pendaison volontaire.

La mort d'Ivassiouk fut considérée comme un crime du K.G.B. par une grande partie de la population, dont elle souleva l'indignation et la colère. Les obsèques de ce barde qui savait si bien chanter l'Ukraine dans sa langue et qui avait acquis une immense popularité se sont transformées en une grande manifestation. Le 23 mai 1979, plus de 10 000 personnes défilèrent devant sa tombe à Lvov, parmi

lesquelles des artistes, des groupes musicaux, des intellectuels ukrainiens. Ce jour-là, aucun étudiant de la ville ne se rendit à l'université. Trois semaines encore après l'enterrement, des manifestations se poursuivaient sur la tombe d'Ivassiouk, avec des gens venus de toute l'Ukraine. Des poèmes écrits par des étudiants et des lycéens circulent dans la population. Ils sont lus en public, affichés sur les murs et les arbres. Ils élèvent tous la même protestation : « Vous ne pouvez pas tous nous pendre, vous ne pouvez pas tous nous abattre. Vous paierez encore pour vos crimes. »

La mort mystérieuse d'Ivassiouk n'est pas la première du genre. Des gens comme Alla Horska, une figure de proue de la culture ukrainienne dans les années soixante, Hely Snehiryov, écrivain et prisonnier politique, Rostyslav Palensky, un artiste d'Odessa, ainsi que Ivan Vitenko, talentueux mathématicien d'Ukraine occidentale, sont tous morts dans des circonstances mystérieuses, alors qu'ils étaient sous surveillance du K.G.B. pour leurs activités en faveur des droits nationaux et démocratiques.

Le cas de l'Ukraine : aperçu historique 1917-1953

par Leonid Pliouchtch

Afin d'illustrer toute la complexité de la question nationale, je vais prendre la question ukrainienne, pour indiquer, ne serait-ce que de façon rapide, les principaux faits. Je n'aborderai ici que les périodes léniniste et stalinienne, ce rappel historique étant nécessaire à la compréhension de la question ukrainienne telle qu'elle se pose aujourd'hui (avec, en particulier, la dureté de la répression : actuellement, 40 % des détenus politiques sont des Ukrainiens, 30 % des Baltes).

Les années vingt et trente

1917-1920 : l'Armée rouge ramène dans le giron de la Russie « une et indivisible » la République nationale indépendante d'Ukraine qui avait tenté d'en sortir. Soucieux de consolider sa position en Ukraine, le gouvernement soviétique met en place une politique d'ukrainisation (c'est-à-dire une politique de développement de la langue ukrainienne). Mais, à partir de 1927, la répression s'abat sur les artisans de l'ukrainisation. Après la liquidation des spécialistes « bourgeois », c'est le tour des membres du Parti communiste ukrainien et de l'administration soviétique ukrainienne. En 1939, ils avaient quasiment tous été liquidés et remplacés soit par des « petits russes » (c'est-à-dire des Ukrainiens) tout dévoués, soit par des gens venus de Moscou (pour ce qui est de ces derniers, Staline avait délibérément chargé les dirigeants juifs des plus sales besognes, préparant ainsi la campagne antisémite des années quarante).

En 1932-1933, sur la base des estimations les plus basses, on peut évaluer à 5 millions le nombre de paysans ukrainiens qui meurent victimes de la famine créée artificiellement (le blé soit pourrissait sur place, soit était vendu à l'Ouest — déjà la détente ! — à des prix très bas). Après le massacre des Arméniens en 1915, c'est le second holocauste — ukrainien celui-là. Le monde « civilisé » fut fort peu ému par les millions de morts ukrainiens, encore moins que pour l'holocauste arménien, ce qui revenait à laisser la voie libre pour le troisième holocauste — juif — et le quatrième — cambodgien.

En 1935, les *kobzari* (les *kobzari* sont des chanteurs populaires, souvent aveugles ; en Ukraine, ils jouaient le rôle de conscience et de mémoire historique) sont convoqués au premier congrès des artistes lyriques et sont fusillés. Cette exécution de l'âme de l'Ukraine se trouve mentionnée, entre autres, dans les mémoires de D. Chostakovitch récemment parus. Après en avoir fini avec le « folklore non dirigé », Staline s'attaque à la musique, la littérature et la science ukrainiennes. En 1939, environ 80 % de l'intelligentsia ukrainienne avait été exterminée.

La guerre

Après le partage de la Pologne avec Hitler — la « délivrance » des « frères de sang » ukrainiens et biélorus-ses avait servi de prétexte —, le pouvoir soviétique abattit ses bienfaits sur les nouveaux venus. Les prisons regor-

geaient de patriotes polonais, ukrainiens de l'Ouest et biélorusses, mais aussi de communistes ukrainiens (le Parti communiste d'Ukraine de l'Ouest s'était vu accusé de complicité avec les fascistes). Quand l'amitié malheureuse avec Hitler prit fin, l'Armée rouge, mal armée et peu préparée à la guerre, se replia ; les troupes du N.K.V.D., qui, elles, étaient remarquablement bien armées, liquidèrent alors tous les détenus des prisons de Lvov, Kharkov et des autres villes. La propagande hitlérienne disposait ainsi de sérieux atouts pour attirer la population ukrainienne dans ses filets : la famine, les kobzari, les prisons aux murs couverts de sang (de façon analogue, le Kremlin utilise aujourd'hui l'existence des collabos ukrainiens pour jeter le discrédit sur l'ensemble du peuple ukrainien). Face aux actes de barbarie commis par les deux occupants, hitlérien et stalinien, un puissant mouvement de partisans se développa en Ukraine. La majorité était organisée au sein de l'Armée insurgée d'Ukraine (Ou.P.A.), qui luttait sur deux fronts : contre les nazis et contre les communistes. Il faut souligner que dans l'Ou.P.A. on trouvait également des communistes qui avaient survécu aux purges staliniennes. En voici un exemple : Danilo Choumouk, qui a été détenu pendant plus de trente et une années dans les prisons de Pilsudski et les camps nazis parce que communiste, dans les camps soviétiques parce qu'Ukrainien. Il lui reste à faire encore deux ans de camp à régime spécial et cinq ans d'exil : en 1987, s'il survit et s'il n'est pas condamné une nouvelle fois, il aura soixante-treize ans, dont trente-neuf ans passés en prison et en camp.

L'après-guerre

La résistance en Ukraine de l'Ouest, sortie exsangue de la guerre contre les nazis, s'explique par les actes de barbarie commis tant lors de la « libération » en 1939 que dans la période d'après-guerre. La répression frappa non seulement les partisans et ceux que l'on soupçonnait d'être tels, mais aussi l'Église ukrainienne. En 1946, après avoir exterminé ou envoyé dans les camps la majorité des prêtres (qui refusaient de violer le secret des confessions et d'entrer dans l'Église orthodoxe russe), les athées du K.G.B. convoquèrent un concile fabriqué de toutes pièces et forcèrent les catholiques à entrer « volontairement » dans l'Église orthodoxe. Quant à l'Église orthodoxe auto-céphale d'Ukraine, elle avait été supprimée dès le début des années trente. Si en R.S.F.S.R. les prêtres sont poursuivis uniquement pour leur honnêteté, par contre les catholiques ukrainiens sont poursuivis uniquement parce qu'ils sont des prêtres *ukrainiens*. Comme exemples récents, on peut citer le cas du père Romaniouk (condamné en 1972 à dix ans de détention et à trois ans d'exil) ainsi que l'assassinat de deux prêtres catholiques en 1975 (M. Loutski et I. Loutskiv).

L'écrasement de l'Ou.P.A. s'accompagna non seulement de la déportation des Ukrainiens des Carpates en Sibérie, mais aussi de celle des Ukrainiens de Pologne en Prusse orientale et, pour une petite partie de ces derniers, en Ukraine soviétique. La déportation de 400 à 500 000 paysans n'était pas contradictoire avec la répression antipolonaise qui sévissait en Ukraine de l'Ouest. Staline a cons-

ciemment créé un foyer de tensions nationales en Pologne et en Ukraine de l'Ouest. De même qu'après la guerre il a tout fait pour susciter une vague d'antisémitisme en Ukraine de l'Ouest, en nommant spécialement des Juifs venus de Moscou et de Kiev et en propulsant à des postes de responsabilité les Juifs locaux. Ce qui lui a permis dans les années 1947-1952 de se targuer d'un large appui populaire pour développer un pogrome antijuif à travers toute l'U.R.S.S. et plus particulièrement en Ukraine. En Ukraine, dans les années quarante, les activistes du parti soulignaient que les Juifs étaient des éléments étrangers au peuple ukrainien, qu'ils avaient un esprit cosmopolite et antipopulaire et qu'ils s'étaient emparés de tous les postes.

Trotsky et l'Ukraine

Je voudrais terminer cette rapide présentation historique de l'oppression nationale en Ukraine par une citation de Trotsky, tout en soulignant que Trotsky n'a compris que très tard — en 1939 — la tragédie ukrainienne (et l'on peut se demander s'il l'a comprise jusqu'au bout) : « Nulle part, l'étouffement, les purges, la répression et en général toutes les formes du hooliganisme bureaucratique n'ont pris une dimension plus meurtrière qu'en Ukraine, dans la lutte contre les puissantes aspirations souterraines des masses ukrainiennes à plus de liberté et d'indépendance. L'Ukraine soviétique est devenue pour la bureaucratie totalitaire une subdivision administrative d'un ensemble économique et une base militaire de l'U.R.S.S. Il est vrai que la bureaucratie stalinienne élève des monuments à la gloire de Chevtchenko, mais elle ne le fait que pour mieux écraser sous ces monuments le peuple ukrainien et le forcer à chanter dans la langue des kobzari la gloire de la clique du Kremlin. En ce qui concerne l'Ukraine non soviétique, le Kremlin a adopté à son égard la même attitude que celle qu'il a avec toutes les nations opprimées, avec toutes les colonies et semi-colonies, à savoir qu'il l'utilise comme monnaie d'échange dans ses combinaisons internationales avec les gouvernements impérialistes. [...] De la confiance et de la sympathie à l'égard du Kremlin qui existaient dans le passé parmi les masses ukrainiennes de l'Ouest, il ne reste pas la moindre trace. »

Et Trotsky propose le mot d'ordre suivant : « Pour une Ukraine soviétique des ouvriers et des paysans, unifiée, libre et indépendante. » Pour ce mot d'ordre, deux membres actuels du groupe ukrainien d'Helsinki, Loukianenko et Kandyba ont passé quinze ans dans un camp à régime spécial. Pour le mot d'ordre « Ukraine libre », Loukianenko, en 1978, a été une nouvelle fois condamné à quinze ans de camp à régime sévère. Trotsky a écrit ce mot d'ordre quelques mois avant l'occupation de la Pologne par les deux cliques totalitaires et une année avant de tomber sous les coups de l'une des cliques ; avant sa mort, il n'avait malheureusement vu dans l'agression stalinienne contre la Finlande et la violation de la souveraineté finnoise qu'un processus dialectique de « libération de la Finlande des capitalistes » et dans un deuxième temps d'écrasement des ouvriers.

Leonid Pliouchtch

La question nationale en Ukraine (II)

par Leonid Pliouchtch

Un peu d'histoire et quelques statistiques

En 1970, l'Ukraine comptait environ 35 millions d'habitants ukrainiens (les Ukrainiens y représentaient 75 % de la population, les Russes 20 %, les Juifs 1,5 % et les 3,5 % restants se répartissaient entre Polonais, Arméniens, Grecs, Roumains, Bulgares, etc.).

En U.R.S.S., il y a 40,7 millions d'Ukrainiens (d'après l'*Encyclopédie ukrainienne* : 46 millions), ce qui représente 9,4 % de la population. 3,5 millions d'Ukrainiens résident hors d'U.R.S.S.

Jusqu'au XX^e Congrès, entre 1945 et 1956, dans les camps de concentration soviétiques, plus de 50 % des prisonniers étaient ukrainiens (dans certains camps, cela allait jusqu'à 70 %). Par ailleurs, les réhabilitations qui eurent lieu après le XX^e Congrès n'ont concerné que très peu d'Ukrainiens ; ceux qui étaient condamnés à vingt-cinq ans de détention ont dû purger leur peine jusqu'au bout. De même l'incidence de la libéralisation dans le domaine de la littérature, de la recherche, de l'histoire a été extrêmement faible sur la culture ukrainienne par comparaison avec celle qui a été octroyée aux autres républiques. Aucun écrivain d'après-guerre n'a été pleinement réhabilité, pas même des écrivains révolutionnaires comme Ivan Franko et Lécia Oukraïnka, ou encore Pavlo Titchina, symbole de la poésie soviétique. Les représentants de la culture ukrainienne, ces dernières années, ont été censurés particulièrement souvent pour des fautes commises à l'encontre de l'idéologie communiste. Jusqu'à ce jour, des écrivains éminents, tels que le social-démocrate Vinitchenko, l'académicien socialiste Hrouchevski, l'écrivain communiste Khvilovii sont interdits. La réhabilitation du metteur en scène de génie que fut Kourbass n'a eu lieu que parce que l'on en a fait le successeur des metteurs en scène Stanislavski et Meyerhold (école théâtrale opposée à Kourbass). Ainsi, même parmi ceux qui ont été fusillés par le pouvoir soviétique, la préférence est donnée aux Russes.

Après 1956, l'historiographie de l'Ukraine s'est considérablement russifiée. Même pour les traductions en langue

ukrainienne des auteurs classiques occidentaux, les rédacteurs ont été obligés de tenir compte des versions réalisées par le « Grand Frère ». Pour les Ukrainiens, comme pour d'autres peuples non russes, le complexe d'infériorité nationale se traduit sur tous les plans. Lorsqu'un Ukrainien parle sa langue dans les grandes villes, ce fait est souvent considéré comme suspect et révélant un esprit nationaliste bourgeois. La tradition des œufs de Pâques décorés illustre fort bien cette attitude du pouvoir soviétique par rapport à la culture ukraïno-russe : en Russie, où cette tradition populaire n'existait pas, la coutume est inscruée ; par contre, les paysans ukrainiens qui perpétuent cette tradition sont considérés comme des nationalistes bourgeois et la milice casse les œufs décorés.

En 1950, 80 % des journaux en Ukraine étaient publiés en ukrainien.

En 1963, 33 % seulement.

En 1956, l'académie des sciences de la République socialiste d'Ukraine diffusait 9 publications en langue ukrainienne et 3 en langue russe (soit 75 % et 25 % respectivement).

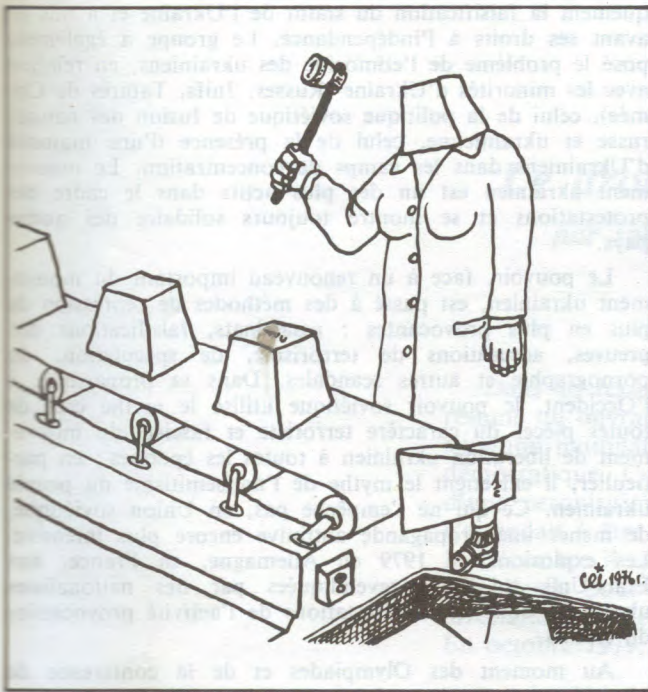
En 1958-1959, la proportion était de 14 et 3 (76 % et 24 %).

En 1966, la proportion était de 13 et 9 (60 % et 40 %).

En 1977-1978, 8 publications scientifiques ont été éditées en russe.

Le degré atteint par la russification en Ukraine (par comparaison avec les autres républiques d'U.R.S.S.) est évident, si l'on se réfère aux journaux destinés à l'imprimerie pour les éditions dans les langues parlées dans les différentes républiques : Lituanie 90 % ; Estonie 76 % ; Tadjikistan 70 % ; Lemonie et Turkménie 50 % ; Kirghizie et Ukraine 20 %.

Mais même ces chiffres ne donnent qu'une image inexacte de l'intensité de la russification (surtout quand on sait que les publications éditées dans la langue propre à



une république donnée sont essentiellement des publications destinées à la propagande gouvernementale).

La discrimination nationale en Ukraine peut être calculée d'après les statistiques qui mettent en évidence une certaine disproportion dans un domaine comme la langue, entre les écoles maternelles, l'enseignement secondaire et supérieur : plus le niveau de l'enseignement est élevé, plus la russification est importante (les statistiques démentent le prétexte chauvin selon lequel les Juifs ne seraient que très peu admis dans les universités ukrainiennes à cause de la « nationalisation » des cadres).

Le paradoxe se situe dans le fait que l'Ukraine et la Biélorussie sont des membres de l'O.N.U. au même titre que les autres États souverains (alors qu'il n'y a ni à Kiev, ni à Minsk de consuls ou d'attachés de presse). Au début de l'ère krouchtchevienne, Brejnev s'est distingué par l'intensification de la russification sous le drapeau de la création d'un peuple soviétique unique basé, toutefois, sur la théorie de deux langues maternelles. A partir de 1976, le slogan principal de la politique de russification a été celui de « la langue russe, langue de progrès, de socialisme et d'internationalisme ». En 1978 et en 1979, la russification de toutes les républiques connaît un développement incroyablement rapide. Ce qui fonde cette stratégie, ce sont les terribles résolutions de la conférence de Tachkent de mai 1979. Pratiquement, les résolutions de la conférence de Tachkent constituent une attaque contre les langues non russes dans leurs fondements : l'école rurale, les écoles maternelles, et même la pratique de la langue au sein des familles. Lorsqu'il y a cent ans le tsar Alexandre II a promulgué le décret anti-ukrainien d'Embs, toute la Russie démocratique avait protesté contre cette mesure. Pourtant ce décret ne s'appliquait qu'à la littérature ukrainienne, alors que la conférence de Tachkent touche non seulement la culture ukrainienne mais s'attaque aussi à la pratique de la langue proprement dite, et ce sous une forme si sophistiquée et hypocrite que cela n'apparaît pas comme une interdiction pure et simple.

Le mouvement national ukrainien des droits de l'homme

En 1950, les formes d'opposition étaient sensiblement les mêmes que celles qui existaient en Russie. En 1956-1957, le K.G.B. a découvert — ou organisé — une série d'organisations étudiantes illégales. En Ukraine occidentale, les organisations illégales avaient un caractère plus nationaliste et politique. C'est pourquoi, en 1958-1961, au moment de la recrudescence du libéralisme, il y eut quelques groupes illégaux dont les membres furent condamnés

à mort et quelquefois même fusillés pour activité « terroriste » et nationaliste. L'une de ces organisations était l'Union ouvrière et paysanne ukrainienne, découverte en 1961. Elle était alors en cours de formation. Bien que son projet ait été de lutter pour une République d'Ukraine indépendante et socialiste, en respectant les règles prévues dans la constitution, ses fondateurs, Loukianenko et Kandiba, qui avaient des positions marxistes-socialistes ont été condamnés à la peine de mort, commuée par la suite en quinze ans de réclusion dans des camps à régime sévère.

Le mouvement de la défense des droits de l'homme ukrainien a commencé par une activité purement culturelle de l'intelligentsia. En 1960, l'Ukraine a vu le début d'une renaissance culturelle. La poésie et la prose ukrainiennes ont produit des écrivains de talent comme Holoborodko, Drachtch, Simonenko, Lina Kastenka, Irina et Stassiv Kalinetz, Stouss, Kholodniï, Ossatchiï, Stoupak... La musique ukrainienne des compositeurs tels que Hrabovskii, Silvestrov, et Vassiouk. L'art ukrainien des artistes tels que Horska, Semikina, Chabatoura, Soroka, Sevrouk et Zalivakha. Une pléiade d'écrivains et de critiques éminents, comme Dziouba, Svitlitchnû, Sverstiouk, Kotsioubinska, Moroz, Stouss sont apparus. Une école de traduction en langue ukrainienne de très haut niveau s'est ouverte sous l'égide de Kotchur et de Loukache. Des formes d'activités diverses telles que des chœurs, des clubs de discussion, des musées d'art populaire privés (par exemple le musée d'Ivan Hontchara) font aussi leur apparition.

Dans l'édition ukrainienne, des travaux brillants paraissent tel que l'ouvrage historique de Braitchevski, *L'Unification : fusion ou adhésion*, qui donne une analyse marxiste brillante des raisons et des précédents créés par les accords de Pereiaslav conclus entre Bohdan Khmelnytski et le tsar.

Le pouvoir s'inquiète très vite de la croissance de la prise de conscience nationale et, après la chute de Khrouchtchev, en 1965-66, a lieu la première grande vague d'arrestations : vingt membres des milieux culturels ukrainiens sont condamnés pour leurs activités culturelles, et pour avoir protesté contre la censure, la russification et la falsification de l'histoire de l'Ukraine. Mais ces arrestations et ces procès, bien loin de freiner les activités pour les droits de l'homme en Ukraine et le samizdat ukrainien, ont joué un rôle de stimulant. Le plus grand événement de la pensée politique ukrainienne des années 1960 est le livre de Dziouba qui fonde les positions du mouvement national ukrainien sur les positions léninistes.

En 1966-68, le mouvement des droits de l'homme en Ukraine se solidarise avec les mouvements polonais et tchèque, et Dziouba manifeste à Babi Yar pour protester contre les arrestations. Le livre de Tchernovil, *Le Malheur de l'intelligence* (portraits de condamnés, procès de 1966), joue également un rôle très important. L'arrestation en 1968 de Tchernovil stimule encore les opposants et contribue au rapprochement du mouvement ukrainien avec le mouvement russe analogue. Le pouvoir réagit par des répressions administratives, en particulier par des licenciements et des interdictions d'éditer. En 1969, une nouvelle vague de répression et d'arrestations est dirigée contre les mouvements religieux et ouvriers. Il faut souligner que l'opposition sociale et nationale en Ukraine est beaucoup plus aiguë et complexe que dans les autres républiques. En témoignent l'extension prise par la plupart des « sectes » religieuses mais aussi les mouvements ouvriers (grèves, révoltes, syndicats libres), et ceci en dépit du fait que ces mouvements ouvriers ou religieux n'ont pas toujours un caractère national évident. En 1975-1976, le mouvement social, politique et religieux se renforce considérablement.

En général, la répression a pour résultat premier un enracinement plus profond du mouvement des droits de l'homme. Le slogan pour l'indépendance de l'Ukraine devient de plus en plus populaire.

Un véritable pogrom s'abat sur l'ensemble de l'Ukraine en janvier 1972 : c'est pourquoi le 12 janvier est aujourd'hui le jour des prisonniers politiques ukrainiens. La répression se manifeste par des vagues d'arrestations, des licenciements, le renforcement de la censure, l'anéantis-

sement de l'appareil administratif du parti (groupe de Chest), la fermeture du musée de Hontchar, la dissolution des chœurs. Toutes les conférences ont lieu en langue russe, même celles des associations d'écrivains ukrainiens ; sous prétexte d'internationalisme, les romans de Ivantchouk et de Malvi sont interdits car ils évoquent les bonnes relations qui existaient entre Bohdan Khmelnytsky et le khan de Crimée (par contre, on gonfle l'importance des méfaits des tatares ukrainiens contre le peuple ukrainien). Les soirées dédiées à Tarass Chevtchenko, à Lecia Oukraïinka et à Ivan Franko sont souvent interdites. Il est également défendu de commémorer la mémoire de Chevtchenko le 22 mai, et à Kiev des policiers empêchent les gens d'approcher du monument de Chevtchenko. A Lvov, on a définitivement défendu d'ériger un monument à la mémoire de Tarass Chevtchenko. Certains membres du mouvement de résistance comme Dziouba sont « retournés » et deviennent des collaborateurs ; d'autres se sont tus pour longtemps.

La renaissance a commencé avec la création des sections d'Amnesty International et des groupes de défense des accords d'Helsinki. Parmi les membres fondateurs du groupe Helsinki d'Ukraine on en compte deux, Grigorenko et Strokotov (eux-mêmes anciens détenus) à l'étranger ; cinq autres (dont un membre du Pen Club français), Roudenko, Loukianenko, Matoussevitch, Marinovitch et Bernik sont emprisonnés. Oxana Michko, déjà emprisonnée sous Staline, est persécutée ; son fils Alexandre Serguïenko, en détention, est au seuil de la mort. Sans tenir compte de ces arrestations et des répressions à venir le groupe est en augmentation constante. A ce jour, treize membres de ce groupe ont été emprisonnés, quatre se trouvent en Occident où une représentation a été créée sous l'égide de Grigorenko et de Pliouchtch. De nombreux membres du groupe sont emprisonnés depuis 1973, parmi eux : Stouss, Tchernovil, Romaniouk, Chabatours, etc. Le groupe a démontré publi-

quement la falsification du statut de l'Ukraine et a mis en avant ses droits à l'indépendance. Le groupe a également posé le problème de l'ethnocide des ukrainiens, en relation avec les minorités d'Ukraine (Russes, Juifs, Tatares de Crimée), celui de la politique soviétique de fusion des nations russe et ukrainienne, celui de la présence d'une majorité d'Ukrainiens dans les camps de concentration. Le mouvement ukrainien est un des plus actifs dans le cadre des protestations et se montre toujours solidaire des autres pays.

Le pouvoir, face à un mouvement important du mouvement ukrainien, est passé à des méthodes de répression de plus en plus provocantes : assassinats, falsifications des preuves, accusations de terrorisme, de spéculation, de pornographie et autres scandales. Dans sa propagande à l'Occident, le pouvoir soviétique utilise le mythe créé de toutes pièces du caractère terroriste et fasciste du mouvement de libération ukrainien à toutes les époques ; en particulier, il entretient le mythe de l'antisémitisme du peuple ukrainien. Ce qui ne l'empêche pas, en Union soviétique, de mener une propagande antijuive encore plus intensive. Les explosions de 1979 en Allemagne, en France, aux États-Unis soi-disant revendiquées par des nationalistes ukrainiens sont les manifestations de l'activité provocatrice du K.G.B.

Au moment des Olympiades et de la conférence de Madrid, on peut s'attendre à des provocations encore plus théâtrales et qui se baseront, en Occident, sur l'ignorance de l'histoire tragique de l'Ukraine. On ne doit pas écarter l'hypothèse que l'assassinat du compositeur Ivassiouk (cf. *L'Alternative*, n° 2) a été une provocation visant à susciter en Ukraine occidentale une nouvelle poussée de haine à l'égard des Russes pour mieux pouvoir ensuite réprimer les Ukrainiens.

Leonid Pliouchtch

Juin 1984 :

Ukraine : un fondateur du Groupe d'Helsinki meurt dans un camp

Oleksii Tykhyi, âgé de 57 ans, cofondateur du Groupe ukrainien d'Helsinki, est décédé le 6 mai dernier des suites d'une opération dans un camp à régime sévère de la région de Perm. Né en 1927 dans la région industrielle du Donetsk (Ukraine), licencié en philosophie de l'Université de Moscou, il travailla comme enseignant dans le Donbass jusqu'à son arrestation en 1957. Il fut jugé alors à huis clos et condamné à 7 ans de camp et à 5 ans de privation de droits civiques pour « agitation et propagande antisoviétique » : il avait critiqué la politique de russification du système scolaire ukrainien dans un memorandum au Présidium du Soviet suprême d'Ukraine, intitulé « Je ne puis me taire plus longtemps ». Après sa libération, Tykhyi retourna dans le Donbass et continua à exiger un revirement de la politique de russification. Il écrivit et milita en faveur des droits culturels tant de la majorité ukrainienne du Donbass que de toutes les minorités culturelles de cette région.

Malgré des persécutions continues, il fut en 1976 un des membres fondateurs du Groupe ukrainien d'Helsinki. Arrêté au début de 1977, il refusa de s'avouer coupable d'« activité antisoviétique. » Il fut néan-

moins déclaré coupable d'être un « récidiviste particulièrement dangereux » et condamné à 10 ans de camp et à 5 ans d'exil intérieur. Emprisonné dans un camp à régime sévère de Mordovie, il fut forcé d'exécuter des travaux de polissage de verre dans des conditions dangereuses pour la santé, aggravées de sévices corporels, fouilles et persécutions — ainsi que le mentionne le Rapport d'Amnesty International en 1978. A cette époque, Tykhyi participa aux protestations des prisonniers politiques. Souffrant de maux d'estomac aigus, il fut privé de soins médicaux, de visites, du droit de recevoir des colis. Par deux fois en 1978, il entama des grèves de la faim d'une période totale de trois mois.

En 1978, Tykhyi cosigna un document expliquant les causes profondes du mouvement dissident ukrainien, formulant les exigences des prisonniers politiques ukrainiens, établissant un code éthique pour les prisonniers politiques et préconisant une série de mesures pratiques visant à résister à la « destruction spirituelle et culturelle » d'une nation. En 1979, Tykhyi, en guise de protestation contre les traitements sadiques infligés dans le camp, entama une nouvelle grève de

la faim, qu'il dut néanmoins suspendre en raison de son état de santé. Lors d'une opération, on découvrit que Tykhyi souffrait d'un ulcère perforé. Malgré les recommandations des autorités médicales du camp en faveur d'une libération immédiate du prisonnier, celle-ci fut refusée.

Les persécutions se poursuivirent. Tykhyi fut mis au cachot pour opposition aux autorités du camp et refus de travail. Transféré en 1980 dans un camp de la région de Perm, il fut à nouveau privé de colis, de correspondance, de visites, et enfermé, au cachot pour « violation du règlement ». La condition physique de Tykhyi, qui souffrait de plusieurs maladies, s'était totalement détériorée. Juste avant sa mort, il avait perdu tous ses ongles et ne pesait plus que 41 kg.

S'il s'était remis, Tykhyi aurait peut-être pu sauver sa vie. Il s'y refusa et se vit ainsi privé de soins médicaux. Il est mort fidèle à ses idées sur les droits de l'homme et le droit à l'autodétermination des peuples.

Ivan Myhul
Irene Popowycz
Juin 1984

Le droit de vivre

par Iouri Badzyo

Dans le texte dont nous publions ci-dessous un extrait, Iouri Badzyo résume un ouvrage de plus de 1 500 pages qu'il a consacré à l'analyse de la situation nationale en Ukraine, en se plaçant du point de vue du socialisme démocratique. Ce texte a été écrit en une nuit, en février 1979, à la suite d'une perquisition où une partie de l'ouvrage avait été confisquée. Badzyo s'attendait à être arrêté d'un moment à l'autre. Le 23 avril, il est arrêté. Le 21 décembre il est condamné à sept ans de camp à régime sévère et à cinq ans d'exil, pour le seul fait d'avoir écrit cet ouvrage. A la suite de son arrestation, sa femme, Svetlana Kiritchenko, a été licenciée de son travail. En octobre 1979, elle est devenue membre du groupe Helsinki d'Ukraine.

Les arrestations politiques qui en 1972 ont frappé l'intelligentsia ukrainienne ont revêtu un caractère de masse et ont porté un coup au mouvement national en Ukraine. J'avais décidé de prendre position à ce sujet dans une lettre ouverte au C.C. du P.C.U.S. et au Présidium du Soviet suprême d'U.R.S.S., avec l'intention de mener une discussion principielle sur la situation nationale qui est celle de l'Ukraine dans le cadre de la fédération des Républiques soviétiques. Aussi, la lettre initialement prévue s'est transformée en une étude scientifique des différents aspects de la vie nationale en Ukraine. Le titre de mon travail *Le droit de vivre* correspond à la conclusion à laquelle je suis arrivé : la politique chauvine de grande puissance du P.C.U.S. a retiré au peuple ukrainien le droit de vivre.

L'avenir ou la mort des nations

L'idéologie officielle du parti dans le domaine des relations nationales prive mon peuple, ainsi que tous les autres peuples non russes d'U.R.S.S., du droit à avoir un avenir. Tout en utilisant aux fins de justification de sa politique de grande puissance la thèse de Marx sur la fusion des nations sous le communisme, la direction suprême du parti de l'Union soviétique, qui fondamentalement est le représentant politique de la Russie et développe une politique russe nationaliste, mène une offensive systématique contre les intérêts nationaux des peuples non russes, préparant par là-même les bases pour la liquidation de la souveraineté étatique formelle de ces peuples. L'idée du rapprochement des nations, qui sert de fondement à une véritable guerre propagandiste contre le patriotisme national des peuples non russes et à une véritable offensive nationale, est interprétée comme une loi du développement historique, comme une politique fondée scientifiquement. En fait, on peut tout au plus la considérer comme une hypothèse, une hypothèse que l'histoire passée et présente réfute. Dans la réalité on ne connaît aucun exemple de nation renonçant volontairement à son identité nationale et à son indépendance politique. Bien au contraire, un souffle de renaissance et de libération nationales s'est emparé du monde entier. L'idée de la fusion des nations est antiscientifique, anti-humaniste ; c'est une arme aux mains des chauvinistes de la société grand-russe soviétique. Bien plus, le développement de cette idée n'est possible que dans une société véritablement antidémocratique. Aujourd'hui, ce que l'on appelle l'internationalisation de la société soviétique n'est pas le résultat du libre développement des peuples de l'ancienne Russie tsariste, mais le produit, à l'époque du despotisme stalinien, d'une profonde déformation des rela-

tions nationales entre les peuples d'U.R.S.S., et ceci au profit de l'esprit grand russe de grande puissance.

Après la mise à l'écart du stalinisme, à la suite du coup d'État de Nikita Khrouchtchev, la politique du P.C.U.S. s'est engagée encore plus loin dans la voie de l'offensive russe de grande puissance contre les peuples non russes. La conception erronée et réactionnaire d'un peuple soviétique unique, en tant que nouvelle communauté historique d'individus, a été mise en avant. Une telle conception est censée préparer le terrain pour la liquidation de l'organisation étatique nationale des peuples non russes. Il est significatif que de telles propositions aient vu le jour lors de l'examen du projet de Constitution. Il est également significatif que le secrétaire général du C.C. du P.C.U.S. ait rappelé de telles propositions, en répondant qu'il ne fallait pas se hâter, qu'on s'y acheminait et qu'il ne fallait pas accélérer le « processus objectif ». En fait, tout est fait pour accélérer ce processus. On peut prendre comme exemple la thèse sur l'État fédératif unique, telle qu'elle se reflète dans la dernière Constitution soviétique. Cette thèse est en contradiction avec la logique la plus élémentaire : si l'U.R.S.S. est une fédération et non un État unifié, alors elle ne peut être « un État fédératif unique ». Si l'État est fédératif, alors il n'est pas unique. La conception d'un « État fédératif unique » et d'un « peuple soviétique unique » est la concrétisation politique de l'idée de rapprochement et de fusion des nations, qui prive d'avenir les peuples non russes d'U.R.S.S. et opprime leur conscience par le spectre de leur mort nationale.

Le présent ou le droit à une mort proche

Il est difficile à quelqu'un d'extérieur de se représenter la situation réelle de l'Ukraine aujourd'hui, celle des cinquante millions d'Ukrainiens qui vivent au centre de l'Europe. La propagande affirme que les Ukrainiens possèdent leur État, qu'il existe des écoles ukrainiennes, des journaux, des émissions de radio et de télévision en ukrainien, que des livres ukrainiens sont édités à des millions d'exemplaires. En premier lieu, il est vrai que quelque chose existe, mais ce n'est pas du fait des internationalistes russes, ce sont des conquêtes dues à la lutte des Ukrainiens pour leur liberté nationale. En second lieu, il n'est pas possible de tout « rapprocher » et « internationaliser » d'un coup. Et, enfin, les conditions actuelles sont très éloignées des conditions minimales satisfaisantes. En effet, entre le « passé » officiel [dans un passage que nous n'avons pas traduit, Iouri Badzyo montre comment l'historiographie officielle

nie la réalité nationale ukrainienne y compris sous le tsarisme] et l'« avenir » officiel, qui, par la volonté chauvine du P.C.U.S., sont devenus des zones de mort, toute existence historique authentique du peuple ukrainien est impossible...

Notre procès de consolidation ethnique n'est pas encore achevé (du fait même de notre histoire). Entre l'Ukraine de l'Ouest et l'Ukraine de l'Est, l'opposition est encore sensible, et l'idéologie et la propagande du parti font tout pour conserver une telle situation. Comme héritage de l'empire russe, nous avons reçu un organisme national ébranlé. Notre renaissance nationale n'a pas encore réussi à se consolider. La situation culturelle actuelle de l'Ukraine est à ce point difficile, que le complexe d'infériorité chez les Ukrainiens, produit de leur histoire d'esclaves, est un fait historique anti-ukrainien sérieux. Le prestige de la culture ukrainienne est très faible. Et ce n'est pas un hasard, car elle se développe de façon unilatérale et sans toute la vigueur nécessaire. Les publications scientifiques se font principalement en russe. Les écoles ukrainiennes dans l'Ukraine de l'Est sont très peu nombreuses. Et en fait ces

écoles sont anti-ukrainiennes, car les enfants y sont éduqués dans l'esprit de l'« unification » et du « peuple unique », que ce soit le peuple de l'« ancienne Russie » pour ce qui est du passé, ou le peuple « soviétique » aujourd'hui. Les films sont projetés en langue russe, seule une petite partie est doublée pour les projections dans les villages. La radio et la télévision émettent essentiellement en langue russe. Mais le problème principal est celui de la qualité. La culture ukrainienne est réduite à être un appendice propagandiste de la culture russe. Il faut ajouter à cela la persécution systématique des Ukrainiens conscients du problème national, et surtout de ceux qui, ne serait-ce qu'à mi-voix, expriment des revendications concernant la situation nationale de leur patrie. Quelqu'un qui est habitué à ne voir que la façade extérieure d'apparat de l'Ukraine « souveraine » ne peut qu'être horrifié par l'ampleur et l'intensité prises par les persécutions nationales qui frappent les Ukrainiens en Union soviétique. [...]

Iouri Badzyo
Février 1979



Chevtchenko : les avatars d'un poète national

par Leonid Pliouchtch

Les interactions complexes de la libéralisation, de la russification et de la croissance de la conscience nationale en Ukraine sont bien illustrées par les péripéties qui entourent l'édition des œuvres du fondateur de la littérature contemporaine ukrainienne T. H. Chevtchenko (1814-1861). Personne ne peut, à l'exception des chauvinistes russes les plus extrémistes, contester l'importance de Chevtchenko dans la littérature ukrainienne des cent dernières années. Chevtchenko a été et demeure toujours le problème le plus épineux de la politique anti-ukrainienne et expansionniste du pouvoir soviétique. Il est aussi difficile de le ranger parmi les réactionnaires ou les nationalistes bourgeois, que d'en faire un partisan de la Russie « une et indivisible ». Ni sa prose (écrite en langue russe) ni son œuvre dramatique (purement sociale) n'inquiètent les littéraires ; le problème se pose lorsqu'il s'agit d'associer au tricentenaire ou au 325^e anniversaire du rattachement de l'Ukraine à la Russie (1654-1954, 1979) des poèmes de la veine de :

« Pourquoi aimons-nous tant Bohdan ?
Parce que les Moscovites l'ont oublié,
Parce que les Allemands ont roulé
Le trop malin hetman. »

ou encore : « Si encore, Bohdan, tu étais ivre... »

Ce sont précisément ces deux poèmes sur l'erreur du « trop malin » hetman Bohdan Khmelnytsky signant l'accord avec le tsar Alexandre (accord qui a conduit l'Ukraine indépendante à sa perte, à la féodalisation de ses campagnes, à l'analphabétisation totale de sa population) qui ont presque toujours été retirés du recueil de poésie de Chevtchenko, le *Kobzar*. Dans le tableau ci-dessous je considère comme canon, c'est-à-dire comme version authentique du *Kobzar*, l'édition proposée dans les années 1925-1930.

La censure de l'après-guerre utilise comme armes les tirages réduits (celui de 1949 n'est même pas connu) et l'amputation flagrante de l'œuvre en 1954. Lorsque ces amputations sont plus discrètes, les œuvres idéologiquement nuisibles de Chevtchenko sont compensées par de longues préfaces de l'écrivain Kornitchouk, bourreau bien connu de la culture ukrainienne. Celui-ci s'est évertué jusque dans les années 1962-63 à « faire sauter » les deux poèmes les plus anti-Khmelnytsky !

La suite des péripéties qu'ont connues les éditions des œuvres de Chevtchenko reflètent les contradictions de l'ère khrouchtchevienne (le XX^e Congrès, la répression de la révolution hongroise, la nouvelle vague de libéralisation de 1962, le jubilé de Chevtchenko en 1964). En général, plus l'œuvre était falsifiée ou censurée, plus le tirage était grand (à l'exception du jubilé de 1964, de 1956 et 1979, où l'on assista carrément à l'élimination de tout ce qui était « non russe »). En fait, on peut caractériser son évolution chronologique par les préfaces officielles, leurs titres et le choix de leurs auteurs.

En 1956, le célèbre et chaleureux poète Rilski fonde le concept de « livre du peuple » (en six pages). En 1963, le *Kobzar* paraît dans une version cette fois-ci plus complète que l'édition canonique de 1925 ; on y trouve en plus une variante du poème « L'Aveugle » — « L'Esclave » —, écrit par Chevtchenko spécialement à l'attention de la censure du tsar (il y présentait une version adoucie du portrait de Catherine II et omettait toute condamnation de la politique de Khmelnytsky). En 1970, la préface en neuf pages est par contre confiée à l'ukrainophile O. Hontchar, qui, peu de temps auparavant, s'était « repenti ».

Date de la publication	Tirage	Nombre de poèmes censurés (édition de référence : celle de 1925, soit C)	Commentaires
1949	non publié	C - 2	Edition complète en 3 volumes. Préface de O. Kornitchouk (15 p.).
1954	80 000	C - 8	Œuvres choisies. 300 ^e anniversaire de l'annexion de l'Ukraine par la Russie.
1955	50 000	C - 6	Œuvres en 3 volumes. Préface de O. Kornitchouk.
1956	100 000	C - 2	<i>Kobzar</i> . Préface de Rilski « Le livre du peuple » (6 p.).
1958	30 000	C - 2	<i>Idem</i>
1960	55 000	C - 2	<i>Idem</i> .
1963	50 000	C + 1	6 volumes. Préface de M. Rilski.
1964	12 000	C + 1	Sans préface. 150 ^e anniversaire de Chevtchenko.
	30 000	C + 1	Sans préface.
	100 000	C + 1	Sans préface.
1968	25 000	C + 1	Préface de M. Rilski.
1970	25 000	C + 1	Préface de M. Hontchar : « Une parole qui fleurit éternellement ».
1971	25 000	C + 1	<i>Idem</i> .
	65 000	C + 1	Œuvres en 5 volumes. Préface de Kiriliouk : « Le génie du peuple » (25 p.).
1974	500 000	C - 2	Sans préface.
1977	150 000	C - 8	Sans préface.
1978	150 000	C - 10	5 volumes. Préface de Borodine : « Taras Chevtchenko » (24 p.).
1979	25 000	C - 8	Introduction de M. Stelmakh : « Notre amour et sainteté » (6 p.).

Les chiffres ne montrent pas ce qu'il est advenu pendant ce temps-là de l'évolution dans l'étude de Chevtchenko. A partir de 1956, elle devient progressivement plus scientifique et analytique. Parallèlement et pour la contrer se développe une école de falsification (Borodine). Dans l'édition encore complète de 1971, la préface est déjà confiée à un représentant de cette école, Kiriliouk. La voie pour les attaques qui allaient suivre est alors ouverte, avec une introduction de vingt-cinq pages qui porte ce titre trompeur : « Le génie du peuple ». En plus des deux poèmes habituels, les responsables de l'édition font disparaître « L'Aveugle » en le remplaçant par une molle variante intitulée « L'Esclave ». En 1977, on élimine huit poèmes, et personne ne semble avoir eu le courage de signer une préface à ce crime. Ce n'est qu'en 1978, après avoir fait disparaître un poème de plus, que Borodine donne la nouvelle interprétation du parti, en vingt-quatre pages. On n'avait trouvé aucun Ukrainien pour le faire. Ce n'est qu'en 1979 que Stelmakh donne son accord pour une préface, ayant réussi à marchander un poème, qui est rajouté cette année-là. La lente destruction du *Kobzar* a été masquée par de grands tirages et des titres grandioses (cf. le cynique « Notre amour et sainteté » de Stelmakh). En fait, l'édition à grand tirage du « Culte de Chevtchenko » et l'inauguration par Chirac et Tchervonenko d'un buste à Paris menacent d'écraser « Notre amour et sainteté ».

Leonid Pliouchtch

Mais qu'est-ce que les Français savent de l'Ukraine ?

par Frank Sysin

Tout enfant ukrainien allant à l'école sait que son pays est un peu plus grand que la France et qu'il compte un petit peu moins d'habitants. Tout adulte ukrainien, quant à lui, a conscience de ce que l'Ukraine a bien moins compté au niveau international et a eu un destin bien moins fortuné que la France au cours du XX^e siècle. Guerre, famine, terreur et répression ont à ce point entamé ses ressources humaines que la prédiction de Herder — selon laquelle l'Ukraine serait une nouvelle Grèce — apparaît aujourd'hui comme une plaisanterie d'une ironie cruelle.

« L'Ukraine a toujours aspiré à la liberté », tout Ukrainien veut espérer que les Français ont gardé en mémoire ces paroles de Voltaire. Et pourtant... Cette terre qui a vu naître le concept moderne de liberté semble rester insensible au sort de ses cousines est-européennes qui ont tant lutté pour la liberté, personnelle et nationale, et qui en ont si peu recueilli les fruits.

Que les Français aient du mal à comprendre les Ukrainiens, on peut en trouver un témoignage à la lecture d'une lettre de Georges Marchais publiée dans *l'Humanité* du 29 février. En réponse à un passage d'un livre soviétique faisant autorité, concernant les minorités ethniques en France (Alsaciens, Basques, Bretons, Catalans et Corses), Georges Marchais — d'ordinaire plutôt soviétophile — écrit : « Nous protestons avec indignation contre ces allégations ridicules et odieuses. Pour nous comme pour tous les citoyens de notre pays, est Français tout homme ou femme de nationalité française. La France n'est pas un pays multinational : c'est un pays, une nation, un peuple, fruits d'une déjà longue histoire. » Ici, Georges Marchais se fait l'écho d'une tradition réellement et profondément ancrée en France. Et, effectivement, comment cette tradition pourrait-elle permettre de comprendre une nation qui s'est développée en opposition à un État et à une citoyenneté qu'elle estime formelle ? De même, comment pourrait-elle aider à concevoir que le fait d'avoir dans son passeport soviétique la mention « ukrainien », soit perçu comme une grande victoire par la nation ukrainienne, quelques mineurs que puissent être les avantages que cela apporte à sa culture et à sa souveraineté ? Comment une nation et une culture qui ont toujours été reconnues au niveau international et dont la position dans le monde n'a jamais subi de recul pourraient-elles comprendre le poète ukrainien et prisonnier politique, Ievhen Sverstiuk, lorsqu'il écrit :

« Aucune logique ne permet d'expliquer nos renaissances après nos chutes, voire le fait même de notre existence nationale. Notre vie s'exprime et se perpétue dans l'élément de l'irrationnel, elle est là dans les profondeurs, dans ces racines qui toujours donnent de nouvelles pousses mais qui rarement s'épanouissent normalement. Nous trouvons notre force dans ces sources profondes, même si elle ne parvient

pas à s'exprimer dans des formes d'existence visibles et stables. Nos victoires ressemblent à une soirée donnée dans un château étranger en ruines. Nos défaites, quant à elles, semblent être à chaque fois des défaites finales — nous avons été décimés et mis en déroute, [nos ennemis] oublient, au plus fort de ce combat sanglant, que nos racines sont hors de leur atteinte, que dans notre sol, se trouvent des graines, semées au cours de la lutte, qui germent à nouveau. »

Russes et Ukrainiens

Ainsi apparaît-il nécessaire d'évoquer cette tradition ukrainienne et les raisons pour lesquelles cette nation européenne, forte de quelque quarantes millions de représentants, reste si peu connue de ses voisins.

Les racines de son histoire remontent à la Rus', ce grand État kiévien, qui, du X^e au XIII^e siècles, a rassemblé et christianisé divers peuples d'Europe orientale. Sous de nombreux aspects, on pourrait le comparer à l'empire carolingien, et de même que cette histoire a été l'objet de querelles entre Français et Allemands — s'agit-il de « Charlemagne » ou de « Karl der Grosse » —, de même Ukrainiens et Russes se contestent-ils cet héritage historique qu'est la Rus' kiévienne.

Les collaborateurs de ce dossier

* Frank Sysin, historien ukrainien, enseigne actuellement à l'Institut d'études ukrainiennes de l'Université de Harvard (Massachusetts).

* Bohdan Krawchenko est professeur associé à l'Institut canadien d'études ukrainiennes de l'Université de l'Alberta à Edmonton. *L'Alternative* a publié, dans son numéro 24, un article de lui : « Il y a cinquante ans : la grande famine en Ukraine. »

* Ivan Myhul enseigne au département de Sciences politiques de l'Université Bishop à Lennoxville (Québec).

* Myroslav Shkandrij, spécialiste de littérature ukrainienne, enseigne actuellement au département des études slaves de l'Université du Manitoba à Winnipeg (Canada).

* Victor Haynes, chercheur d'origine ukrainienne, est notamment le co-auteur de *Syndicalisme et libertés en URSS* (Petite collection Maspero, Paris, 1980).

Le renouveau national du XIX^e siècle

Le siècle suivant a vu surgir un nouvel éveil de la culture de l'hetmanat cosaque en dépit d'un accroissement de l'influence russe. La défaite de Charles XII de Suède et de Ivan Mazepa à Poltava en 1709 a définitivement scellé le destin politique et culturel de l'Ukraine : désormais ainsi nommée, la « Petite Russie » a été rattachée au nouvel Empire russe. En 1775, les troupes russes ont mis à sac la Sietch — place forte des Zaporogues située sur des îles d'accès difficile du Dniepr — et en 1783, les derniers vestiges de l'autonomie ukrainienne ont été abolis. En 1793-95, suite aux partages de la Pologne, toutes les terres ukrainiennes sont passées sous domination russe, exception faite de la Galicie, échue aux Habsbourg qui contrôlaient déjà la Transcarpatie et la Bucovine. L'élimination politique de l'élite ukrainienne par son intégration à la noblesse russe, de même que l'absorption de l'Église orthodoxe ukrainienne dans l'Église russe orthodoxe ont semblé mener l'Ukraine à un nouveau déclin. Et, une fois encore, cela n'a été qu'une apparence.

Le renouveau romantique national du XIX^e siècle a engagé une nouvelle élite ukrainienne, l'intelligentsia, à créer une nouvelle culture, une culture moderne, et à formuler des revendications d'ordre politique. A cette époque, le poète-prophète de génie, Tarass Chevtchenko, a démontré par son œuvre que la langue ukrainienne pouvait atteindre des sommets et a puisé aux sources de l'histoire pour indiquer la voie d'une renaissance ukrainienne. Mais très vite les autorités impériales se sont attaquées à ce mouvement, arrêtant les membres de la Confrérie de St-Cyrille et Méthode en 1847, fermant les Écoles du dimanche d'Ukraine en 1862-63 et interdisant toutes publications en langue ukrainienne par l'odieux oukaze d'Ems en 1876. Le développement d'une conscience ukrainienne moderne s'est trouvé retardé par ces persécutions de même que par l'état arriéré de l'Empire russe (maintien du servage jusqu'en 1861, taux d'alphabétisation extrêmement faible). Mais le pouvoir impérial conservateur n'a pas été seul à se montrer hostile aux revendications ukrainiennes. Si certains membres de l'intelligentsia russe libérale et révolutionnaire (tel Alexandre Herzen) ont soutenu la cause ukrainienne, d'autres ont été jusqu'à s'opposer à l'usage de la langue ukrainienne (tel Vissarion Bielinsky) et la plupart se sont prononcés pour garder l'empire russe intact. Ainsi, la gauche d'une nation dominante s'est montrée insensible aux besoins d'une nation opprimée et les marxistes en particulier sont apparus peu disposés à reconnaître l'importance des questions nationales en Europe de l'Est et le fait que mettre l'accent sur un grand État centralisé et sur la nécessité du développement industriel pouvait être utilisé par une nation dominante pour continuer à opprimer des nations plus petites. Rappelons simplement, pour mémoire, que Rosa Luxemburg définissait le mouvement ukrainien comme « *trop naïf* » — et l'on mesurera combien pouvait être grande l'indifférence à cette question.

Le renouveau de la culture ukrainienne auquel on assiste alors s'explique en grande partie par le fait qu'une fraction de la population ukrainienne vivait sur le territoire de l'Empire des Habsbourg où l'existence de libertés constitutionnelles permettait le déploiement d'un nombre considérable d'activités culturelles et éducatives. En dépit de la domination exercée par les courants conservateurs polonais sur la vie politique galicienne, en dépit de la proclamation par les nationalistes polonais de leurs droits sur la Galicie orientale, les sentiments nationaux et la cohésion de la population ukrainienne se développent rapidement entre 1890 et 1914.

A la veille de la Première Guerre mondiale, les Ukrainiens constituent l'un des peuples les plus nombreux (ils sont plus de trente millions), mais leur mouvement national est

alors très faible. La période au cours de laquelle des concessions très limitées ont été faites au mouvement ukrainien, après la Révolution de 1905, a été trop courte pour que le mouvement ait le temps d'organiser les masses. La bourgeoisie et les travailleurs des villes où abondent les Russes, les Juifs et les Polonais, n'éprouvent aucune sympathie pour les aspirations ukrainiennes. Les dirigeants ukrainiens originaires de l'Empire russe sont presque tous des intellectuels radicaux, sociaux-démocrates ou socialistes-révolutionnaires ; ils n'ont que peu d'expérience concernant l'administration, les questions militaires et la diplomatie. A la différence des Polonais dont les aspirations rencontrent un large écho en Occident, les Ukrainiens sont considérés comme quantité négligeable à Paris comme à Londres et leur opposition aux persécutions russes lie leur cause à celle des Puissances centrales.

La faiblesse des bolchéviks en Ukraine

L'effondrement de l'Empire tsariste en février 1917 donne sa chance au mouvement national ukrainien. En peu de temps, alors que se mettent en place des administrations ukrainiennes, ce mouvement national s'assure du soutien des masses tandis que se fait jour un véritable éveil national. Les bolchéviks eux-mêmes doivent prendre en compte, à contre-cœur, les aspirations ukrainiennes. Pourtant, confrontés à un environnement international hostile, à l'antagonisme des Russes blancs et rouges (et à celui des Polonais en Ukraine occidentale), les dirigeants ukrainiens ne réussissent pas à établir un État indépendant ; l'anarchie gagne le pays, parfois accompagnée de pogromes. Contrairement aux Polonais et aux Tchèques, les dirigeants nationaux ukrainiens ne parviennent pas à faire triompher leur cause : leur patrie est dépecée et partagée entre l'URSS, la Pologne, la Roumanie et la Tchécoslovaquie.

L'orientation à gauche de l'intelligentsia ukrainienne dans l'ancienne Ukraine russe a contribué de façon décisive à cette défaite. L'intelligentsia ukrainienne ne pouvait s'opposer qu'à contre-cœur à des objectifs révolutionnaires et il lui était donc difficile de justifier son opposition au bolchévisme — ceci en dépit de la grande faiblesse des bolchéviks en Ukraine. En fin de compte, la mise en place par Lénine de républiques nationales en Union soviétique favorise un rapprochement. Dans les années 20, le Parti communiste s'efforce de gagner une assise parmi la population ukrainienne en permettant le développement d'activités culturelles et d'un semblant d'indépendance nationale. Un courant du Parti s'oriente même vers la perspective d'une sorte de communisme national. Différents dirigeants ukrainiens vivant en émigration, représentant divers courants politiques reviennent au pays pour participer à la renaissance ukrainienne — comme, par exemple, le célèbre historien Mykhailo Hrushevski. Au cours de cette période de libéralisme relatif et de lutte contre la réaction russe, on autorise même l'établissement d'une Église ukrainienne orthodoxe.

La Deuxième Guerre mondiale : le bain de sang

Pourtant, dès les premiers jours, le Parti a connu de graves problèmes d'orientation politique en Ukraine. Ceux de ses militants qui sont issus de minorités nationales (en Ukraine les Russes avant tout, s'opposent à toute forme de « collaboration » vis-à-vis du sentiment ukrainien. Le Parti ne put jamais mettre en œuvre une politique de décentralisation, concernant ses propres structures. Le chauvinisme russe demeure viv-

Décrivant comment d'« internationaliste », il est devenu patriote ukrainien, le marxiste Léonid Pliouchtch rappelle qu'il se refusait à croire que ceux qui parlent ukrainien sont persécutés en Ukraine. Et il rapporte l'expérience qui lui ouvrit les yeux : « Un jour, dans un magasin, je demandai en ukrainien à un jeune homme de me montrer un livre. "Vous ne pouvez pas vous exprimer comme un être humain ?", grogna-t-il. Le sang me monta au visage et, en un instant, je devins un Ukrainien, une fois pour toutes. »

C'est de la même façon que les Juifs soviétiques réalisent

complètement qu'ils sont juifs quand on leur oppose la propagande « anticosmopolite » ou « antisioniste ».

Il serait temps que les Français se préoccupent l'Ukraine. D'abord parce que la résolution de la question ukrainienne est déterminante aussi bien en ce qui concerne la politique soviétique de demain, l'avenir de l'Europe l'Est que celui du monde entier. Ensuite parce que rien de ce qui est humain ne doit leur être étranger.

Frank S...

Raisons et déraison du pacifisme

Pierre Hassner : L'équilibre de la terreur

Nicole Gnesotto : PC/PS : une ligne peut en cacher une autre

Paul Thibaud : Les évêques américains entre la guerre juste et le pacifisme

Sigrid Meuschel : Le néo-nationalisme allemand et les pacifistes

Dick Howard : D'une Nouvelle gauche à une autre

Juillet 1983, 46 F

André Glucksmann : L'Europe et la tentation du nihilisme

Paul Thibaud : Les questions du pacifisme

Novembre 1983, 46 F

Stanley Hoffmann et Pierre Hassner : Les Eglises devant la dissuasion

Barbara Spinelli : Allemagne, la troisième génération

Février 1984, 46 F

Katherine von Bülow : L'Allemagne est innocente, l'Etat est coupable

Mars 1984, 46 F

ESPRIT

19, rue Jacob. 75006 Paris

Tél. (1) 633 25 45

C.C.P. Paris 1154-51 W

Spécimen sur demande

Abonnement : France Autres pays

 1 an 6 mois 1 an 6 mois

Ordinaire 360 F 198 F 375 F 204

Soutien 500 F 250 F 500 F 250

Etudiants 288 F 158 F 300 F 163

Nationalité et classes sociales en Ukraine soviétique

par Bohdan Krawchenko

Il existe une littérature importante visant à démontrer que l'Union soviétique est une société stratifiée, marquée de profondes inégalités sociales. Toutefois, le lien entre les différenciations sociales et les différenciations nationales est rarement compris, bien qu'il soit décisif pour analyser la manière dont se pose aujourd'hui en Ukraine la question nationale.

Au niveau théorique, il existe deux écoles de pensée concurrentes. La première inclut à la fois les théoriciens occidentaux de la modernisation, inspirés par le fonctionnalisme structurel, et la théorie soviétique officielle, qui partage un grand nombre des points de vue de la « sociologie bourgeoise » qu'elle dénonce. Tous s'accordent sur le fait qu'avec l'industrialisation, la structure sociale de la région centrale (dans notre cas la Russie) s'étend vers la périphérie (l'Ukraine et les autres républiques), provoquant une interaction complexe qui est source de similitudes. Avec le temps, la richesse se distribue également entre les diverses régions, et les différences culturelles cessent d'être socialement significatives. Pour citer deux auteurs russes, une des conséquences de l'industrialisation est que « la division du travail en est arrivée partout à se fonder sur l'identité professionnelle, et non sur l'identité nationale, des groupes de population¹ ».

Un autre modèle, beaucoup moins optimiste quant à la possibilité d'une convergence nationale et culturelle dans les états plurinationaux grâce à l'industrialisation, est celui du « colonialisme intérieur ». Selon M. Hetcher, un auteur éminent de cette école de pensée, un contact croissant entre le centre et la périphérie n'aboutit pas à une convergence socio-structurelle. Bien au contraire, « la vague de modernisation, qui ne touche pas également la totalité de l'espace territorial de l'État, crée des groupes relativement avancés, et d'autres qui le sont moins ». Usant de son avantage initial, la région centrale plus développée s'impose aux aires périphériques qui le sont moins, et stabilise les avantages dont elle s'assure le monopole par une politique destinée à préserver cette relation inégalitaire. Une « division culturelle du travail » naît de cette situation, dans laquelle les positions les plus élevées sont réservées aux ressortissants du centre, tandis que les populations de la périphérie se trouvent reléguées à des niveaux inférieurs. « Dans la mesure où la stratification sociale de la périphérie se fonde sur des différences culturelles que l'on peut observer, il est probable que le groupe désavantagé finira, avec le temps, par affirmer, en réaction, sa propre culture². »

Le manque de données

Une enquête sur la stratification nationale et culturelle en URSS se trouve gravement handicapée par le manque de données. Le dernier recensement qui ait fait état de corrélations

entre nationalité et profession date de 1926. Tandis que la renaissance de la sociologie en Union soviétique dans les années soixante a apporté nombre d'informations nouvelles et intéressantes sur de nombreux aspects de la stratification sociale, la connaissance des variables d'ordre ethnique n'a pas avancé autant. En outre, en Ukraine, la sociologie comme discipline a déperissé, aucune revue sérieuse ne lui a été consacrée. Du fait que d'importantes données du recensement de 1979 n'ont jamais été publiées (et ne le seront jamais), nous sommes obligés de nous en tenir aux données de celui de 1970. Mais, compte tenu de la stagnation économique des dernières années, il y a toute raison de penser que les tendances notées précédemment persistent dans la période présente, sous des formes plus aiguës.

La croissance industrielle qu'a connue l'Ukraine après la Deuxième Guerre mondiale a modifié de façon significative la structure de classe de la République (voir tableau n° 1). Toutefois, le concept de changement social est relatif. Et quand le développement est très inégal, des tensions se produisent. Si l'on compare l'évolution de la structure de classe de l'Ukraine avec celle de la Russie ou de l'URSS dans son ensemble, les conséquences d'une politique économique discriminatoire apparaissent très clairement. Tandis qu'en 1939 la structure sociale de l'Ukraine s'était modernisée à peu près autant que celle de l'URSS dans son ensemble, et à peine moins que celle de la Russie, en 1970, des inégalités socio-structurelles majeures s'étaient développées. Par exemple, la représentation de la classe ouvrière dans la structure sociale de la Russie était, en 1939, supérieure de 2,4 % seulement à celle de l'Ukraine. En 1970, l'écart avait atteint 9,8 % dans les limites de 1939, et 11,5 % sur l'ensemble du territoire de l'Ukraine. On pouvait observer des tendances du même ordre au niveau des cols blancs³. La convergence socio-structurelle entre le centre et la périphérie, qui aurait dû accompagner l'industrialisation selon les théories soviétiques, ne s'était pas concrétisée.

La structure sociale de la nation ukrainienne, au sein de la République d'Ukraine, a connu des changements considérables dans les années soixante. En 1959, 58 % des Ukrainiens travaillaient encore dans les fermes collectives. En 1970, il ne reste que 37 % d'Ukrainiens dans cette catégorie sociale, et la classe ouvrière est devenue le groupe dominant de la société ukrainienne (47 %). Là encore, les Ukrainiens se trouvent à la traîne des Russes, qui ont pu développer leur avantage initial. La structure sociale de la nation russe, au sein de la République russe (RSFSR), s'est modernisée plus vite que celle de la nation ukrainienne. En 1939, la proportion d'ouvriers au sein de la population russe de la République russe était supérieure de 8,9 % à celle des ouvriers ukrainiens au sein de la population ukrainienne de la République socialiste d'Ukraine. En 1970, cette différence a atteint 16 %. De la même manière, en 1939, le poids des employés était de 5 % supérieur, dans la structure sociale de la RSFSR à ce qu'il était en Ukraine. En 1970, l'écart est de 9 %. Les kolkhoziens sont sur-représentés parmi les Ukrainiens, dont la structure de classe comprend 25 % de kolkho-

Tableau 1
Structure de classe de la population de l'Ukraine, 1939-1970

	1939		1959		1970	
Classe ouvrière	10 362 000	32,6 %	17 123 000	40,9 %	23 430 000	48,8 %
Cols blancs	5 467 000	17,2 %	7 253 000	17,3 %	9 281 000	18,7 %
Kolkhoziens	15 956 000	50,2 %	17 472 000	41,7 %	14 230 000	30,3 %

ziens de plus que celle des Russes en 1970. En 1939, la différence n'était que de 4,8 %⁴.

Les modifications de la structure de classe en Ukraine témoignent d'une crise de la mobilité sociale des Ukrainiens dans leur propre République. Il faut distinguer la mobilité sociale structurelle de la mobilité sociale individuelle, autrement dit, la mobilité réelle de la mobilité perçue. Le nombre des Ukrainiens a augmenté de façon substantielle au sein de la classe ouvrière d'Ukraine : de 64 % en 1939, il est passé à 74 % en 1970. En 1970, les Ukrainiens ont cessé d'être sous-représentés au sein de cette classe. Qui plus est, la classe ouvrière d'Ukraine occupe la troisième place, au niveau de son homogénéité nationale, parmi les Républiques de l'URSS⁵. Ce qui n'a pas changé, entre 1939 et 1970, c'est la sous-représentation au niveau des cols blancs. Les Russes, d'après ce qu'il ressort des données, ont quitté en grand nombre la classe ouvrière d'Ukraine, et les Ukrainiens les ont remplacés. De fait, la pyramide sociale, et la position des différentes nationalités en son sein, est restée la même (voir tableau 2). Pour reprendre les termes de Hetcher, il existe toujours en Ukraine une « *division culturelle du travail* ».

Les kolkhoziens : criantes inégalités

Toutes les études sur la stratification sociale en URSS ont placé les travailleurs manuels de l'agriculture tout en bas de la hiérarchie professionnelle, en termes de prestige social et de revenus. La position des Ukrainiens dans leur propre République est illustrée par le fait qu'en 1959, 48 % des Ukrainiens étaient employés dans le travail manuel qui prédominait dans l'agriculture. En 1970, ils sont 37 %.

Dans le passé, une politique économique hautement discriminatoire a nourri un mouvement national dans la paysannerie. Dès lors, il n'est pas déraisonnable de penser que les bases objectives d'un tel mouvement demeurent, si la même politique a été poursuivie. Les conditions socio-économiques des structures collectives d'URSS et la désaffection qu'elles entraînent ont été l'objet d'analyses extrêmement approfondies. La population des fermes collectives d'Ukraine occupait le niveau le plus bas de ce secteur de la force de travail. Le revenu (toutes origines confondues) des kolkhoziens ukrainiens était, en 1970, le plus bas des quinze Républiques de l'URSS. Alors qu'en 1975, l'Ukraine contribuait pour plus de 25 % au revenu agricole de l'Union soviétique⁶.

L'agriculture ukrainienne a fait l'objet de mesures discriminatoires au niveau des prix et de la spécialisation des récoltes. Plus encore, les fermes collectives d'Ukraine, à la différence des russes, ont dû supporter une part disproportionnée

de l'investissement en écoles, hôpitaux, logements... En 1970, dans les villages des kolkhozes ukrainiens, 28 % de ces investissements provenaient de fonds d'État, tandis que les fermes collectives de Russie obtenaient, elles, 49 % de leurs investissements du Trésor d'État⁷. Le niveau d'instruction de la population rurale ukrainienne révèle également de criantes inégalités. Pour interpréter correctement ces données, il faut se souvenir que les Ukrainiens jouissaient, historiquement, d'un avantage considérable sur les autres nationalités, en matière d'éducation. En 1962 par exemple, les Ukrainiens venaient au second rang parmi les onze nationalités « titulaires »⁸ (limites d'avant 1939 pour ce qui est de l'alphabétisation. En 1970, la population rurale ukrainienne était la dernière des quinze nationalités titulaires, pour la proportion de jeunes gens (20-29 ans) ayant fait des études supérieures. Si la jeunesse paysanne s'est aussi peu distinguée en matière d'éducation, ce n'est pas faute de motivations. En réalité, si l'on considère la proportion de jeunes gens de seize à dix-neuf ans qui ont terminé leurs études secondaires, on voit que la jeunesse rurale ukrainienne arrive au second rang, en 1970, des quinze nations titulaires de l'URSS pour ce qui est de l'éducation. Pendant les années soixante, faute de pouvoir entreprendre des études supérieures, la jeunesse paysanne ukrainienne s'est repliée massivement sur les emplois industriels. Mais la déception qu'elle a dû ressentir quand elle s'est vue empêchée de concrétiser ses ambitions a constitué sans aucun doute une source majeure de tensions sociales et nationales.

La classe ouvrière : le talon d'Achille du régime

Dans les premières années du régime soviétique en Ukraine, c'était la paysannerie qui constituait le maillon le plus faible. Après la Deuxième Guerre mondiale, toutefois, il est apparu que la classe ouvrière devenait le talon d'Achille du régime. La déstalinisation de 1956 entraîna une augmentation perceptible des conflits sociaux en Ukraine. Les protestations contre les salaires trop bas et les mauvaises conditions de travail s'accroissent. En 1956, dans la ville de Kharkiv, V. Titov, premier secrétaire de l'« oblast » admit que les travailleurs voulaient abolir le système de la direction unique et introduire le contrôle ouvrier⁹. En 1962, le Donbass fut la scène d'émeutes à grande échelle qui créèrent une situation semi-insurrectionnelle. Tout au long des années 60, de nombreuses grèves eurent lieu en Ukraine, tandis que la classe ouvrière de la République faisait ses premiers pas timides vers l'affirmation de ses droits. Dans les années 70, quelques embryons de syndicats libres sont apparus. L'Ukraine est restée un centre dominant d'agitation ouvrière en Union soviétique. Ce n'est pas une simple conséquence de difficultés économiques, ou de la répression des droits

des travailleurs, qui sont communes à l'URSS tout entière — cela tient à des raisons entièrement spécifiques à l'Ukraine.

Parmi les plus significatives, il y a le renforcement de la classe ouvrière comme classe « en soi ». Numériquement, la classe ouvrière est passée en Ukraine de 4,6 millions de membres en 1940 à 11,6 millions en 1970. Dans une mesure importante, cette croissance rapide de la classe ouvrière est due à un niveau de productivité beaucoup moins élevé, en Ukraine, que la norme valant dans toute l'Union, ce qui est l'indice de problèmes économiques plus importants⁹. Ceci révèle des investissements industriels inadaptés, et une mécanisation insuffisante, qui produisent à leur tour une situation conflictuelle dans les entreprises. Dans le Donbass par exemple, la sécurité des travailleurs s'est détériorée, devenant une source majeure d'agitation, parce qu'on a cessé d'investir dans les mines. Ces problèmes proviennent du fait qu'entre 1959 et 1970, la moitié du capital produit en Ukraine a été réinvesti hors de la République¹⁰.

Pendant les années 60, le drainage de capitaux hors d'Ukraine a affecté la classe ouvrière de plusieurs autres manières. En 1960, le revenu des travailleurs de la République la plaçait au sixième rang des quinze républiques ; en 1970, elle avait chuté au neuvième rang. La consommation de produits durables, aussi bien que le développement de l'infrastructure sanitaire et sociale (hôpitaux, etc.) sont inférieurs à la norme soviétique. Une situation semblable prévalait au niveau de la consommation de nourriture. C'est tout particulièrement irritant pour la population, étant donné la place de l'Ukraine dans la production agricole. La cause essentielle du manque de nourriture était évidente. Dans la région de Poltava, par exemple, on exportait 98 % de la production d'huile de tournesol hors des frontières de la République, créant ainsi un manque cruel de ce produit dans la région.

C'est au moment où les difficultés matérielles se heurtent à une augmentation des exigences que les conflits et les tensions s'exacerbent. En Ukraine, l'accroissement des exigences est issu de deux processus. Le premier, c'est l'afflux de jeunes dans la classe ouvrière. En 1970, un tiers des travailleurs avait moins de 29 ans, dont 46 % des travailleurs de la métallurgie et du secteur des machines outils. Le deuxième, et peut-être le plus significatif, c'est l'élévation du niveau d'instruction. Quand les sociologues parlent de révolution éducative dans la classe ouvrière, ils veulent dire qu'une plus grande proportion de travailleurs a terminé ses études secondaires. De ce point de vue, la classe ouvrière d'Ukraine présente un paradoxe : comme on peut s'en rendre compte en comparant la classe ouvrière de la Russie avec celle de l'Ukraine, elle est parmi les plus instruites de l'Union soviétique. En Russie, 12 % des ouvriers ont achevé leurs études secondaires, et 3 % ont fait des études supérieures incomplètes, ou des études secondaires spécialisées (1970). En Ukraine, on en trouve respectivement 18 % et 3,2 %. Les calculs du Laboratoire des ressources du travail de l'Université d'État de Moscou montrent qu'en 1970, 55 % des jeunes moscovites qui devenaient ouvriers avaient fini leurs études secondaires. Pour l'Ukraine tout entière, la proportion est de 63 %. Le paradoxe, c'est que la proportion de jeunes Ukrainiens ayant les qualifications requises pour entreprendre des études supérieures (c'est-à-dire des études secondaires complètes) est parmi les plus élevées de l'URSS, tandis que son taux d'entrée dans les établissements d'études supérieures est l'un des plus bas. Ceci signifie que les aspirations de la jeunesse ukrainienne à faire des études supérieures ont été étouffées, et qu'elle a rejoint, en conséquence, la classe ouvrière. L'apparition d'une couche de plus en plus importante d'ouvriers qui ne le sont devenus qu'en raison de l'écrasement de leurs espoirs de mobilité sociale a créé des conditions favorables au mécontentement. En même temps, les travailleurs plus instruits sont devenus plus avertis socialement, plus exigeants en ce qui concerne leurs conditions de

travail, plus grands consommateurs de culture, et plus enclins à prendre des initiatives.

Classe ouvrière et question nationale

Après la déstalinisation, la réactivation de la classe ouvrière était encore à ses débuts, et la société émergeait lentement d'un état d'immobilisme et de crainte. En raison des mécanismes du contrôle social, la revendication de ses droits n'était pour la classe ouvrière qu'une pure potentialité. Toutefois, dans la période d'après 56, il devint clair que ces revendications pourraient inclure des exigences nationales. Dans les pages du principal organe du Parti destiné aux ouvriers d'Ukraine, *Robitchyna Hazeta* (Le journal des ouvriers), on put lire de nombreuses demandes d'élargissement des prérogatives de la République, aussi bien que des protestations contre la forme de division du travail imposée à l'Ukraine, à savoir la production et l'usinage élémentaire de matériaux bruts, au détriment de l'industrie légère. Sur le plan culturel, des lettres d'ouvriers venues de toutes les régions de l'Ukraine se plaignaient du manque de littérature, de films, de pièces de théâtre en langue ukrainienne, et de bien d'autres facilités culturelles. Il est significatif qu'en 1972, quand les institutions ukrainiennes firent l'objet de purges massives, en liaison avec la démission de Chelest, « un pogrome chauvin fut entrepris à la Robitchyna Hazeta ».

Dans la période de l'après 56, les ouvriers participèrent également au mouvement de revendication nationale en dehors des institutions officielles. En Ukraine occidentale, presque tous les adhérents des deux principaux groupes nationalistes clandestins formés dans la deuxième moitié des années cinquante étaient des ouvriers. A Kiev, de jeunes travailleurs furent arrêtés pour avoir distribué des tracts contre la russification. Dans le Donbass, de jeunes mineurs interrogèrent les autorités du Parti, dans une lettre ouverte, sur leur politique de développement de la langue ukrainienne. En 1964, à Darnytsia, le district ouvrier de Kiev, des travailleurs hissèrent, le 1^{er} mai, un drapeau sur une usine, qui flotta plusieurs jours avant que les officiels ne remarquent le slogan « Vive l'Ukraine libre ». Comme l'écrivait Ivan Dziouba, « ce n'est un secret pour personne qu'un nombre croissant de gens, en Ukraine, spécialement dans la jeune génération (non seulement des étudiants, des scientifiques, des écrivains ou des artistes, mais également à présent, très souvent, des ouvriers) en sont arrivés à la conclusion que quelque chose ne va pas dans la politique nationale en Ukraine¹¹. »

Le rapport immédiat de la question nationale à la classe ouvrière provient de deux raisons. La première est l'homogénéité nationale croissante de la classe ouvrière d'Ukraine. Alors qu'en 1920 les Ukrainiens n'étaient qu'une minorité parmi les ouvriers de la République, en 1970, ils forment 74 % de la classe ouvrière d'Ukraine. Contrairement au passé, les secteurs clefs du prolétariat, qualifiés et instruits, étaient également constitués d'Ukrainiens. La deuxième, c'est qu'en conséquence de la crise de la mobilité sociale, une division culturelle du travail de plus en plus ossifiée a émergé. Dès 1959, chaque Russe travaillant en Ukraine était un « col blanc »¹². Dans cette situation, comme l'écrivait Dziouba, « la question nationale se développe à nouveau en question sociale. Nous voyons que dans la vie de la cité la langue ukrainienne est en un certain sens opposée au russe, langue des couches supérieures, plus éduquées (dirigeants d'industrie, employés, intellectuels) pour apparaître comme la langue des couches inférieures de la population. Il n'est pas possible de négliger cette cassure sociale. La barrière de la langue aggrave et exacerbe la division sociale¹³. »



« Les Ukrainiens et les Russes ont un cri de guerre :
Ne permettez pas aux bourgeois d'être les maîtres des travailleurs. »
Affiche de Maïakovski, 1920. Archives Snark-Edimédia.

Dans une lettre ouverte au groupe ukrainien d'Helsinki, l'ouvrier ukrainien Mykola Pohyba se fit l'écho de sentiments identiques : « *Occupant le niveau le plus bas de l'échelle sociale, en tant qu'ouvrier, j'ai fait directement et immédiatement l'expérience du fardeau de l'oppression économique, sociale, politique et nationale... De nombreux travailleurs ont des vues semblables... et il y en a chaque jour davantage.* » C'est la raison pour laquelle les ouvriers d'Ukraine, quand ils commencèrent à revendiquer leurs droits en tant que classe, mirent inévitablement en avant des revendications nationales.

L'intelligentsia : la sous-représentation des Ukrainiens

Le groupe social dirigeant, en URSS, est l'intelligentsia. C'est elle qui fournit en spécialistes de haut niveau toutes les branches de l'activité humaine, y compris le gouvernement et l'administration. L'intelligentsia se définit comme l'ensemble de ceux qui ont fait des études supérieures. Ceux qui occupent des emplois requérant des qualifications correspondant à une formation de niveau secondaire sont considérés comme membres de la semi-intelligentsia. Entre 1960 et 1970, en Ukraine, l'intelligentsia employée dans l'économie nationale est passée de 0,7 à 1,4 million de membres. En 1970, les Ukrainiens étaient considérablement sous-représentés dans l'intelligentsia de leur république, dont ils formaient 54 %. La semi-intelligentsia (2,6 millions de per-

sonnes) comprenait 63 % d'Ukrainiens. Ce qui est très significatif, c'est qu'entre 1960 et 1970, la part ukrainienne de l'intelligentsia et de la semi-intelligentsia a diminué légèrement, tombant de 63,5 à 63,2 %¹⁴.

L'intelligentsia ukrainienne constitue une force très importante dans la promotion de la cause nationale ukrainienne. Toutefois, comme elle n'est que très légèrement majoritaire au sein de l'intelligentsia dans son ensemble, elle est exposée à l'impact de la culture russe, et elle a été plus qu'aucune autre couche de la population soumise aux pressions de la russification. L'État soviétique mène une campagne concertée pour promouvoir la culture russe, et la rendre synonyme de progrès et de modernité. Le message contenu dans un livre consacré à l'analyse de l'influence de la culture russe sur le développement de la personnalité en URSS est typique à cet égard : « *La langue russe est extraordinairement souple et chatoyante. La langue russe est la réalisation la plus parfaite de toutes les formes de communication humaines. Elle a réuni tous les éléments les plus fins de la culture et de la science. Sans elle, une révolution culturelle et la formation d'un homme nouveau sont impossibles*¹⁵. » L'auteur expliquait que c'était pour cette raison que les Russes avaient un « *sens de la responsabilité aussi illimité* » dans le développement et la propagation de leur langue.

Les puissances coloniales ont toujours masqué leur rapacité derrière une mission civilisatrice. Cette impulsion civilisatrice est en elle-même une composante importante de la politique coloniale. La culture de la métropole était répandue parce que plus adaptée à la réalisation de fins universelles, tandis que le dénigrement de la culture indigène était censé saper la volonté indigène de résister au régime colo-

mial. Le présupposé à la base de la politique culturelle coloniale était qu'en changeant les références culturelles des gens, on changerait aussi leur attitude envers ceux qui les dominaient. Dans son essence, la stratégie de la russification n'est pas tellement différente.

Le large afflux des spécialistes russes

Année	1957	1958	1959	1960
Nombre de spécialistes russes	1.000	2.000	3.000	4.000

L'intelligentsia plus que tout autre groupe de la société ukrainienne a été exposée à l'impact de la culture russe et y a participé. Cependant, dans les pages de la presse soviétique ukrainienne, on a pu lire des commentaires du type : « Les manifestations nationalistes dans la jeunesse étudiante sont trop dangereuses pour être sous-estimées. » Un correspondant de *Politicheskii dnevnik*, journal samizdat dont on pense que le cercle de ses collaborateurs et lecteurs comprenait quelques membres de l'establishment soviétique, remarquait : « De l'avis de beaucoup de camarades, on assiste à un renforcement des tendances nationales en Ukraine... Des mouvements d'humeur nationalistes ont gagné un certain crédit dans certains secteurs de l'intelligentsia ukrainienne¹⁶. » Comment expliquer la renaissance du nationalisme dans l'intelligentsia ? Quels étaient les vices, si tant est qu'il y en ait eu, de la stratégie du régime soviétique visant à tarir, par une exposition prolongée à la culture russe, les sources alimentant une identité nationale ukrainienne ?

Les attitudes envers l'idéologie nationale et les relations inter-ethniques de l'intelligentsia de l'Ukraine soviétique con-

temporaine suivent un modèle extrêmement complexe. Il est vrai que l'intelligentsia est plus cosmopolite, dans ses préférences culturelles (musique, littérature, art, danse, nourriture) que les autres groupes sociaux. Mais le niveau culturel de l'intelligentsia, son aptitude à la pensée abstraite, son intérêt pour les valeurs intellectuelles en font « précisément la voix la plus active de la conscience nationale. C'est elle qui est la plus sensible au passé historique de la nation et à sa culture¹⁷ ». Qui plus est, l'attitude de l'intelligentsia dans le domaine des relations entre nationalités dépend moins de l'orientation culturelle et du degré d'internationalisme du modèle culturel de l'individu que d'une combinaison complexe d'intérêts sociaux et professionnels. De nombreuses enquêtes sociologiques en URSS ont montré que c'était l'intelligentsia, culturellement « internationaliste », qui donnait le plus fort taux de réponses négatives à la question : « La nationalité des supérieurs ne compte pas », par rapport aux autres couches de la population. L'attitude critique de l'intelligentsia en ce qui concerne les relations entre nationalités s'enracine dans les « rivalités qui existent, en raison d'un environnement où se mêlent les nationalités¹⁸ ».

Comme dans les autres républiques, c'est le fossé entre les aspirations sociales nées d'un niveau d'instruction plus élevé et la possibilité de les concrétiser qui a été le principal facteur de la croissance du nationalisme au sein de l'intelligentsia en Ukraine. « Quand les aspirations sociales ne sont pas pleinement satisfaites, écrivait I. Arutiunian, un mécontentement apparaît, qui se projette sur les relations entre les nationalités¹⁹. » « L'exclusivisme et les préjugés » nationaux, pour citer un autre sociologue soviétique se retrouvent dans toutes les couches de la population, mais « ils sont plus caractéristiques des gens instruits : leurs horizons culturels



Kolkhoziens en Ukraine. Photo Jacques Doyon. Edimédia.

Tableau 2

Pourcentage d'Ukrainiens selon les classes sociales, 1939-70

	1939	1959	1970
Classe ouvrière	65,8	69,5	73,6
Cols blancs	56,2	58,7	59,9
Kolkhoziens	85,3	95,5	93,3

sont plus larges, mais leurs aspirations sociales sont toujours plus élevées, de sorte qu'ils sont plus souvent insatisfaits²⁰ ».

En Ukraine, le milieu socialement concurrentiel dans lequel s'est retrouvée l'intelligentsia a été créé surtout par un large afflux de spécialistes russes dans la République. Dziuba a fait remarquer que l'immigration de spécialistes russes a obligé l'intelligentsia et la semi-intelligentsia ukrainiennes à chercher des emplois ailleurs (en Asie Centrale et en Sibérie principalement). L'immigration russe a également contraint la population ukrainienne indigène à occuper des emplois mal payés, tandis que les meilleures situations, emplois et professions de l'intelligentsia revenaient aux arrivants.

Pour expliquer le processus de rapprochement des nationalités au sein de l'URSS, la théorie soviétique officielle insiste lourdement sur la convergence socio-structurelle. Puisque toutes les républiques de l'Union soviétique ont fait l'expérience du développement économique et de la modernisation de leur structure sociale, ce qui importe le plus pour les relations entre nationalités est la grande inégalité du développement. Plus encore, comme Arutiunian l'a fait remarquer, le développement économique en lui-même ne conduit pas toujours à une solidarité croissante entre les nations. La clef d'une solidarité entre nationalités se trouve dans un haut niveau de mobilité sociale de la population indigène. « Plus les conditions sont favorables à la mobilité du personnel non russe, écrit-il, plus les tensions dans les relations entre nationalités pourront être éliminées avec succès²¹. » Supprimer les animosités entre nationalités dans l'intelligentsia et la semi-intelligentsia suppose des mesures économiques et sociales qui touchent directement leurs intérêts socioprofessionnels. Se contenter d'accélérer l'influence culturelle, c'est-à-dire de russifier, n'apportera aucun changement dans les attitudes nationales. Au contraire, un bas niveau de mobilité sociale accompagné d'un assaut contre la culture nationale contraindra l'intelligentsia à affirmer sa propre culture nationale comme moyen de créer un lien avec d'autres membres de son groupe national menacé.

Dans les années 60, les Ukrainiens étaient sérieusement sous-représentés dans l'intelligentsia de leur République. Depuis, leur représentation aux échelons supérieurs de la société s'est encore détériorée. Entre 1955 et 1971, par exemple, la proportion d'Ukrainiens dans la population étudiante et parmi les candidats aux établissements d'études supérieures de leur république a diminué de 69 à 60 %. Les conditions défavorables à la mobilité sociale en Ukraine font partie d'une tendance généralisée en URSS. Comme la société soviétique s'est stabilisée après la fin de la période de croissance rapide entraînée par les débuts de l'industrialisation, les possibilités d'obtenir des positions sociales plus élevées se

sont stabilisées également. Ce sont les rejetons de l'élite sociale qui remplacent leurs parents dans ces positions. En Ukraine cependant, dans la mesure où ce sont les Russes qui constituent l'élite, ce modèle professionnel héréditaire préserve la division culturelle du travail. La renaissance du mouvement national en est une conséquence.

Bohdan Krawchenko

1. Y.V. Bromley and V.I. Kotlov, « National Processes in the USSR », in *Races and Peoples* (Moscou, 1974), 127.

2. M. Hechter, *International Colonialism* (Berkeley-Los Angeles, 1974), 9-10.

3. *Itogi vsesoiuznoi perepisi naseleniia 1970 goda* (Moscou, 1972-4), vol. 5; Ia.V. Arutiunian, « Izmenenie sotsial'noi struktury sovetskikh natsii », *Istoria SSSR*, n° 4, 1972, 6.

4. *Ibid.*, et Ia.V. Arutiunian, « Razvitie odnotipnoi sotsial'noi struktury sovetskikh natsii », in *Sovremennye etnicheskii protsessy v SSSR* (Moscou, 1977), 131.

5. *Narodne hospodarstvo Ukrain'noi RSR 1974* (Kiev, 1975), 415.

6. Igor Gordiev, « The Ukrainian Economy », manuscrit, Canadian Institute of Ukrainian Studies, University of Alberta, Edmonton, Canada.

7. Sont « titulaires », les nationalités bénéficiant d'une unité territoriale autonome : République d'Union ou autonome, région autonome.

8. *Prosvita*, 2 septembre 1956.

9. Ia.A. Karmov, « Izmeneniia v sotsial'noi strukture USSR v usloviakh razvitiia natsionalizma », *Istoria SSSR*, n° 4, 1979, 21-2.

10. Z.L. Welyk, « Capital Formation and Financial Relations », in *The Ukraine within the USSR: An Economic Balance Sheet*, ed. I.S. Koropec'kyj (New York, 1977), 263.

11. Ivan Dziuba, *Internationalisme ou nationalisme ?* (Paris, 1980), 12.

12. Compte tenu du peu de données dont nous disposons, nous pouvons estimer que les colles « cols blancs » russes représentent plus de la moitié de la population totale russe en Ukraine (population non active comprise).

13. Dziuba, *Internationalisme*, 176.

14. M.P. Denis, *Sovetskaia intelligentsia v usloviakh razvitiia sotsializma* (Moscou, 1962), 26.

15. I.M. Karmov, *Vpyv kul'tury na formuvannia osoby v SRSR* (Kiev, 1975), 151-2.

16. *Politsicheski derzav 1964-1970* (Amsterdam, 1972), 90.

17. L.M. Dzhidzeva, « Sotsial'no-kul'turne osobennosti lichnosti i natsional'nye stanovli », *Sovetskaia etnografia*, n° 3, 1971, 13.

18. Ia.V. Arutiunian, « Kvalitativno-sotsiologicheskoe issledovanie natsional'nykh stanovli », *Voprosy filologii*, n° 12, 1969, 138.

19. *Ibid.*, 157.

20. L.M. Dzhidzeva, « Meticheskoye natsional'nye otnosheniia », *Sotsiologicheskaia zasluzhka*, n° 4, 1962, 41.

21. Arutiunian, « Kvalitativno-sotsiologicheskoe issledovanie », 137.

Les avatars d'un « renouveau national »

La pensée politique ukrainienne depuis le Dégel

par Ivan Myhul

Toute pensée politique prend en compte à la fois « la » politique (les conflits) et « le » politique (le but) d'une communauté. En d'autres termes, elle relie les événements politiques contingents à une finalité et à ce titre, assigne un sens à la vie politique d'une nation. L'historiographie est une forme de pensée politique car elle est un discours symbolique qui évalue et interprète l'évolution d'une société.

En Ukraine soviétique, l'historiographie a émergé en tant que pensée politique pendant la période de « renouveau national » qui a suivi la déstalinisation des années 50. Au cours de ces mêmes années, on a assisté à un renouveau notable dans la littérature, la philosophie et l'histoire ukrainiennes. Jusqu'au XX^e Congrès du PCUS, les productions écrites de l'histoire ukrainienne étaient d'une qualité extrêmement médiocre et il n'y avait pour ainsi dire aucune évaluation ni interprétation de l'histoire de l'histoire. Pour les ouvrages historiques, la méthode consistait simplement à suivre les directives de « l'esprit du Parti » (*partiïnost'*). Quant au contenu, il n'y avait pas grand-chose, mis à part de rapides généralisations ukrainophobes.

Au moment du « renouveau national », on fit une tentative pour analyser l'histoire et la société ukrainiennes en termes dialectiques, relationnels et contextuels. Ainsi que l'écrivait Chevchenko, l'ancien rédacteur en chef de la *Revue ukrainienne d'histoire* : « Remarquons simplement que rien ne peut croître ni fleurir sans racines. On ne peut nier que tout phénomène social nouveau a ses racines dans le passé et est déterminé par lui. Le présent et le futur ne peuvent pas être compris ni conceptualisés sans tenir compte des causes qui ont amené tel ou tel événement. Tout ce qui existe aujourd'hui est le résultat de l'activité de nombreuses générations. Il y a un lien étroit entre les stades présents et passés du développement social¹. »

Le rejet de la théorie du grand frère

Un changement dans l'épistémologie devait entraîner un dans l'ontologie puisque ces deux domaines étaient artificiellement séparés dans les écrits historiques stalinien. Pour les historiens, cela a signifié une réévaluation et une réinterprétation du développement de l'Ukraine en termes d'aspirations et de besoins de la société. Et entraîné le rejet d'idées non dialectiques et non marxistes telles que les théories du « grand-frère », des « conséquences positives » du colonialisme russe, de la « réunification des nations », voire de la notion d'« amitié entre les peuples » de l'URSS, etc. Par malheur, à l'occasion du 300^e anniversaire de l'union politique entre l'Ukraine et la Russie, des directives étouffantes, connues sous le nom de « thèses du tricentenaire », furent imposées aux productions historiques ukrainiennes. Ce document de 1954 était écrit dans le style chauvin de l'historio-

graphie russe du XIX^e siècle et n'avait rien à voir avec l'analyse marxiste. Il réduisait l'évolution socio-politique et économique de l'Ukraine à l'idée fort peu dialectique de la soi-disant « réunification éternelle, inviolable, progressive et historiquement nécessaire » avec la Russie². En débattant ces thèses, la nouvelle historiographie ukrainienne des années 60 essaya de mettre l'accent sur deux idées. D'une part, elle souligna le fait que c'était « le peuple » et non un État centralisé, comme dans le cas de la Russie, qui avait joué le rôle moteur dans l'évolution historique de l'Ukraine. D'autre part, que c'était la libération socio-économique et nationale qui avait été le fil conducteur du processus historique en Ukraine (à la différence de ce qui s'était passé pour l'édification de l'empire russe). Évidemment, le développement historique de l'Ukraine était présenté de ce fait comme singulier et on avançait l'idée que le colonialisme russe avait constamment entravé la formation et la libération de la nation ukrainienne. On ajoutait même que la révolution de 1917 en Ukraine était à l'évidence, compte tenu des différences dans le développement des deux nations, d'une nature différente : elle était à la fois nationale et sociale. Et comme les bolcheviks d'Ukraine étaient hostiles, soulignait-on, à la révolution nationale, l'établissement d'un régime soviétique en Ukraine avait été difficile. Le régime avait manqué d'appuis ou de légitimité jusqu'à ce que le Parti eût adopté une politique « authentiquement léniniste » d'ukrainisation qui avait favorisé une « renaissance nationale ». Ainsi, la lutte pour la libération nationale de l'Ukraine avait été achevée pendant les années 20. Malheureusement, le recul de cette politique des nationalités pendant la période stalinienne avait eu des effets négatifs sur le développement de l'Ukraine³.

Visiblement, les hypothèses et les conclusions de la nouvelle historiographie relevaient d'intentions politiques. Ce qu'on présentait comme « ayant été » était, en réalité, ce qui « aurait dû » être. Les historiens suggéraient aux dirigeants de l'Ukraine soviétique les « lois de l'évolution » qui auraient dû être suivies pour assurer l'épanouissement (*roztsvit*) de la culture et de l'historiographie ukrainiennes. Autrement dit, ils avançaient l'idée que la poursuite d'une politique « authentiquement léniniste » des nationalités dans les années 60 était l'aboutissement logique de la libération nationale ukrainienne.

La renaissance nationale brutalement stoppée

Les dirigeants politiques, du moins une partie d'entre eux dont le premier secrétaire, Petro Chelest, soutinrent à la fois le « renouveau national » et la nouvelle historiographie. Le développement de ces deux courants fut hélas brutalement stoppé au début des années 70 : à partir de ce moment, la politique des nationalités suivies par le PCUS devint plus



Petro Chelest. Photo Keystone.

assimilationniste. Au lieu de mettre en avant l'« épanouissement » des nations soviétiques, on insistait maintenant sur leur « convergence » (*sblizhenie*). De plus, puisqu'une « nouvelle communauté historique », le « peuple soviétique uni », était prétendument née en URSS, les trois nations slaves « liées par le sang » (*edinokrovnii*) étaient appelées à devenir le noyau du peuple soviétique⁴. Bien entendu, il n'y avait plus place pour une politique favorable au développement culturel ukrainien. La politique nationale du PC d'Ukraine parvint seulement à empêcher la réunion des Ukrainiens, des Biélorusses et des Russes dans une seule et unique entité russophone. Dans ces conditions, il n'est pas étonnant que des attaques aient été lancées contre les dirigeants du parti ukrainien. Petro Chelest fut limogé et remplacé par Volodymyr Chtcherbytsky qui mit fin au « renouveau national ». On chercha et on trouva des preuves de « déviation nationaliste » dans la philosophie, la littérature et surtout l'historiographie et les écrits historiques. Des institutions universitaires furent restructurées, des périodiques historiques cessèrent de paraître, la publication de livres fut sévèrement réduite.

Le livre de Chelest, *Ukraino nasha radians'ka* (Notre Ukraine soviétique) (1970) fut critiqué par l'organe du Comité central du PC ukrainien, *Komunist ukraïny*. L'attaque fut menée à la fois contre l'auteur, la politique nationale faite sous sa direction et la nouvelle historiographie dont il avait permis l'épanouissement. Le livre et, du même coup, l'école historiographique furent condamnés pour leur « bas niveau idéologique et théorique » et leurs « erreurs méthodologiques ». Des « formulations peu claires » furent trouvées dans pratiquement tous les domaines de l'histoire ukrainienne. On reprocha particulièrement à la nouvelle historiographie de s'être trop intéressée à l'Ukraine d'avant 1917. La caractérisation de l'État cosaque ukrainien au XVIII^e siècle comme modèle d'ordre républicain et démocratique fut dénoncée en tant qu'« idéalisation du passé » malgré l'appréciation identique qu'en avait faite K. Marx.

On discrédita l'idée de libération nationale, prise comme leitmotiv de l'histoire ukrainienne. La nouvelle historiographie fut également critiquée pour avoir suggéré (« interprétant » ainsi les thèses du tricentenaire) une évolution séparée de l'Ukraine, en dehors de l'unification avec la Russie. Encore, on stigmatisa ses carences dans l'évocation de l'influence positive de la Russie sur l'histoire et la politique de l'Ukraine. Un précédent compte rendu de *Komunist ukraïny* avait déjà condamné l'« idéalisation » des mouvements ukrainiens du XIX^e siècle. Les critiques du livre de Chelest se concentrèrent sur les « obscurités » dans la présentation de la révolution ukrainienne et des premières années du régime soviétique, présentation ne répondant pas aux critères de « classe » et de « parti »⁵. Le nouveau Secrétaire du Parti expliqua à son tour : « On a noté en particulier que dans certaines publications, des déviations ont lieu par rapport aux critères de classe et de parti dans l'évaluation des phénomènes et des processus sociaux. Les auteurs ont fait preuve de suffisance nationaliste et d'étroitesse d'esprit, idéalisé le mode de vie patriarcal et interprété le passé historique du peuple ukrainien à partir des positions idéologiquement discréditées de la singularité. Certains auteurs ont présenté une version déformée de la lutte pour l'unification de l'Ukraine avec la Russie, des événements de la révolution d'Octobre et de la guerre civile, puis de la reconstruction socialiste de la société⁶. »

Les résultats de cette offensive contre la « renaissance nationale » furent catastrophiques. On pourchassa partout l'« étroitesse d'esprit nationaliste » et l'« idéalisation » du passé. La situation devint particulièrement critique dans la recherche historique qui se réduisit pratiquement à une campagne contre les dangers du « nationalisme bourgeois » dans la recherche et l'historiographie sérieuses disparurent virtuellement au cours des purges culturelles de 1972-73.

Au milieu des années 70, la préoccupation principale des historiens d'Ukraine soviétique était ou bien la question de la « construction socialiste », ou bien le « socialisme déformé ». Tous les thèmes antérieurs à 1917, lorsque l'histoire avait été abordée, devaient désormais mentionner l'« importance primordiale » de la culture russe. En fait, l'interprétation des « thèses du tricentenaire » était devenue si restrictive qu'on affirmait le caractère unilinéaire du développement de la Russie et de l'Ukraine depuis le peuple « rus » unique de Kiev jusqu'au « peuple soviétique » qui en passant par l'empire tsariste. L'historiographie comme pensée politique était morte.

Une nouvelle « détente culturelle » ?

Un changement de climat politique et culturel est tant sensible depuis la fin des années 70. Une fois encore, il est probable que la nouvelle « détente culturelle » est née par une fraction de l'élite politique ukrainienne peut penser que Chtcherbytsky recherche une sorte de *modus vivendi* avec l'intelligentsia maintenant plus prudemment que les historiens compris. La recherche historique semble connaître un certain renouveau depuis 1979. Les publications ont un peu augmenté et certains historiens associés aux années 60 ont été réintégrés dans leurs fonctions autorisées à publier. Un grand nombre de sujets ont été créativement réabonnés, notamment l'art, l'architecture, la métrologie, la paléontologie, la sphragistique (sceaux cachets), l'étude du papier et des filigranes, des structures de classe, de l'éducation, etc., le tout concernant l'Ukraine. Plusieurs anciennes chroniques ukrainiennes (même du XVII^e siècle, les ouvrages de de Beauplan) ont été traduits et publiés. Pour la plupart, ces thèmes concernent l'Ukraine d'avant 1917.

Certes, la recherche historique fait référence aux symboles de l'identité nationale, mais toujours avec une extrême prudence. Ce qui n'empêche pas les historiens, en même temps, d'attirer le plus possible l'attention sur le passé ukrainien. Des sujets politiquement sensibles comme les relations du peuple « rus » de l'État de Kiev avec la nation ukrainienne ont été présentés comme nécessitant des analyses plus approfondies. D'autres sujets, en particulier le processus de formation de la nation ukrainienne, les chroniques ukrainiennes, la période cosaque, le XIX^e siècle, etc., ont été retenus.

Toutes ces tentatives vont à l'encontre des critiques émisées contre le livre de Chelest en 1973. Cependant, presque aucun des travaux des années 80 ne comporte d'interprétation : il s'agit d'études presque exclusivement descriptives.

On n'essaie guère de donner un sens à l'évolution historique de l'Ukraine, à son identité, etc. Au mieux, les écrits des années 80 laissent les faits « parler d'eux-mêmes ». En ce sens, les ouvrages d'histoire actuels ressemblent à ceux des dernières décennies du régime tsariste. Le récit et le roman historiques ont remplacé l'historiographie comme manipulateurs des symboles nationaux.

Si la « détente » actuelle continuait, on pourrait assister à un renouveau de l'historiographie ukrainienne. Depuis l'arrivée au pouvoir d'Andropov, certains signes le laissent penser. Après tout, Chtcherbytsky n'a-t-il pas indiqué récemment qu'il y a une relation étroite entre le passé et le présent ? « Une attitude nihiliste vis-à-vis du passé, qui sous-estime ou pire encore, qui ignore les réalisations progressistes de la culture nationale, est assurément incompatible avec les objectifs et les tâches de l'éducation communiste⁸. »

Cette approche conciliante à l'égard de l'intelligentsia en général et des historiens en particulier, vient peut-être de ce que l'actuelle politique des nationalités laisse, selon Andropov, beaucoup à désirer. Le Secrétaire général a estimé, en effet, que la tolérance ethnique était insuffisante en URSS et que de toute façon, les différences nationales sont censées

exister bien après la disparition des différences de classe. Certes, Andropov a ressuscité la notion de « fusion » (*sliianié*) des nations soviétiques, mais il a indiqué que cette fusion n'aurait lieu que dans un avenir lointain⁹.

On peut penser qu'une telle politique peut encourager la « détente culturelle » actuelle et contribuer à faire renaître l'historiographie comme pensée politique. Cependant, Andropov n'a pas renoncé à l'idée d'un « peuple soviétique unique » avec une culture unique, ni à la tendance à faire du russe la seconde langue maternelle de chacun. Cela rend fort peu probable la réapparition d'une historiographie ukrainienne réhabilitée, car elle serait immédiatement taxée « d'idéalisation du passé » ou « d'égoïsme national », incompatibles avec l'idée de « peuple soviétique ».

Ivan Myhul

1. F.P. Chevchenko, « Pro sud istorii », *Ukrains'kyi Istorychnyi Zhurnal*, (UIZ), 2, 1967, p. 46.
2. *Tezisy o 300-letii vossiedineniia Ukrainy s Rossiei (1654-1954 gg.)*, (Moscou Izdatelstvo Akademii Nauk SSSR, 1954).
3. Pour des exemples d'historiographie, voir les auteurs suivants : F.P. Chevchenko, « Pro stvorennia vstup do istorichnoi nauky », *UIZ*, 1, 1959, pp. 90-100. M.I. Suprunenko, M.A. Rubach, « Pro stan i zavdannia naukovoï rozrobky problem Velykoi Zhovtnevoi sotsialistychnoi revoliutsii », *ibid.*, 10, 1965, pp. 35-45. O.M. Apanovych, « Natsional'nyi viiny v epokhu feodalizmu », *ibid.*, 12, 1965, pp. 29-38. M.P. Rud'ko, « Revoliutsiine narodnytstvo 70-kh rokiv XIX st. i ukrains'ki 'hromady' », *ibid.*, 9, 1968, pp. 126-141. P.I. Vorobei, « Natsional'no-vyzvol'nyi rukh na Ukraini u period pidnesennia pershoi Rosiis'koi Revoliutsii 1905 r. », *ibid.*, 1, 1966, pp. 26-35. P.P. Bachyns'kyi, « U borot'bi za zdiisnennia lenins'koi natsional'noi polityky », *ibid.*, 6, 1968, pp. 38-47.
4. A.V. Lykholat, N.V. Komarenko, « Osnovni napriamy u vysvitleni problemi 'Radians'kyi narod — nova istorichna spilnist' liudei' », *ibid.*, 1, 1976, p. 46-57. V. Malanchuk, « Rastsvet dukhovoï kultury ukrainskogo naroda v bratskoi seme narodov SSSR », *Voprosy filosofii*, 1, 1979, pp. 4-11.
5. « Pro seriozni nedoliky ta pomylky odniei knyhy », *Komunist Ukrainy*, 4, 1973, pp. 77-82.
6. *Radians'ka Ukraina*, 20 mai, 1973.
7. *Ibid.*, 15 avril, 1982.
8. *Ibid.*, 25 mars 1983.
9. *Pravda*, 22 décembre, 1982 ; 16 juin, 1983.

Pour la relance du débat politique dans la gauche

- Bulletin d'abonnement -

Nom

Adresse

Je désire m'abonner pour un an à "Intervention" au prix de 230 F. (Étudiants : 180 F).

Veillez trouver, ci-joint, mon règlement par chèque bancaire - mandat-lettre - virement postal 3 volets à l'ordre d'Intervention, 37 rue de la Chaussée d'Antin - 75009 Paris.



Intervention

L'usage de la langue russe : une circulaire confidentielle

(Ne pas publier. A usage strictement interne.)

Approuvé par décision du Collège du ministère de l'Éducation de la RSS d'Ukraine

23 juin 1983

MESURES COMPLÉMENTAIRES

visant à améliorer l'étude de la langue russe dans les écoles secondaires, les institutions de formation des enseignants, les établissements préscolaires et para-scolaires.

1. Faire connaître le contenu de la résolution du CC du parti communiste d'Ukraine et du Conseil des ministres de la RSS d'Ukraine concernant « l'organisation de la mise en application dans la République de la résolution n° 473 du CC du PCUS et du Conseil des ministres de l'URSS du 26 mai 1983 "Concernant les mesures complémentaires visant à améliorer l'étude de la langue russe dans les écoles secondaires et autres institutions éducatives des Républiques de l'Union" » à chaque collectif pédagogique de chaque école et toute autre institution éducative où la langue d'enseignement est autre que le russe, à chaque collectif de chaque institut de formation complémentaire des enseignants et de département méthodologique, de formation des enseignants et d'institut de recherche scientifique.

Assurer [les conditions nécessaires à la mise en œuvre du] travail pédagogique-organisationnel et politico-idéologique visant à améliorer encore l'étude de la langue russe dans les institutions éducatives du système d'éducation publique de la République socialiste soviétique d'Ukraine, en gardant à l'esprit que la pratique courante du russe à un niveau identique à celui de la langue maternelle constitue un besoin et une nécessité objectives pour tout citoyen, contribue à renforcer la consolidation de l'amitié et de la fraternité entre les peuples d'URSS ainsi que le développement et l'étendue du potentiel matériel et spirituel du peuple soviétique.

2. Pour le 15 septembre 1983, formuler des mesures concrètes et débattre des buts d'une nouvelle amélioration de l'étude et de l'enseignement de la langue russe dans les écoles secondaires, les écoles et instituts pédagogiques, les institutions préscolaires et autres institutions éducatives où l'enseignement se fait en ukrainien, en moldave, en hongrois ou en polonais au cours de réunions des conseils pédagogiques, des commissions pédagogiques des instituts et au cours des conférences d'enseignants, des sessions des collèges et des conseils des départements de l'éducation publique ayant lieu au mois d'août (1983).

3. Pour le 1^{er} août 1983, amender dans le sens prescrit les programmes des écoles secondaires et des écoles pédagogiques dont les langues d'enseignement sont autres que le russe, dans le but d'améliorer l'étude de la langue russe.

A partir de 1984, et dans la mesure où les conditions requises sont présentes, diviser les classes et les groupes de plus de vingt-cinq étudiants en deux sous-groupes pour les cours de langue et de littérature russes dans les écoles et les écoles pédagogiques où le russe n'est pas la langue d'enseignement.

4. Améliorer le réseau des écoles secondaires où la langue d'enseignement est le russe afin de répondre pleinement au besoin de la population.

6. Améliorer les formes et les méthodes d'enseignement du russe pour les enfants de nationalités non-russes dans les institutions préscolaires et dans les classes préparatoires.

En accord avec le nouveau programme, introduire progressivement en langue russe pour les enfants les cours des établissements préscolaires au cours de l'année scolaire 1983-1984.

A partir de l'année scolaire 1983-1984, engager les enseignants de langue russe qui n'ont pas une charge dans les écoles secondaires à enseigner le russe aux institutions préscolaires, particulièrement dans les zones rurales.

Pour le 1^{er} juin 1984, élaborer des recommandations au personnel des jardins d'enfants et aux enseignants concernant l'enseignement en langue russe pour les enfants plus âgés d'âge préscolaire.

8. Pour le 1^{er} novembre 1985, élaborer un plan de recherche scientifique visant à améliorer les méthodes d'enseignement de la langue et de la littérature russes dans les écoles nationales pour les années 1985-1990, accordant une attention particulière à des questions relatives aux principes méthodologiques de l'enseignement et de la littérature russes dans les écoles secondaires et à l'efficacité des cours de langue et de littérature russes. Aspects spécifiques de l'enseignement de ces matières dans les écoles rurales, le rapport entre l'enseignement de la langue et de la littérature russes et ukrainiennes, les méthodes d'enseignement de la langue et de la littérature russes dans les écoles où l'enseignement de ces matières a été introduit, les principes théoriques du complexe éducatif de la langue et de la littérature russes pour les étudiants des écoles nationales ; améliorer le contenu des cours et des méthodes d'enseignement de la langue et de la littérature russes dans les institutions de formation des enseignants.

Pour le 1^{er} juin 1984, achever une étude préparatoire pour un projet prévu pour 1990 d'un programme inter-départemental intitulé « L'étude du russe comme matière internationale » élaborée par l'Institut de recherche scientifique pédagogique de la RSS d'Ukraine et l'Institut de la Science de la RSSU.

12. A partir de 1984 et pour 1990, assurer [les conditions nécessaires pour] l'inscription, l'enseignement et la formation pratique d'étudiants du supérieur appartenant à des nationalités autochtones des Républiques de l'URSS dans les instituts pédagogiques de la RSSU désignés au point n° 2.

14. En 1984-1985, sur les investissements de la RSSU, la mise en place de laboratoires d'enseignement pour les étudiants et les enseignants en fonction des besoins de langue et littérature russes dans les écoles et instituts pédagogiques cités au point n° 2.

15. Afin d'améliorer la qualité de la formation et l'enseignement dans toutes les matières...

L'usage de la langue russe : une circulaire confidentielle

(Ne pas publier. A usage strictement interne.)

Approuvé par décision du Collège du ministère de l'Éducation de la RSS d'Ukraine

23 juin 1983

MESURES COMPLÉMENTAIRES

visant à améliorer l'étude de la langue russe dans les écoles secondaires, les institutions de formation des enseignants, les établissements préscolaires et para-scolaires.

1. Faire connaître le contenu de la résolution du CC du parti communiste d'Ukraine et du Conseil des ministres de la RSS d'Ukraine concernant « l'organisation de la mise en application dans la République de la résolution n° 473 du CC du PCUS et du Conseil des ministres de l'URSS du 26 mai 1983 "Concernant les mesures complémentaires visant à améliorer l'étude de la langue russe dans les écoles secondaires et autres institutions éducatives des Républiques de l'Union" » à chaque collectif pédagogique de chaque école et toute autre institution éducative où la langue d'enseignement est autre que le russe, à chaque collectif de chaque institut de formation complémentaire des enseignants et de département méthodologique, de formation des enseignants et d'institut de recherche scientifique.

Assurer [les conditions nécessaires à la mise en œuvre du] travail pédagogique-organisationnel et politico-idéologique visant à améliorer encore l'étude de la langue russe dans les institutions éducatives du système d'éducation publique de la République socialiste soviétique d'Ukraine, en gardant à l'esprit que la pratique courante du russe à un niveau identique à celui de la langue maternelle constitue un besoin et une nécessité objectives pour tout citoyen, contribue à renforcer la consolidation de l'amitié et de la fraternité entre les peuples d'URSS ainsi que le développement et l'étendue du potentiel matériel et spirituel du peuple soviétique.

2. Pour le 15 septembre 1983, formuler des mesures concrètes et débattre des buts d'une nouvelle amélioration de l'étude et de l'enseignement de la langue russe dans les écoles secondaires, les écoles et instituts pédagogiques, les institutions préscolaires et autres institutions éducatives où l'enseignement se fait en ukrainien, en moldave, en hongrois ou en polonais au cours de réunions des conseils pédagogiques, des commissions pédagogiques des instituts et au cours des conférences d'enseignants, des sessions des collègues et des conseils des départements de l'éducation publique ayant lieu au mois d'août (1983).

3. Pour le 1^{er} août 1983, amender dans le sens prescrit les programmes des écoles secondaires et des écoles pédagogiques dont les langues d'enseignement sont autres que le russe, dans le but d'améliorer l'étude de la langue russe.

A partir de 1984, et dans la mesure où les conditions requises sont présentes, diviser les classes et les groupes de plus de vingt-cinq étudiants en deux sous-groupes pour les cours de langue et de littérature russes dans les écoles et les écoles pédagogiques où le russe n'est pas la langue d'enseignement.

4. Améliorer le réseau des écoles secondaires où la langue d'enseignement est le russe afin de répondre pleinement au besoin de la population.

6. Améliorer les formes et les méthodes d'enseignement du russe pour les enfants de nationalités non-russes dans les institutions préscolaires et dans les classes préparatoires.

En accord avec le nouveau programme, introduire l'enseignement en langue russe pour les enfants les plus âgés des établissements préscolaires au cours de l'année scolaire 1983-1984.

A partir de l'année scolaire 1983-1984, engager les enseignants de langue russe qui n'ont pas une charge pleine dans les écoles secondaires à enseigner le russe aux enfants des institutions préscolaires, particulièrement dans les zones rurales.

Pour le 1^{er} juin 1984, élaborer des recommandations destinées au personnel des jardins d'enfants et aux parents, concernant l'enseignement en langue russe pour les enfants les plus âgés d'âge préscolaire.

8. Pour le 1^{er} novembre 1985, élaborer un plan prospectif de recherche scientifique visant à améliorer les formes et les méthodes d'enseignement de la langue et de la littérature russes dans les écoles nationales pour les années 1986-1990, accordant une attention particulière à des questions telles que les principes méthodologiques de l'enseignement de la langue et de la littérature russes dans les écoles secondaires, améliorant l'efficacité des cours de langue et de littérature, les aspects spécifiques de l'enseignement de ces matières dans les écoles rurales, le rapport entre l'enseignement de la langue et de la littérature russes et ukrainiennes, les méthodes d'enseignement de la langue et de la littérature russes dans les écoles où l'enseignement de ces matières a été intensifié, les principes théoriques du complexe éducatif de la langue russe pour les étudiants des écoles nationales ; améliorant le contenu des cours et des méthodes d'enseignement de la langue et de la littérature russes dans les institutions supérieures de formation des enseignants.

Pour le 1^{er} juin 1984, achever une étude portant sur le projet prévu pour 1990 d'un programme inter-départemental complexe intitulé « L'étude du russe comme moyen de relation internationale » élaborée par l'Institut de recherche scientifique pédagogique de la RSS d'Ukraine et de l'Académie des Sciences de la RSSU.

12. A partir de 1984 et pour 1990, assurer [les conditions nécessaires pour] l'inscription, l'enseignement qualitatif et la formation pratique d'étudiants du supérieur appartenant aux nationalités autochtones des Républiques de l'Union dans les instituts pédagogiques de la RSSU désignés au point n° 1.

14. En 1984-1985, sur les investissements d'État, assurer la mise en place de laboratoires d'enseignement et de foyers pour les étudiants et les enseignants en fonction des départements de langue et littérature russes dans les institutions pédagogiques citées au point n° 2.

15. Afin d'améliorer la qualité du personnel assurant la formation et l'enseignement dans toutes les matières relatives

à l'instruction du russe dans les instituts et les écoles pédagogiques où l'enseignement est donné en ukrainien, comme prévu pour 1983-1984 :

— introduire des changements dans les programmes des institutions éducatives concernées et accroître le nombre d'heures allouées à l'enseignement de la langue russe, en prenant sur les heures réservées à l'étude de sujets scolaires facultatifs et à l'instruction médicale, et, si cela est nécessaire, sur le temps imparti à l'étude des langues étrangères ;

— désigner les instituts pédagogiques où les enseignants du primaire et les enseignants de langues étrangères recevront une formation spéciale pour les écoles où l'enseignement est donné dans des langues autres que le russe, formation à laquelle on ajoutera une spécialisation complémentaire en « Langue et littérature russes dans les écoles nationales » ;

— conjointement avec le ministère de l'Éducation de l'URSS, définir le cadre et les conditions nécessaires pour introduire les examens finaux en langue russe dans les instituts et les écoles pédagogiques ;

— faire appel au ministère des Institutions d'études supérieures d'URSS pour introduire la langue russe comme une matière obligatoire dans les programmes des étudiants de départements autres que de langue des écoles et instituts pédagogiques destinés aux étudiants diplômés des écoles nationales.

19. Introduire dans le sens voulu un examen d'entrée en langue et littérature russes pour les personnes entamant des études de troisième cycle, de même qu'un examen final sur cette matière comme condition requise pour obtenir son diplôme de candidat.

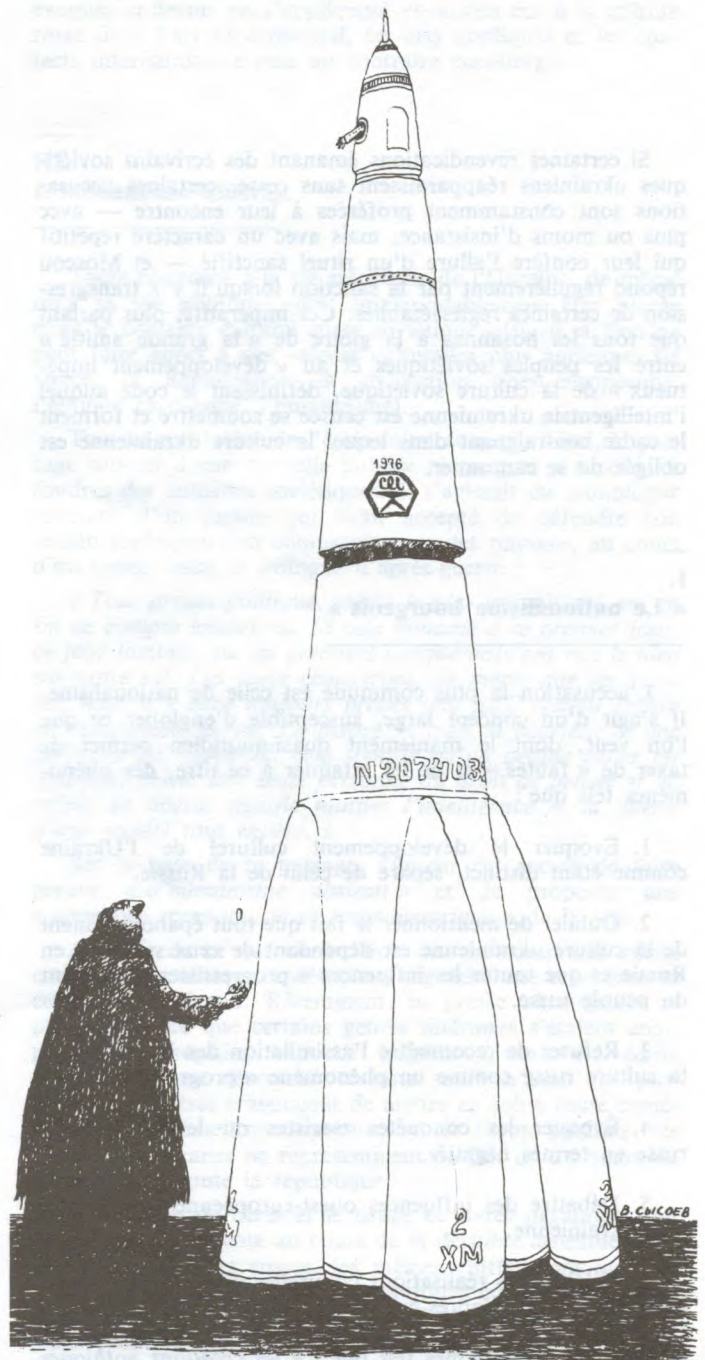
25. Appliquer des mesures complémentaires pour assurer une large utilisation des possibilités existantes pouvant fournir des stimulants moraux aux cadres pédagogiques, méthodologiques et administratifs qui se sont distingués dans le travail visant à améliorer l'étude de la langue russe dans les écoles de la République.

26. Ménager les sommes nécessaires aux allocations dans les budgets planifiés pour 1984 et les années ultérieures destinées à :

— accroître les salaires (d'environ 16 %) des enseignants des écoles du primaire et du préparatoire qui enseignent en langue russe, des enseignants de langue et littérature russes dans les classes de la 4^e à la 11^e des écoles secondaires et des internats ainsi que des écoles pédagogiques où l'enseignement est donné dans une langue autre que le russe, situées dans les zones rurales et les localités urbaines ;

— accroître les fonds scolaires en augmentant l'aide financière afin que puissent en bénéficier les étudiants des instituts pédagogiques spécialisés en « Langue et littérature russes dans les écoles nationales », comme prescrit par le décret n° 755 du CC du PCUS et du Conseil des ministres de l'URSS du 16 octobre 1971 (résolution n° 552 du CC du PCU et du Conseil des ministres de la RSS d'Ukraine du 14 décembre 1971) concernant les étudiants des instituts juridiques. [...]

23 juin 1983



Viatcheslav Syssoïev.
Extrait de *Silence hôpital*, Scarabée et Cie.

La culture ukrainienne aujourd'hui

par Myroslav Shkandrij

Si certaines revendications émanant des écrivains soviétiques ukrainiens réapparaissent sans cesse, certaines accusations sont constamment proférées à leur rencontre — avec plus ou moins d'insistance, mais avec un caractère répétitif qui leur confère l'allure d'un rituel sanctifié — et Moscou répond régulièrement par la sanction lorsqu'il y a transgression de certaines règles établies. Ces impératifs, plus parlant que tous les hosannas à la gloire de « la grande amitié » entre les peuples soviétiques et au « développement impétueux » de la culture soviétique, définissent le code auquel l'intelligentsia ukrainienne est censée se soumettre et forment le cadre contraignant dans lequel la culture ukrainienne est obligée de se cantonner.

I.

« Le nationalisme bourgeois »

L'accusation la plus commune est celle de nationalisme. Il s'agit d'un concept large, susceptible d'englober ce que l'on veut, dont le maniement quasi-quotidien permet de taxer de « fautes » et de les attaquer à ce titre, des phénomènes tels que :

1. Évoquer le développement culturel de l'Ukraine comme étant distinct, séparé de celui de la Russie.
2. Oublier de mentionner le fait que tout épanouissement de la culture ukrainienne est dépendant de ceux survenus en Russie et que toutes les influences « progressistes » viennent du peuple russe.
3. Refuser de reconnaître l'assimilation des Ukrainiens à la culture russe comme un phénomène « progressiste ».
4. Évoquer les conquêtes tsaristes ou le colonialisme russe en termes négatifs.
5. Débattre des influences ouest-européennes sur la culture ukrainienne.
6. Célébrer les réalisations culturelles occidentales. Ainsi, dans la période d'après-guerre, le poète Teren Masenko a été attaqué pour avoir évoqué les beautés des capitales européennes dans des termes tels que : « les créations gothiques enchanteresses », « l'irisé des squares de Vienne », etc. (*Radianska Ukraina*, 17 août 1946).

7. Suggérer qu'un aspect de la culture ukrainienne puisse être supérieur ou similaire à un aspect de la culture russe.

8. Décrire la beauté de l'Ukraine. On peut citer l'exemple suivant : le poète Petro Doroshko a été publiquement attaqué pour avoir décrit « les coins verts, les saules, les joncs, les barques, les cailles dans les champs d'avoine, les sapins, les bleuets, les prairies odorantes », etc., de l'Ukraine au lieu d'évoquer l'enthousiasme du peuple pour le plan quinquennal en cours (*Literatournaïa Gazeta*, 12 septembre 1946).

9. Faire montre d'un amour excessif pour son propre pays. On peut citer à cet égard l'exemple devenu classique du poème de Volodymyr Sosiura intitulé *Lioubit' Oukrainou* (Aimer l'Ukraine) : on y a vu un manque de patriotisme soviétique démonstratif de la part de l'auteur (*Literatournaïa Gazeta*, 2 juillet 1951).

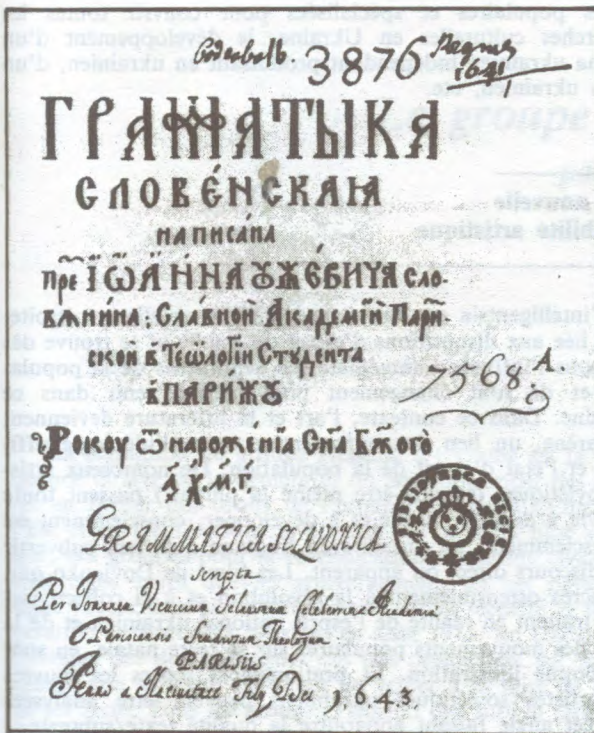
Il importe de noter qu'aucun de ces impératifs ne s'applique aux écrivains ou aux artistes russes. Alors que des milliers d'Ukrainiens ont été exécutés ou réduits au silence sous l'accusation de nationalisme, aucun Russe n'a jamais été réprimé pour ce fait. Chaque tsar russe, quelque despotique qu'il ait été, est présenté comme un jalon de la grande tradition russe ; aucun superlatif n'est trop extravagant pour célébrer la beauté de la langue, de l'art et de la culture russes ; rien ne peut être susceptible de remettre en cause l'idée du « caractère progressiste » de la voie russe.

Le cas du metteur en scène Sergueï Eisenstein en fournit un exemple : il fut sévèrement réprimandé à cause de la seconde partie de son film *Ivan le Terrible* qui fut mise sous le boisseau, car il évoquait le tyran russe sous une lumière trop crue et trop sévère, et présentait son « armée progressiste d'opritchniki » comme « une bande de dégénérés ». (*Koultoura i jizn*, 10 septembre 1946).

II.

L'intellectualisme ou la « préciosité »

Telle est la seconde accusation majeure à laquelle peut être confrontée la culture ukrainienne. Elle se voit réduite à une série de motifs ethnographiques et de thèmes folkloriques, et, à ce titre a le statut d'une petite production artisa-



Ancienne grammaire
ukrainienne
Courier de l'Unesco

nale, certes charmante, mais condamnée à disparaître. Toute tentative visant à dépasser le cadre de cette production artisanale, destinée à la « consommation locale », est condamnée, comme si la culture de l'Ukraine devait être conforme à son statut de pays de seconde zone. En voici quelques exemples.

1. Deux excellents traducteurs, M. Lukash et H. Kochur, ont été récemment exclus de l'Union des Écrivains et interdits de profession, en raison de la (trop) grande qualité de leurs traductions de Dante, de Boccace et d'autres classiques européens. Ils ont été accusés d'introduire des archaïsmes sous prétexte d'enrichir la langue et de repousser le lecteur par un « *intellectualisme affecté* ».

2. Les arts qui s'appuient sur une industrie et ceux qui requièrent des fonds importants de la part de l'État se trouvent sous la domination quasi totale de la Russie : le cinéma, la télévision, les ballets, les orchestres symphoniques, l'opéra, l'architecture, etc.

3. La culture ukrainienne n'a pas le droit d'avoir ses propres contacts internationaux. Les Ukrainiens ne peuvent établir de contacts indépendants par le biais d'institutions culturelles non soviétiques, ils doivent obligatoirement passer par celles de l'Union. Dans ce cas — et cela est vrai également en ce qui concerne les institutions politiques, sportives et autres — on attend d'eux qu'ils agissent en tant que représentants de l'URSS et non de l'Ukraine. Ainsi, il n'existe aucun lien entre les institutions culturelles ukrainiennes et celles de l'Ouest, car au niveau de la République, ils ne sont pas autorisés.

Cela a pour résultat que les chanteurs d'opéra, les danseurs de ballet, les compositeurs, les metteurs en scène et même les sportifs de nationalité ukrainienne sont, à l'Ouest, présentés comme étant des Russes.

4. Les thèmes relevant de la philosophie ou de la religion, l'intérêt manifesté pour la psychologie ou pour toute création faisant appel à des techniques sophistiquées sont perçus comme quelque chose de méprisable et ridicule ou même comme des concessions dangereuses au « modernisme ».

Donner aux arts de l'Ukraine un caractère provincial — tel est le sens de la politique générale.

D. Pavlychko a récemment été démis de sa fonction de rédacteur en chef de *Vsevit* (L'Univers), importante publication où l'on traduit des auteurs étrangers en ukrainien, précisément en raison de la très haute tenue de cette revue. Son successeur, Vitali Korotych, a déclaré qu'il avait l'intention de donner un autre profil à la revue, comparable à celui de la revue américaine *Reader's Digest*.

Encore une fois, il est nécessaire de dire que les critères évoqués ci-dessus ne s'appliquent en aucun cas à la culture russe dont l'art expérimental, les arts appliqués et les contacts internationaux sont au contraire encouragés.

III. L'humanisme abstrait

Toute référence à la vie spirituelle de l'Ukraine, de même qu'à sa vie politique, doit immanquablement être placée dans le contexte culturel russe soviétique officiel et l'on ne peut faire appel à des valeurs culturelles plus anciennes (la Grèce, la Renaissance, la civilisation ouest-européenne, l'éthique chrétienne, l'humanisme).

Tout ce qui relève de l'éthique est suspect. Ainsi, le passage suivant d'une nouvelle publiée récemment a suscité les foudres des autorités soviétiques. Il s'agissait du monologue intérieur d'un juriste qui avait accepté de défendre son ancien professeur, un communiste, et des paysans, au cours d'un procès dans la Pologne d'après-guerre :

« Tout procès politique, même le plus insignifiant, est en fin de compte historique. Et cela remonte à ce premier jour, ce jour lointain, où les premiers conquérants ont mis le pied sur notre sol. Les juges changeront, de même que les accusés, mais il y aura toujours procès tant qu'il restera encore un conquérant en vie. La justice — c'est la liberté... Si une personne est opprimée, cela signifie qu'un peuple entier est opprimé. Priver une seule personne du droit de penser et lui retirer sa liberté signifie mutiler l'intelligence et la liberté d'une société tout entière. »

Sur la base de ce passage, l'auteur fut accusé de faire preuve « d'humanisme abstrait » et de proposer une « *approche trans-sociale et trans-historique* » de la vie.

A partir de ce qui vient d'être dit, on comprend mieux comment la politique soviétique a engendré une crise dans la culture ukrainienne. Récemment, la presse ukrainienne se plaignait de ce que certains genres littéraires s'étaient complètement atrophiés : aucune tragédie n'avait été écrite depuis plusieurs décennies, aucune satire n'avait été produite, les théâtres craignaient de mettre en scène toute comédie sur un thème contemporain, et, de façon générale, les pièces ukrainiennes ne représentaient en fait qu'un quart du répertoire de toute la République.

Le nombre de titres et le tirage de livres ukrainiens ont connu une chute lente au cours de la dernière décennie alors que pour les livres russes, les mêmes chiffres ont au contraire fait un bond significatif. Aujourd'hui, le rapport est d'environ un à trois entre les titres russes et les titres ukrainiens produits en Ukraine. Quelle ironie quand on sait que le nombre de titres ukrainiens publiés aujourd'hui est inférieur au nombre de titres publiés pendant les années 20, avant que la politique d'ukrainisation ne soit éliminée pour

de bon. Et il faut souligner que même alors, la politique du parti reconnaissait comme une évidence que la production de publications ukrainiennes était insuffisante à satisfaire les demandes culturelles de la population.

Les conséquences de la politique culturelle soviétique sur la production de livres en Ukraine apparaissent clairement à la lecture du tableau ci-joint, fondé sur des statistiques de l'Unesco, qui compare le nombre de titres publiés dans une langue donnée au nombre de locuteurs, cela pour les dix langues slaves les plus répandues. Il apparaît clairement que les deux nations slaves faisant partie de l'Union soviétique, l'Ukraine et la Biélorussie, sont extrêmement mal loties en comparaison des Slaves du Sud et de l'Ouest.

Nombre de titres publiés comparé au nombre de locuteurs en 1970

Langues	Locuteurs en millions	Titres	Titres par millions de locuteurs
Russe	141	60 240	427,2
Ukrainien	35	3 112	88,9
Polonais	32	9 271	289,4
Serbo-Croate	15,1	5 271	357,7
Tchèque	9,5	5 067	533,3
Bulgare	7,6	3 368	443,1
Biélorusse	7,3	430	58,9
Slovaque	4	2 804	701
Slovène	1,8	1 089	605
Macédonien	1	618	618

Depuis 1970, la situation s'est encore détériorée. Alors qu'en 1979 la population parlant ukrainien était estimée à 36,4 millions, les 2 414 titres publiés en Ukraine au cours de la même année donnent le maigre chiffre de 66,3 titres par million de personnes.

Les artistes et les écrivains ukrainiens ont aujourd'hui une conscience aiguë de leur statut de seconde zone et sont dans la situation peu enviable de devoir développer une culture qui se trouve sur la liste de celles qui doivent « disparaître » dans un avenir indéfini. Il est dès lors de leur propre intérêt de se défendre contre le centre russificateur. Des manifestations de désaccord ont constamment fait surface lors des congrès, demandant qu'une attention plus grande soit accordée aux républiques nationales et qu'elles puissent bénéficier d'une représentation plus large ; elles soulèvent toujours le problème du statut subalterne dévolu aux intellectuels et aux artistes non russes. Il est demandé entre autres choses : le droit d'être reconnu au niveau international et d'avoir sa représentation propre aux forums internationaux, que soient faites davantage de traductions d'ukrainien en langues étrangères, qu'on publie davantage de livres en ukrainien et moins en russe, que la qualité de la recherche dans le domaine de la culture et de l'art ukrainiens soit améliorée et que soient accordées de plus grandes possibilités de voyager pour les représentants de la République d'Ukraine. Pour défendre ses propres intérêts, l'intelligentsia œuvrant au niveau de la république est contrainte de réclamer une infrastructure culturelle réellement développée, qui lui permette de travailler et de s'épanouir. Elle demande par exemple la mise en place d'un réseau de journaux et de

revues populaires et spécialisées pour couvrir toutes les recherches culturelles en Ukraine, le développement d'un cinéma ukrainien indépendant produisant en ukrainien, d'un opéra ukrainien, etc.

Une nouvelle sensibilité artistique

L'intelligentsia est dans une situation où elle est étroitement liée aux dispositions d'esprit du public et se trouve dès lors sous l'influence immédiate des sentiments de la population et de tout changement pouvant intervenir dans ce domaine. Dans ce contexte, l'art et la littérature deviennent une arène, un lieu de confrontation entre l'idéologie officielle et l'état d'esprit de la population. De nombreux artistes soviétiques (et peut-être même la plupart) passent toute leur vie à dire une chose et à développer, consciemment ou inconsciemment, un discours en filigrane qui vient subvertir leur discours direct ou apparent. Les films de Dovjenko qui, consacrés ostensiblement à la révolution et à la collectivisation, traitent en réalité de l'esprit national ukrainien et de la force des mouvements populaires sur sa terre natale, en sont une bonne illustration. Et pratiquement toutes les œuvres des artistes soviétiques ukrainiens peuvent être analysées sous cet angle faisant apparaître la dualité texte/subtexte.

Il est réclamé sans cesse qu'une discussion réelle ait lieu et que la vérité soit dite sur les procès staliniens, le village et ses souffrances, la collectivisation — sur la véritable histoire de l'Ukraine soviétique. Pouvoir présenter objectivement dans les programmes scolaires les auteurs du passé et les grandes figures de la culture ukrainienne, réhabiliter certaines périodes et certains événements de l'histoire ukrainienne qui sont, jusqu'à présent, tabous, apparaît comme un autre thème récurrent parmi les revendications. Enfin, un nouveau credo artistique et littéraire, rejetant implicitement les dogmes du « réalisme socialiste » est apparu depuis les années 60.

Cette nouvelle sensibilité artistique insiste sur la dignité de l'individu ; elle s'appuie sur la mythologie ukrainienne préchrétienne, les traditions paysannes anciennes, l'aspect intuitif de la vie, rejetant explicitement le scientisme dogmatique et le rationalisme de pacotille ; elle reconnaît, sans faire preuve de sentimentalisme, l'aspect tragique, complexe de la vie et s'oppose à la moralité de boy-scout de la littérature officielle ; enfin, elle est antipopuliste dans le sens où elle essaie de rompre avec la perception étroite, strictement folklorique et ethnographique de la culture ukrainienne.

Une nouvelle image de l'Ukraine et une nouvelle conscience de l'« être ukrainien » est en train de se développer. Cet état d'esprit est centré sur l'idée d'une histoire et d'une culture indépendantes, qui demandent à être redécouvertes et dont la richesse doit être comprise et pleinement assimilée par chaque Ukrainien.

L'intelligentsia désire présenter comme une égale la culture ukrainienne à la grande famille européenne, mais aujourd'hui, elle en est empêchée par le concurrent russe, qui est un concurrent jaloux.

Myroslav Shkandrij

Le groupe Helsinki d'Ukraine

par Victor Haynes

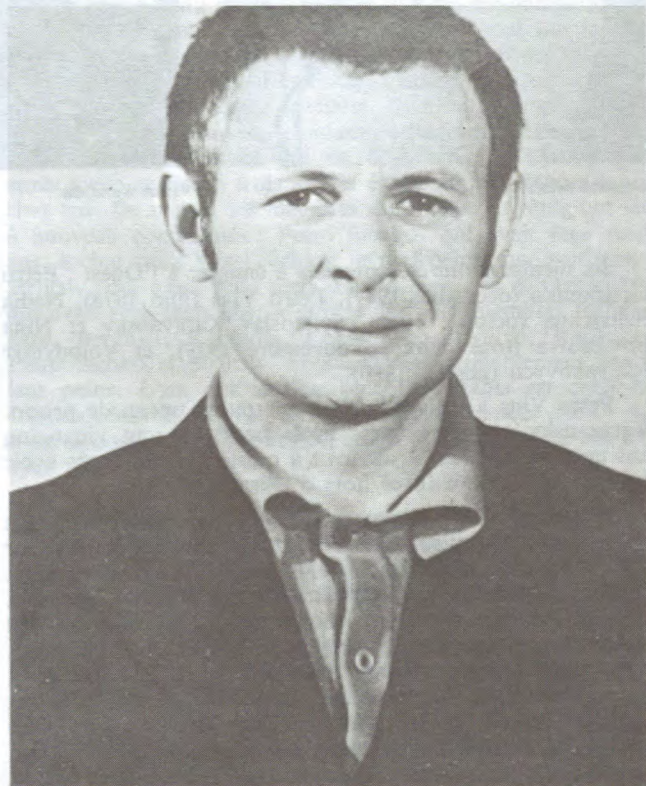
La formation du groupe Helsinki d'Ukraine est la conséquence directe de la détente et du développement des activités en faveur des droits de l'homme à travers l'Europe de l'Est et en URSS. Dans la plupart des pays du bloc soviétique, des groupes pour la revendication des droits civiques se sont créés après que les gouvernements de ces pays aient signé l'Acte final de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe à Helsinki en août 1975. En Ukraine, les militants des droits civiques ont mis rapidement sur pied un groupe qui se fixait pour but de veiller à la mise en œuvre de cet Acte. Tous les groupes Helsinki ont subi la répression des gouvernements du Pacte de Varsovie. Mais c'est en Ukraine que la répression a été la plus sévère. Nous le devons à l'isolement de l'Ukraine par rapport au reste du monde et aussi à la paranoïa de l'élite soviétique toujours hantée par la perspective d'une sécession de l'Ukraine.

Le premier groupe Helsinki à s'organiser en URSS fut le groupe russe qui naquit à Moscou le 12 mai 1976. Il fut suivi du groupe ukrainien, fondé le 9 novembre 1976, puis des groupes lituanien, arménien et géorgien. Tous ces groupes furent par la suite liquidés par les autorités soviétiques. Le groupe ukrainien s'est éteint au début de 1980, une fois tous ses membres en prison. Le groupe russe, également démantelé par les arrestations, s'est dissous officiellement en septembre 1981.

Le groupe Helsinki d'Ukraine a produit quelque douze déclarations publiques et environ vingt-cinq bulletins. Il semble que ces déclarations et bulletins ne soient pas tous parvenus à l'Ouest. Un certain nombre des premiers documents ont été publiés en anglais dans *Human Rights Movement in Ukraine*, en 1980. Cinq des six bulletins d'informations publiés entre juillet 1978 et le début de 1980 ont été édités à l'Ouest en ukrainien dans *Informatsinii biuletteni*, 1981. La meilleure source et la plus complète est un recueil de documents de mille pages intitulé *Ukrainska Helsinkska Hrupa 1978-1982* (1983). Ce recueil a été précédé d'un autre, *Ukrainskyi Pravozaohysnie Rukh* (le mouvement des défenseurs des droits) qui couvre les deux premières années du groupe. Tous ces livres ont été publiés par Smoloskyp Publishers, à Baltimore.

Le sort des 37 membres déclarés

Le groupe Helsinki d'Ukraine a compté 37 membres déclarés ; il a eu aussi des membres non déclarés, dont le chiffre reste évidemment inconnu. Son existence précaire a donc duré de novembre 1976 au début de 1980. Le groupe n'a jamais été représenté que par quelques membres en même temps : car dès que les membres se déclaraient, ils étaient arrêtés, et d'autres venaient les remplacer. Son activité s'est éteinte le jour où il n'y a plus eu de nouveaux



Mykhailo Melnik

membres pour remplacer les précédents. Perquisitions, brutalités, arrestations, procès et emprisonnements par le KGB ont vite montré que le gouvernement soviétique ne tolérerait pas son existence.

Au cours de l'existence du groupe, 23 de ses membres ont été jugés et emprisonnés. Vasy Ovsienko, l'un des plus jeunes membres (il est né en 1949) a été condamné à un total de dix-huit ans. Six personnes ont reçu quinze ans : Lev Lukanienko, Oleksa Tykyi, Ivan Kandyba, Vitalii Kalynychenko, Vasy Stus et Ivan Sokulsky. Trois membres ont été condamnés à douze ans : Mykola Rudenko, Myroslav Marynovych et Mykola Matusyevych. Treize membres ont reçu entre trois et neuf ans : Olesh Berdnyk (neuf ans), Iurii Lytvyn (huit ans), Vasy Striltsiv (huit ans), Iaroslav Lesiv (sept ans), Petro Sichko (six ans), Vasy Sichko (six ans), Olsana Meshko (cinq ans et demi), Viacheslav Chornovil (cinq ans), Mykola Horbal (cinq ans), Olha Heiko-Matusyevych (trois ans), Petro Rozumny (trois ans), Iosef Zisels (trois ans), et Petro Vins (un an).



Oksana Meshko



Ivan Kandyba



Iryna Senyk

Six membres ont été autorisés à émigrer à l'Ouest : Petro Grigorenko (décembre 1977), Petro Vins (juin 1978), Nadia Svitlychna (octobre 1978), Sviatoslav Karavansky et Nina Strokatoва (tous deux en novembre 1979), et Volodymyr Malynkovich (janvier 1980).

Petro Vins a émigré après avoir purgé un an de prison. Karavansky a émigré après avoir passé en tout vingt-cinq ans en prison. Nina Strokatoва a quitté l'URSS après avoir été envoyée en exil forcé hors d'Ukraine.

Dix membres n'ont pu participer réellement aux activités du groupe à cause, soit de leur emprisonnement, soit de leur exil forcé dans des régions éloignées d'Union soviétique. Chornovil, Strokatoва, Ivrii Shkhevych, Zinovii Krasivsky, Oksana Popovich et Iryna Senyk ont été assignés à l'exil intérieur pendant toute la durée de l'existence du groupe. Karavansky, Bohdan Rebyk (aujourd'hui en exil intérieur), Vasyly Romaniuk (libéré selon les dernières nouvelles) et Danylo Shumuk (aujourd'hui en exil intérieur) ont passé toute cette période en prison ou en camp de concentration.

Un autre membre, Stefania Shabaturova, a quitté le groupe pendant l'été 1980 et vit actuellement à Lviv (Lvov). Le dernier des trente-sept membres, Mikhaïlo Melnyk, s'est suicidé en mars 1979 après une descente du KGB chez lui.

Une grande diversité d'opinions politiques

Tous les membres du groupe partageaient cette idée de base que la population était privée des droits civiques fondamentaux ; et, surtout ils considéraient que l'Ukraine était une colonie russe. En conséquence, le groupe revendiquait dans ses déclarations le droit à militer pour la sécession de l'Ukraine, ce mot d'ordre étant indissociable de la lutte pour les droits civiques en général.

En dehors de ce principe commun, on trouvait chez les membres du groupe une grande diversité de positions politiques. Le leader du groupe, Mykola Rudenko a écrit à cette époque qu'il continuait à être communiste mais qu'il n'était pas marxiste, Rudenko avait commencé sa carrière dans le NKVD, servant d'abord dans la garde spéciale de Staline, puis sur le front pendant la Deuxième Guerre mondiale. Il

avait été ensuite un membre actif du parti, occupant pendant plusieurs années le poste de Secrétaire du Comité du parti de l'Union des écrivains d'Ukraine. D'autres membres du groupe considéraient que le PCUS n'est ni marxiste ni communiste et qu'il n'est qu'un paravent pour le chauvinisme et l'impérialisme russes. Kalytychenko affirmait que le gouvernement soviétique n'est guidé que par une seule conviction, celle du « monde futur de la grande Russie ». Sokulsky a écrit que les marxistes ukrainiens étaient persécutés, non à cause de leur marxisme, mais à cause de leur origine. D'autres membres importants du groupe tels que l'ancien avocat de Lviv, Kandyba, et l'ancien conseiller juridique du parti et officier de l'armée rouge Lukimenko, rejetaient non seulement le gouvernement soviétique, mais aussi le marxisme-léninisme. Kandyba et Lukimenko avaient rédigé avec d'autres, en 1959, un programme d'« Union Ukrainienne des ouvriers et des paysans » dont l'objectif était de remplacer le PCUS en Ukraine et de déclarer l'Ukraine indépendante de la République russe. Les fondateurs de ce nouveau parti avaient été arrêtés et jugés en 1961 et condamnés à quinze ans. Après leur libération, en 1974, ils étaient rentrés en Ukraine ; continuellement harcelés par les autorités, ils ont rejoint le groupe Helsinki d'Ukraine.

La première accusation que formulaient les militants du groupe Helsinki à l'encontre du PCUS est donc de pousser à la russification de l'Ukraine. Toujours croissante, la population russe en Ukraine, concentrée dans les agglomérations urbaines, sert de base sociale à cette politique. Une minorité force la majorité à parler russe dans les institutions scolaires et dans les lieux de travail.

L'indifférence et la passivité

Dans ces conditions, on peut se demander pourquoi la population, dans sa majorité, semble être restée passive et indifférente à la défense de ses droits civiques et nationaux. Le groupe a essayé de répondre à cette question. Dans le premier document publié dans le recueil *Ukrainska Hrota*, le silence politique de la population est attribué au système permanent de répression de l'État qui...

tient la crainte, annihile toute conscience dans la société. Ce thème de la peur des masses est traité par Lukianenko dans un recueil de ses écrits, *Zypynit Kryvosuddia!* (NY, 1980) : « La logique n'a pas sa place, parce que la peur est la plus forte... elle est plus forte que l'intelligence et elle la gouverne. » Romaniuk a écrit que le fait de punir quelques personnes suffit à faire comprendre à des millions d'autres que le même sort les attend s'ils se plaignent.

Le parti et le KGB ont essayé de mobiliser la « colère populaire » contre le groupe Helsinki d'Ukraine et contre ses membres. Meetings locaux et articles dans les journaux se sont succédés pour attaquer ses membres. Ils ont quelquefois obtenu un effet de boomerang : c'est ainsi que des professeurs de la ville de Dolyna qui avaient été réunis pour condamner leur collègue Stritsiv ont exigé que celui-ci ait la possibilité de répondre aux accusations. Le secrétaire du parti du lycée a refusé d'accéder à cette requête collective.

La plupart du temps, les membres du groupe étaient attaqués dans la presse sans avoir le droit de répondre. C'est ainsi que le plus important journal de l'Ukraine de l'Ouest, le *Vina Ukraina* de Lviv, du 6 juillet 1978, a attaqué Petro et Vasyl Sichko. Les Sichko avaient déjà été arrêtés pour avoir pris la parole en tant que membres du groupe à l'enterrement du populaire compositeur de musique Ivasiuk, à Lviv. Pour beaucoup d'Ukrainiens, Ivasiuk a été assassiné par le KGB. 10 000 personnes environ ont suivi son enterrement le 12 juin 1978.

L'assassinat d'Ivaniuk par le KGB n'a pu être prouvé, mais ce qui est certain, c'est que le KGB agresse ceux qui lui déplaisent. Plusieurs membres du groupe Helsinki d'Ukraine ont été battus. Olha Heiko-Matusevych a d'abord été menacée par des agents du KGB d'être emprisonnée pour vol ou prostitution, à cause de son appartenance au groupe. Puis elle a été agressée en pleine rue. Puis les deux agents qui l'avaient frappée sont allés la trouver sur son lieu de travail et l'ont à nouveau menacée. Après quoi elle a été de nouveau frappée dans une rue de Kiev, puis arrêtée avec un ami, conduite au poste de police et accusée d'avoir provoqué une rixe. Finalement, arrêtée de nouveau, elle a été condamnée à trois ans de prison pour « diffusion de fausses nouvelles dans le but de discréditer l'État soviétique et l'ordre social », article 187-1 du Code pénal.

D'autres membres du groupe ont été pareillement persécutés par le KGB, puis inculpés. Horbal a été agressé dans une rue de Kiev, arrêté, inculpé de tentative de viol, ainsi que de résistance lors de son arrestation, et condamné à cinq ans. Chornovil a été à nouveau condamné à cinq ans, pendant qu'il accomplissait sa peine d'exil intérieur sévère de cinq ans pour viol. Lytvyn a été roué de coups par la milice, puis inculpé de résistance lors de son arrestation et de menaces envers la milice. Lesiv et Vasyl Sichko ont été inculpés

de détention et d'usage de haschich. Rozumny et Tykhy ont été inculpés de détention d'armes dangereuses. Vins a été incarcéré pour parasitisme.

Les procès des membres du groupe étaient des mises en scène, avec des jugements préfabriqués. Il n'y a pas, dans toute l'histoire du système judiciaire soviétique, un seul exemple d'un avocat qui ait gagné sa cause face à l'État dans un procès politique. Ces mises en scènes sont des cirques dont l'objectif est de terroriser l'avocat et, avec lui le public.

Nouvelles condamnations

L'expérience du passé a montré que ces condamnations à la prison, au camp et à l'exil intérieur ont pour but la destruction physique des prisonniers. Ceux-ci doivent subir la faim, le froid, un travail épuisant, l'isolement, sans compter les coups et les punitions spéciales. Ils n'ont aucune garantie de ne pas être à nouveau condamnés juste avant l'expiration de leur peine. C'est ce qui est déjà arrivé à Lytvyn qui, après avoir accompli trois ans, a été condamné à nouveau à cinq ans. De même, les membres du groupe suivants ont été à nouveau condamnés : Petro Sichko, qui avait reçu trois ans, à cinq ans ; Vasyl Sichko, mêmes peines que son père ; Striltsiv, qui avait reçu deux ans, à cinq ans et Ovsienko, qui avait reçu trois ans, à quinze ans. Les membres les plus âgés, Berdnyk, Kandyba, Lukianenko, Lytvyn, Rudenko, Petro Sichko et Striltsiv, ne survivront probablement pas à leur peine. L'un des cas les plus inquiétants est celui de Oksana Meshko, qui est âgée de soixante-dix-neuf ans et qui a été déportée dans une région éloignée de la Sibérie jusqu'à 1986.

Quelle est la signification internationale de la destruction du groupe Helsinki d'Ukraine ? Elle montre à l'évidence que les droits civils et politiques n'existent pas en URSS. Elle réaffirme que les Ukrainiens sont punis lorsqu'ils revendiquent l'égalité des droits avec les Russes, même dans le domaine de la langue. Elle montre aussi que le soutien de l'Union soviétique aux mouvements de libération nationale à l'extérieur de son bloc n'est qu'une façade pour ses intrigues de grande puissance. Elle prouve, enfin, que les dirigeants soviétiques et leurs vassaux ne se considèrent nullement liés par les accords qu'ils ont signés à Helsinki. Pourquoi, dans ces conditions, respecteraient-ils mieux les autres accords, à commencer par celui sur le désarmement ? Ceux qui séparent les droits civiques de la paix sont paralysés par la peur et dénués de toute logique.

Victor Haynes

Solidarité et le mouvement d'opposition ukrainien

notes de prison de Vasyl Stous

Né en 1938, Stous s'est fait connaître dans les années 60 comme poète et comme militant du mouvement pour l'ukrainisation de l'Ukraine. Dans la grande offensive de 1972-1973 contre ce mouvement, Stous a été condamné à un total de huit ans de prison et d'exil intérieur.

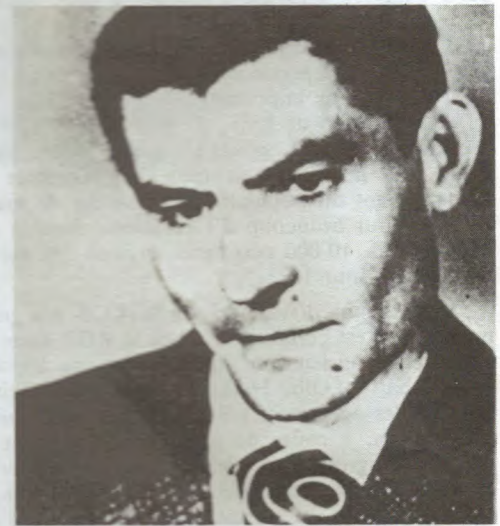
Ayant accompli sa peine en automne 1979, il est retourné à Kiev. C'est de là qu'il a pu suivre, gagné par la sympathie, la naissance de Solidarité en Pologne. Il a rejoint le groupe Helsinki d'Ukraine juste au moment où celui-ci, du fait de l'emprisonnement de ses membres publics, vivait ses derniers mois.

Stous n'est pas resté longtemps à Kiev : il a été arrêté au bout de quelques mois et jugé en octobre 1980. Les preuves présentées par le procureur étaient si inconsistantes que le juge, pour couper court à toute complication, a suspendu brusquement les débats pour prononcer une condamnation à cinq ans. Stous a essayé de dire, comme il est d'usage, quelques mots à la fin du procès, mais il a été expulsé de la salle du tribunal.

Des notes de Stous, toutes antérieures à 1982, sur divers sujets, ont pu être sorties du camp de concentration de Perm n° 398/36-1, dans l'Oural. Les notes qui suivent concernent Solidarité. Il critique les revendications élitistes et légalistes du groupe Helsinki d'Ukraine en les comparant à l'exigence « du pain et du beurre » exprimée par les ouvriers polonais.

V.H.

Après mon retour à Kiev (en automne 1979), j'ai suivi avec un grand intérêt les événements de Pologne. Vive les volontaires de la liberté ! Leur défi au despotisme soviétique est exaltant. L'immense ampleur de leur mouvement populaire est impressionnant : travailleurs, intellectuels, étudiants, tout le monde en fait partie — excepté l'armée et la police. Si les événements continuent à suivre ce cours, les flammes gagneront bientôt l'armée elle-même. Que pourront faire alors Brejnev et Jaruzelski ? Dans le monde totalitaire, aucune autre nation n'a défendu ses droits humains et nationaux avec une pareille résolution. La Pologne est un exemple pour l'Ukraine (nous sommes peut-être, nous Ukrainiens, psychologiquement les plus proches du caractère polonais, mais il nous en manque un élément : l'ardent patriotisme qui unit les Polonais). Il est dommage que l'Ukraine ne soit pas prête pour suivre les leçons de son professeur polonais. Le régime soviétique et l'État polonais se sont déchaînés contre le peuple polonais avec une grande brutalité policière, faisant ainsi la preuve immédiate de leur nature despotique et antinationale. Il est clair pour moi qu'après les événements de Pologne seul un fou total ou un parfait salaud peut encore prétendre croire aux idéaux de Moscou. Malheureusement, je ne connais pas les réactions des nationalités d'Union soviétique et de l'ensemble du bloc



« socialiste ». La voie syndicale vers la libération pourrait avoir en Union soviétique une extraordinaire efficacité. Si les initiatives de l'ingénieur Klebanov avaient été soutenues dans le pays, le gouvernement soviétique se serait probablement trouvé face à un adversaire redoutablement moderne. Le mouvement du groupe Helsinki, après tout, passe au-dessus des têtes de la population de ce pays, comme probablement aussi les mouvements nationaux-patriotiques. Tandis qu'un mouvement revendiquant un salaire normal pour les ouvriers, c'est quelque chose que tout le monde comprend. Je suis enthousiasmé par les victoires de l'esprit en Pologne, et je regrette de ne pas être polonais. La Pologne a ouvert une nouvelle ère dans le monde totalitaire et tracé la voie de son écroulement. Mais pourrions-nous suivre l'exemple polonais, voilà la question. Durant tout le XIX^e siècle, la Pologne a affronté la Russie et elle continue aujourd'hui. Je souhaite le plus grand succès aux insurgés polonais et j'espère que le régime policier du 13 décembre n'éteindra pas la flamme sacrée de la liberté. J'espère que dans les pays asservis apparaîtront des forces qui soutiendront la mission libératrice des volontaires polonais de la liberté. A bien y réfléchir, les événements polonais sont pleins d'enseignements pour le mouvement d'Helsinki, qui était un phénomène timide et respectueux. Ils ont été le fait d'un mouvement d'origine populaire avec un large programme de revendications sociales et politiques et qui a œuvré dans la perspective de prendre le pouvoir. Tandis que le mouvement Helsinki ressemblait à un enfant qui essaye de parler en prenant une voix d'homme. Ses intonations mortuaires laissaient déjà prévoir sa destruction. Peut-être le changement de direction en URSS permettra-t-il une amélioration, mais pour l'instant, le pessimisme social des dissidents soviétiques est vraiment justifié.

Vasyl Stous

La politique des nationalités en URSS de Brejnev à Tchernenko

par Ivan Myhul

Les dirigeants de l'après-stalinisme s'orientent avant tout selon des critères d'efficacité (*delovitost'*) privilégiant la rationalisation des moyens sur la définition des objectifs. Moins soucieux de remodeler la société qu'à l'époque du stalinisme de la maturité, ils s'attachent à mettre en œuvre des formes efficaces, susceptibles d'être modifiées ou abandonnées si elles ne remplissent pas leur rôle. Le but premier des dirigeants et de la société en général est de faire en sorte que les conditions existantes se reproduisent à l'infini, même si ce but est présenté dans un emballage idéologique qui met en relief l'urgence de la mobilisation, la discipline sociale, la foi en le progrès, la science et la technologie. Ce à quoi l'on aspire, en réalité, c'est à atteindre un niveau de croissance matérielle équivalent à celui qui existe dans les pays capitalistes. Sur ce point, il semble qu'il y ait peu de conflits ou de débats concernant les principes fondamentaux ; s'il y a conflit ou débat, c'est sur les solutions pratiques.

Il est admis que l'Union soviétique a atteint, dans son développement, le niveau du « socialisme de la maturité ». Le but commun de la société soviétique est présenté comme la réalisation de ce qu'on appelle la « nouvelle communauté historique » qui est apparue et se développe encore en tant que « le peuple soviétique uni » (*edinii sovetskii narod*).

L'apparition de cette communauté serait le résultat de « l'épanouissement » (*rastsviet*) et du « rassemblement » (*sblizhenie*) des nations et nationalités soviétiques, de « l'effacement » (*stiranje*) des traits nationaux, de « l'enrichissement mutuel » des cultures, du renforcement de « l'amitié entre les peuples de l'URSS », de « l'internationalisme », du « patriotisme soviétique », etc. Mais ce processus ne s'applique qu'aux non-Russes. Ainsi, le patriotisme soviétique — ce but vers lequel tous doivent tendre en URSS — c'est en réalité le nationalisme, plus précisément le nationalisme russe, dans sa version traditionnelle aussi bien que soviétique.

Une politique moins cohérente qu'il n'apparaît à première vue

Par la manière dont elle doit définir des objectifs ou des lois de développement (*zakonomernost'*) allant dans le sens

d'un remodelage de la société et indiquant la façon d'y parvenir, la politique des nationalités en URSS constitue un anachronisme dans une société dominée par la préoccupation de l'efficacité. En même temps, cette politique n'est pas aussi globalisante, pleinement cohérente et opérationnelle qu'il apparaît à première vue. Elle porte la marque du vague et de l'ambiguïté, ce qui indique qu'elle constitue un compromis entre différents points de vue qui s'affrontent. L'exemple le plus flagrant en est l'idée que le développement des nations soviétiques constitue un processus « dialectique » : « épanouissement » et « rapprochement » des différentes nations, mais aussi développement du « peuple soviétique ». Il est indéniable qu'au cours du dernier quart de siècle la politique des nationalités est devenue de plus en plus centripète. Ce qui n'exclut pas, pourtant, qu'existe en URSS un débat permanent sur ces problèmes qui sont, toujours, sujet de contestations. Une bonne partie de ce débat s'est déroulée parmi les spécialistes, experts et autres gens du métier, qui, dans leur rôle de conseillers, occupent une place croissante dans le processus aboutissant à la prise des décisions politiques. Ce débat joue probablement un rôle de substitut par rapport à des discussions qui se déroulent en coulisses. Il se peut qu'il reflète des divergences à l'intérieur de la direction et (ou) fournisse aux différentes fractions dirigeantes des hypothèses, des données ou encore des recommandations d'intérêt pratique dans la détermination des orientations politiques.

Le caractère tout à fait particulier du style employé par les experts soviétiques fait que les différentes interventions dans le débat se présentent à première vue comme une défense et illustration uniforme d'une politique se développant selon une ligne unique. Pourtant, à y regarder de plus près, les inoffensives recommandations concernant la meilleure façon de mettre en œuvre cette politique révèlent des divergences de fond. Le débat est perceptible à l'œil nu dans tous les domaines : économie, histoire, philosophie, linguistique, littérature, art, éducation, ethnographie, droit, démographie, etc. Il est apparu essentiellement dans les pages de périodiques comme *Voprosy filosofii* (Questions de philosophie), *Voprosy istorii* (Questions d'histoire), *Sovietskaia etnografia* (Ethnographie soviétique), etc. On peut, pour des raisons de commodité, ranger les protagonistes du débat dans deux courants, deux écoles concurrentes : les « pro » et les « anti-assimilationnistes ».

Les « anti-assimilationnistes »

Ces derniers considèrent que l'analyse des problèmes des nationalités en URSS doit être historique avant tout, et mettent donc l'accent sur la nécessité de rapporter les problèmes contemporains à leurs antécédents pré-révolutionnaires. Ces antécédents montrent que la politique tsariste d'annexion et de russification a fait émerger, par contre-coup, des mouvements de libération nationale ; les revendications de ces mouvements furent satisfaites, après la Révolution, par la politique « léniniste » des nationalités. Cette politique, affirment les tenants de ce courant, respecta et favorisa la culture des nationalités, leur langue, leur permit de s'épanouir dans le cadre de républiques autonomes, etc. Elle impliquait une condamnation de toute attitude « nihiliste » vis-à-vis des non-Russes, la considérant comme une manifestation de « chauvinisme de grande puissance ». A l'heure actuelle, à l'époque du socialisme de la maturité, le développement des nations et nationalités soviétiques est compatible avec le concept de « peuple soviétique » car il s'agit là d'une simple catégorie sociale et non pas nationale ou ethnique. Le rapprochement des différentes nations soviétiques ne repose pas sur la négation du maintien des différences nationales dans la mesure où le terme « *peuple soviétique* » repose essentiellement sur l'émergence d'un puissant système centralisé qui fait prévaloir ses prérogatives aussi bien dans la sphère politique que socio-économique. C'est l'idéologie communiste et non pas le facteur ethnique ou des facteurs socio-ethniques qui, pour ce courant, constitue le soubassement spirituel du peuple soviétique. Le facteur ethnique ou des attributs psychologiques tels que la conscience nationale constituent des caractéristiques qui ne sont le propre que des différentes nations soviétiques. Ces attributs subjectifs des nations de l'URSS sont à rapporter à leur formation dans la période pré-socialiste mais ils ont été, disent les tenants de cette analyse, purifiés de tout contenu « bourgeois » par la Révolution. Si cette école insiste beaucoup sur la conscience nationale, elle n'en néglige pas pour autant ce qu'on appelle les attributs objectifs, pour autant que les nations sont considérées dans cette problématique comme des entités organiques. C'est la raison pour laquelle la division en républiques, le territoire, les langues nationales et même certaines particularités économiques constituent en quelque sorte des facteurs permanents. Il convient de respecter les « complexes ethnologiques » et la politique de développement du russe comme langue véhiculaire de l'URSS doit être mise en œuvre avec circonspection ; il s'agit ainsi d'éviter que les non-Russes la perçoivent comme une forme de russification forcée et qu'ainsi elle contribue involontairement à favoriser des phénomènes comme le « nationalisme bourgeois ».



Enfin, la « fusion » (*slīanie*) des nations soviétiques n'est pas envisageable dans l'avenir immédiat. Ce processus s'enclenchera que quand le communisme s'étendra au monde entier !.

L'école assimilationniste

L'école assimilationniste part d'hypothèses différentes et aboutit, de ce fait, à des conclusions radicalement autres. Elle s'intéresse peu à la période pré-révolutionnaire : quand elle le fait, c'est pour souligner les conséquences positives de la politique d'annexion pratiquée par le tsarisme ainsi que le caractère qualitativement différent, bourgeois dans son essence, des nations pré-socialistes. Mais en même temps, elle tente de décrire l'existence du « peuple soviétique » comme l'aboutissement d'un développement linéaire remontant à la Principauté de Kiev, puis qui serait ensuite allé de l'avant via l'Empire russe. Les Russes, les Ukrainiens et les Biélorusses sont, dans cette perspective, perçus comme une « communauté de nations », évoluant à partir d'un



Ouzbeks à Samarkand
Photo Vladimir Sichov

unique caractérisé par une même langue, une même culture, un même espace économique et un même État. Les non-Slaves aussi bien que les trois nations slaves qui furent « réunifiées » dans l'empire tsariste avaient déjà, dans le passé, la conscience rudimentaire d'appartenir à une « seule et même communauté internationale ». Pourtant, en général, l'école assimilationniste préfère souligner les changements qualitatifs qui ont affecté les nations depuis la Révolution, tout particulièrement à l'époque du « socialisme de la maturité ». Depuis que les conflits de classes ont disparu, les antagonismes nationaux se sont, du même coup, évanouis. Ainsi, ce qui distingue nations et nationalités soviétiques les unes des autres relève davantage de la forme que du contenu. Soucieuse d'étayer davantage son argumentation sur ce point, cette école fait la distinction entre les attributs subjectifs et objectifs des nations soviétiques. Le facteur subjectif, le caractère national de la conscience, est rigoureusement réduit à la portion congrue ; ainsi, une nation se trouve définie comme une catégorie presque exclusivement sociale.

Un processus d'intégration inter-ethnique

Les nations soviétiques, disent les partisans de cette interprétation, perdent rapidement leur caractère « ethnoculturel » au fil d'un processus d'« intégration inter-ethnique ». Les mariages mixtes ont contribué à dessiner cette perspective de « dissolution ethnique » et ce processus s'est accompagné d'un autre, celui de la « consolidation ethnique » des relations entre peuples apparentés au plan linguistique et culturel. L'« idéalisation » ou l'« hyperbolisation » du passé national, l'« égoïsme national » sont appréciés comme « attitude antisociale » marginale. Le statut fédératif de l'URSS a perdu beaucoup de sa signification et de son

importance tandis que prévaut l'allégeance au système politique soviétique considéré dans son unité. De même, l'idée d'entités économiques à l'échelle d'une république est absurde, dans la mesure où existe désormais un complexe économique unique à l'échelle de l'URSS. L'idée de territoires nationaux est dépourvue de sens car il existe maintenant une seule force de travail, une seule population, soviétiques « internationalisées ». En outre, les cultures nationales n'ont plus beaucoup de sens à l'heure de la promotion de l'*homo sovieticus* doté de sa psychologie et de sa « spiritualité » (*dukhovnyi*) internationaliste collective. La langue russe est considérée comme davantage que la *lingua franca* d'URSS : elle est une langue d'« interaction intensive », une « seconde » langue maternelle. Quelques spécialistes vont même jusqu'à dire que les trois nations slaves « consanguines » (*edynokrovni*) qui constituent le « cœur » du peuple soviétique possèdent déjà une langue maternelle unique et constituent une communauté indissoluble unique. D'autres s'aventurent à proclamer l'existence d'une nouvelle communauté ethnique, la « nation soviétique » (*natsia*). Quelle que soit la position de chacun, il y a consensus parmi les tenants de l'orientation assimilationniste pour admettre que le « rapprochement » des nations soviétiques a atteint un stade « a-national » suffisamment avancé pour que l'on puisse dire qu'aucun obstacle ne demeure à leur fusion immédiate².

La fusion des nations

À l'époque de Brejnev, les sphères dirigeantes se montrèrent partisans d'une politique des nationalités de plus en plus centripète, sans jamais aller jusqu'à endosser toutes les conclusions qui découlent logiquement des positions de l'école « assimilationniste ». Elles refusaient notamment l'idée que la « fusion » des nations de l'URSS fût en cours ou encore celle de l'existence d'une « nation soviétique ». Il reste que, quelques mois avant la mort de Brejnev, le rédacteur en chef du journal du Comité central *Kommunist*, R. I. Kosolapov, présenta la « fusion » des nations comme une nouvelle orientation officielle du parti. Il stigmatisa les non-assimilationnistes coupables d'avoir mis en veilleuse ce concept de la fusion et de ne pas l'avoir identifié avec celui de « peuple soviétique ». Il alla même jusqu'à dire que le débat sur la « fusion » des nations était dorénavant clos. Dans cet article, il s'en prenait personnellement au chef de la Section chargée de la théorie des nations et des relations nationales à l'Institut du marxisme-léninisme du Comité central, M. Koulichenko, principal porte-parole du courant anti-assimilationniste, lui reprochant d'avoir « mis au ban » le concept de fusion des nations, sous prétexte que ce concept pourrait soulever l'ire des non-Russes³.

Peu après, un éditorial anonyme de *Kommunist* intitulé « Nous-le peuple soviétique » développait l'idée d'une fusion rapide des nations :

« Dans l'avenir proche, une perspective nouvelle s'ouvrira pour le peuple soviétique, concernant tout particulièrement une question aussi évidente pour lui que la fusion des nations qui se dessine... Nous verrons, avec le temps, à quoi ressemblera cette fusion nouvelle de peuples, de nationalités, et de races différents ; il reste qu'il est parfaitement clair que cette fusion constituera une association humaine d'un niveau inédit, car elle émerge à la veille de la réalisation totale des grands idéaux humanistes du communisme⁴. »

L'idée qu'un nouveau pas en avant vers la fusion des nations en URSS a été franchi, s'est trouvée développée et renforcée par un récent article publié dans *Kommunist* par le principal porte-parole de l'orientation assimilationniste, Iou. V. Bromlei, directeur de l'Institut d'ethnographie de

l'Académie des sciences d'URSS et chef du Conseil des questions nationales de l'Académie des sciences d'URSS. Il y affirmait que l'ethnoculture des différentes nations soviétiques se trouvait engagée dans un processus de dépérissement marqué par « l'intégration inter-ethnique »⁵.

Andropov : ne pas se précipiter

A première vue, il semblerait que cette nouvelle approche ait également eu l'aval de Iouri Andropov. Après tout, n'est-ce pas lui qui disait : « Notre but final est clair. C'est, pour reprendre les termes de Lénine, non seulement le rapprochement des nations, mais leur fusion »⁶.

A l'évidence, cette référence à la « fusion », la première dans la bouche d'un dirigeant soviétique depuis dix ans, constituait une nouveauté en elle-même. Mais cela demeura la seule référence qui y fut faite. On ne la retrouva plus ni dans la bouche d'Andropov, ni dans celle de quelque autre dirigeant que ce soit. En outre, Andropov ne reprit pas à son compte les pronostics de Kosolapov concernant les délais dans lesquels cette fusion devrait se réaliser. Le Secrétaire général mit l'accent sur le fait que l'URSS ne se trouvait qu'au début de l'étape du « socialisme de la maturité », dans la mesure où le « rapprochement » des nations soviétiques, voire l'émergence d'un « peuple soviétique » ne faisaient encore que se dessiner. Sans doute, ajoutait-il, les antagonismes de classe ont disparu en URSS, mais pas les distinctions de classe et de nation. Ces dernières sont vouées à « exister longtemps encore », bien après que les différences de classe auront disparu. En aucun cas, avertissait Andropov, le « socialisme de la maturité » ne doit se caractériser par une « précipitation », telle qu'elle s'exprime dans le Programme du parti de 1961. De la même façon, il n'est pas question de se « précipiter » sur le terrain de la « fusion » des nations ou de la politique des nationalités, en général. Cependant, Andropov lançait également une mise en garde contre toute tentative de « freiner » artificiellement « des processus ayant déjà mûri ». Puis, dans la foulée, Andropov faisait « deux pas en arrière » en insistant sur le fait que le « socialisme de la maturité » aussi bien que la politique des nationalités connaissaient beaucoup de « problèmes non résolus ». Il ajoutait que certains de ces problèmes, surgis dans la sphère des questions nationales, provenaient de « nos propres erreurs ». Il soulignait que la principale raison en était que l'actuelle politique des nationalités soviétiques n'était ni « scientifique », ni bien élaborée⁷. Il est difficile de dire, à la lecture de ce texte, s'il s'agissait là simplement d'une critique de la politique officielle ou si, en outre, la charge était portée contre les contributions des spécialistes à la discussion.

La suffisance nationale

Andropov incrimina tout particulièrement l'intolérance manifestée en URSS à l'endroit des langues nationales, de l'histoire et de la « spécificité nationale » des non-Russes, mais aussi le manque d'intérêt pour le « développement global de toutes les nations et nationalités, en particulier des petits peuples ». Cependant, cette accusation était formulée de façon suffisamment ambiguë pour sembler s'adresser soit au parti et au personnel de l'État, soit à la population russe considérée comme un tout, soit aux deux. Mais elle indi-

quait implicitement que le « chauvinisme de grande puissance » constitue un sérieux problème — en même temps que le « nationalisme local » était également condamné pour ses tendances infondées à « idéaliser des coutumes désuètes »⁸.

Ce qui est certain, c'est qu'Andropov a admonesté toute la population soviétique pour son bas niveau de conscience ainsi que pour les manifestations de « suffisance nationale et l'attitude d'irrespect vis-à-vis des autres nations et nationalités » dont elle se rend coupable. Le défunt Secrétaire général s'est donc efforcé d'incorporer cette question aux tâches politiques « hautement prioritaires » de mobilisation de la population, renforcement de la discipline, etc. Le message était des plus clairs. Il était grand temps de remplir de quelque contenu des notions telles que « amitié entre les peuples », « internationalisme », « mode de vie socialiste » etc. ; c'est qu'en effet l'URSS s'orientait de plus en plus vers une forme de développement de plus en plus intégrationniste que l'on définissait comme à la fois « progressiste » et « scientifique ». Il se trouvait malheureusement que l'incapacité à faire face aux antagonismes ethniques existants était de nature à compromettre ce processus. C'est qu'après tout, les changements démographiques intervenus en URSS sont destinés à peser sur l'économie militaire aussi bien que sur l'économie en général. Les courants migratoires à grande échelle qui se dessinent et l'incorporation à l'armée des jeunes gens d'Asie centrale vont poser des problèmes spécifiques ; si des antagonismes ethniques viennent s'y ajouter, cela ne fera que rendre les problèmes plus explosifs encore. Le fait même de devoir imposer le russe comme langue véhiculaire de l'URSS constitue déjà en soi un point sensible ; inutile, donc, d'en rajouter.

Des problèmes non résolus

Il est probable que les directions centrales, celles des républiques et les spécialistes continueront à débattre de la politique des nationalités. On trouvera des assimilationnistes et des anti-assimilationnistes dans les trois catégories mentionnées. D'une façon générale, on verra nécessairement se développer à Moscou une tendance croissante à la promotion de solutions centripètes, tandis que les solutions centrifuges seront proposées, elles, dans les républiques périphériques. Cependant, le cas de l'Ukraine indique que les directions des républiques périphériques peuvent osciller entre les deux formules. Ce qui est certain, c'est que les intelligences nationales pousseront invariablement dans le sens des orientations centrifuges. La direction Tchernenko se retrouve donc avec de nombreux problèmes non résolus sur les bras. Il sera intéressant de voir jusqu'à quel point son approche de ces problèmes sera gouvernée par les critères d'« efficacité », comparée à la démarche dite « idéologique » de son prédécesseur.

Ivan Minin

1. Parmi les spécialistes dont les noms sont associés à l'école « assimilationniste », citons : T. Burgmistrova, M. Dzhunosov, M. Gashchenko, M. Mnatsakanian, V. Mashavariini, N. Tavakalian, I. Tsamirani, N. Zimanas.

2. Parmi les spécialistes défendant un point de vue « assimilationniste », citons : Iou. Bromlei, S. Ebzeeva, F. Filin, M. Elkhov, A. Isupov, V. Kallitsyne, S. Kaltachin, V. Pierevedientsev, P. Semionov, M. Serdine, V. Rogachev.

3. Iou Bromlei : « Etnicheskie protsessy v USSR », *Kommunist*, n° 12, 1983, pp. 56-64.

4. « My-sovetskii narod », *Kommunist* (n° 12, 1982).

5. Bromlei, *op. cit.*

6. *Pravda*, du 22 décembre 1982.

7. *Pravda* du 16 juin 1983.

8. *Ibid.*

Il y a cinquante ans : La grande famine en Ukraine

par Bogdan Krawchenko

Entre 1932 et 1933, des millions d'habitants de la République soviétique socialiste d'Ukraine — l'estimation courante est de dix millions — sont morts au cours de la plus longue famine artificiellement provoquée de l'histoire de l'humanité¹. Les responsables de ce crime n'ont jamais été traduits en justice ; il n'existe aucun monument à la mémoire des victimes : le gouvernement soviétique a tout fait pour effacer les traces de ce cataclysme.

Ce sont les objectifs complètement irréalistes fixés par la direction stalinienne pour le premier plan quinquennal qui sont aux origines de cette famine. Il faut rappeler que durant la quasi-totalité des années 20, Staline était opposé à la planification de l'industrialisation. Si l'industrialisation avait été lancée dès le début des années 20, les dirigeants auraient eu largement le temps de réfléchir à la mise au point de stratégies économiques et de passer à leur application progressive. Or ce n'est qu'en 1928-1929 que Staline changea de cap de façon extrêmement brutale. Le résultat fut un premier plan quinquennal totalement improvisé. Dans son rapport de 1934, Roudzoutak, l'un des responsables de l'économie soviétique cite, de nombreux cas illustrant le chaos qui s'était instauré dans l'industrie. C'est ainsi, par exemple, que le plan des usines de construction Tagil avait été modifié neuf fois en vingt-six mois, avec pour résultat une perte de plusieurs centaines de millions de roubles ; 50 % de la production sortie des usines Stankolit de Moscou était complètement défectueuse².

L'accumulation des projets lancés simultanément, le gâchis des ressources par une bureaucratie incompétente avaient débouché en 1930 sur une pénurie de capitaux. Aux effets d'une mauvaise gestion économique vint s'ajouter la dépression à l'Ouest, avec l'effondrement des cours des céréales et l'augmentation des prix des produits manufacturés³. Pour pouvoir s'industrialiser, l'URSS devait importer des équipements de l'Ouest qu'elle ne pouvait payer qu'en exportant des céréales ; avec la crise, la contrepartie en céréales augmentait considérablement.

ordonna d'augmenter les réquisitions de céréales chez les paysans. La voie la plus courte pour y parvenir était de nationaliser les exploitations et d'encadrer les paysans au sein de fermes collectives. Sous la menace de peines sévères, ils furent forcés de livrer l'intégralité de leurs céréales commercialisables⁴. L'Ukraine, principale région productrice de céréales de l'Union soviétique était désignée pour devenir le terrain d'une collectivisation accélérée.

L'ampleur de la collectivisation décidée fut une surprise totale pour tout le monde, y compris pour les responsables du parti et de l'État ukrainiens. En automne 1929, quelques mois avant la décision de « collectivisation totale », les fermes collectives représentaient en Ukraine 3,7 % des terres cultivables et 5,6 % du nombre total des exploitations agricoles⁵. Il s'agissait de fermes collectives formées volontairement par les paysans. La première version du 1^{er} plan quinquennal prévoyait de porter la collectivisation en Ukraine à environ 10 % des terres cultivables pour la fin de 1932. Encore faut-il préciser que dans ces fermes collectives une certaine forme d'exploitation privée (notamment la propriété de bétail) pouvait continuer à coexister avec la production agricole socialisée. Mais en novembre 1929, le Bureau politique du PCUS donna l'ordre d'accélérer la collectivisation, dans le but d'« intensifier l'exportation et la production de matières premières pour l'industrie »⁶. Entre l'automne 1929 et l'hiver 1930, les plans de collectivisation furent constamment modifiés ; finalement, en février 1930, l'ordre fut donné de collectiviser toutes les exploitations paysannes, y compris le bétail privé. La guerre était déclarée à la paysannerie ukrainienne.

Une surprise totale

Pour continuer l'industrialisation, il fallait toujours davantage de capitaux, et pour réaliser ceux-ci, Staline



« Toi tu n'es pas membre de la coopérative. Inscris-toi immédiatement. » (Edimedia)

La liquidation des koulaks comme classe

Pour Staline, l'un des axes essentiels de la collectivisation forcée était la « liquidation des koulaks comme classe »⁷ (« koulak », en russe, signifie « poing » ; ce mot était employé pour désigner les paysans riches). La destruction des koulaks ne relevait guère de considérations économiques. De l'aveu de Staline, les koulaks ne fournissaient que le cinquième des céréales commercialisables (c'est-à-dire les céréales non consommées sur place). Les paysans pauvres et moyens en fournissaient les trois quarts⁸. La dékoulakisation était avant tout destinée à purger la campagne des paysans (riches ou pauvres) susceptibles d'organiser une résistance à la collectivisation forcée.

La liquidation des koulaks comme classe commença en janvier 1930 et se poursuivit jusqu'à 1932. Selon les sources officielles, 200 000 exploitations de koulaks, soit environ un million d'individus, furent « liquidées »⁹. D'autres sources donnent le chiffre de 500 000 exploitations et deux millions d'individus¹⁰. Les propriétés des koulaks étaient confisquées et il leur était interdit de rejoindre les fermes collectives. Les koulaks furent divisés en trois groupes. Le premier groupe comprenait ceux qui avaient manifesté une résistance à la collectivisation : ils étaient exécutés sommairement ou envoyés dans des camps et leurs familles déportées en Sibérie ou dans le Grand Nord. Le deuxième groupe comprenait les éléments les plus actifs du village : ils étaient déportés avec leurs familles dans des régions éloignées de l'Union soviétique. Les autres devaient quitter leur région¹¹.

« Pieds nus, en loques, les paysans furent entassés dans des wagons et transportés dans les régions de Mourmansk, Vologda, Kotlas et autres. Cette dékoulakisation fut également appliquée aux régions de Russie mais elle y prit une forme plus humaine — si l'on peut employer ce terme —. Les koulaks russes expropriés furent, la plupart du temps, autorisés à demeurer dans leur village ; ceux qui furent déportés furent envoyés généralement dans les régions les plus à l'ouest de la Sibérie ou de la région de Sadensk. Leur taux de mortalité resta beaucoup plus bas¹². »

Une résistance spontanée

Toutes les couches de la population paysanne opposèrent une résistance spontanée à la collectivisation forcée. Presque toutes les régions d'Ukraine furent le théâtre de révoltes paysannes. A Tchernikhiv le 21^e régiment de l'Armée rouge se rallia à la rébellion¹³. Partout les paysans tuèrent leur bétail et brûlèrent leurs récoltes plutôt que de les remettre à l'État¹⁴. L'armée, composée en général de soldats russes, la Guépéou, la milice, des brigades armées de militants du parti éprouvés originaires des villes furent envoyées en renfort. Les réfractaires étaient exécutés sur place. Comme dans les précédentes révoltes contre le régime soviétique, les pauvres se trouvaient aux premières lignes de la résistance dans les villages : on peut lire dans un journal ukrainien de l'époque que ce furent les paysans moyens et pauvres qui furent les plus actifs dans l'extermination du bétail¹⁵. L'historien soviétique V.-A. Iakovtsevski souligne que les rebelles les plus acharnés se recrutaient parmi les paysans pauvres qui avaient obtenu leurs terres avant la collectivisation et parmi les paysans moyens qui venaient tout juste de cesser d'être pauvres¹⁶.

La presse ukrainienne soviétique a publié de nombreuses relations de la collectivisation qui nous permettent de nous rendre compte de ce que fut la mise en place de celle-ci. C'est ainsi qu'un reportage raconte comment les maisons des paysans pauvres et moyens étaient cernées en pleine nuit et leurs habitants sommés, sous la menace des fusils, de rejoindre les fermes collectives. Les brigades urbaines s'approprièrent souvent les biens confisqués. Les miliciens sillonnaient les villages en arrêtant les passants au hasard. Il y eut des villages où la collectivisation fut étendue aux vêtements et aux chaussures¹⁷. Dans toute l'Union soviétique la collectivisation s'accompagna de brutalités et de violences, mais l'Ukraine fit l'objet d'un traitement spécial parce que, « grenier à blé », elle devait subir une collectivisation intensive. Au 1^{er} mars 1930, 69 % de la terre cultivable et 63 % des exploitations agricoles de l'Ukraine étaient collectivisées, pour respectivement 30 % et 24 % de la totalité de l'Union soviétique¹⁸.

Au printemps 1930, le régime, craignant que les semences ne soient gravement compromises par la résistance paysanne, relâcha partiellement sa pression. En mai, le nombre d'exploitations collectives fut ramené à 40 %. Les fermes collectives possédaient 50 % des terres cultivées. Le régime put reprendre ainsi le contrôle des campagnes : le travail des champs en fut facilité et la récolte de 1930, exceptionnellement bonne, fut ainsi sauvée. On pu ainsi tirer de l'Ukraine 7 700 000 tonnes métriques de céréales, soit un tiers de la moisson. « Pour avoir une vision exacte de l'exploitation de l'Ukraine a écrit V. Holubnychy, il suffit de dire que tandis que sa récolte de 1930 représentait 27 % de la récolte du pays, les réquisitions atteignirent 38 % des céréales réquisitionnées dans l'ensemble de l'Union soviétique¹⁹. » Ce chiffre représente 2,3 fois celui de 1926. Ce résultat était dû à trois facteurs : en 1930, les conditions climatiques furent exceptionnellement bonnes ; la survie d'un secteur provoqua la production ; et les réquisitions incluaient les semences de l'année suivante. Ce succès assuré, Staline reprit la collectivisation forcée. Pour 1931, le contingent de céréales à fournir à l'État fut fixé à son niveau de 1927²⁰. Des premiers mois de 1932 la famine faisait son apparition en Ukraine : elle devait ravager les campagnes jusqu'à la fin de 1933.

La famine de 1932-1933

Pour bien comprendre les origines de cette famine, il faut ajouter encore d'autres facteurs. Le premier est la chute de la production, due à la collectivisation ; plutôt que de livrer leurs bêtes aux fermes collectives haïes, nombreux furent les paysans qui préférèrent les abattre : en 1928, il y avait 5 400 000 chevaux, en 1933, il n'en restait que 2 600 000 ; pour le bétail, les chiffres passent de 8 600 000 têtes à 4 400 000²² : de ce fait, non seulement le quota de livraisons de viande ne pouvait être atteint, mais le manque d'animaux de trait, qui a toujours été un problème crucial dans l'agriculture ukrainienne, s'en trouvait encore aggravé : la production de tracteurs encore débutante ne pouvait pallier ce manque ; en 1932, on comptait un tracteur par ferme collective²³ — tracteurs de mauvaise qualité et tombant constamment en panne (à titre d'exemple, pendant la moisson cruciale de 1932, 70 % des tracteurs de la région de Dnepropetrovsk étaient inutilisables en août : en septembre le taux passa à 90 %²⁴. Aucun stimulant matériel n'était offert à la paysannerie : à la fin de 1930, 78 % des fermes collectives se trouvaient dans l'impossibilité de payer aux paysans leur *journée de travail*. Bien plus le salaire de la *journée de travail* (calculé en kilos de produits alimentaires) était en Ukraine la moitié de ce qu'il était en Russie²⁶.

Les fermes collectives étaient beaucoup trop étendues, reflétant en cela la folie des grandeurs caractéristique de la pensée économique de Staline. Extrêmement bureaucratiques, les structures ne laissaient aucune place à l'initiative individuelle. En 1932, certains présidents de fermes collectives voulaient semer du seigle à la place de blé, considérant que le seigle était mieux adapté à leurs terres : « *Ces propagateurs de sentiments anti-blé doivent être sévèrement réprimés* », telle fut la réponse de Moscou²⁷.

Un chaos fantastique

La conjonction de tous ces facteurs eut pour résultat un chaos fantastique dans la production. Entre 1931 et 1932, la superficie des terres ukrainiennes ensemencées fut réduite d'un cinquième. En 1931, plus de 30 % de la récolte fut perdue pendant la moisson même. Pour ajouter à toutes ces difficultés, l'Ukraine fut frappée par une sécheresse qui commença à la fin de 1931 et toucha particulièrement les steppes. En 1934, il y eut une nouvelle sécheresse. Ainsi, les mauvaises conditions climatiques s'ajoutant à la désorganisation de la production, les récoltes de 1931 et de 1932 furent relativement mauvaises, et celle de 1934 fut désastreuse. Selon les chiffres officiels, la récolte de 1931 s'élevait à 18 300 000 tonnes de céréales, pour 23 100 000 tonnes en 1930. En 1932, la récolte fut de 14 600 000 tonnes ; en 1933 de 22 300 000 ; et en 1934 de 12 300 000²⁹.

Si elles ont largement contribué à la grande famine, la désorganisation de la production et la sécheresse n'en furent pas pour autant les causes principales. En 1934, année où la récolte atteignit son niveau le plus bas, *il n'y eut pas de famine en Ukraine*. Les responsabilités de la famine reviennent entièrement à la direction de Staline à Moscou qui imposa des quotas de livraisons de céréales draconniens pour pouvoir maintenir le rythme accéléré de l'industrialisation. En 1931, le quota de céréales fut fixé à 7 700 000 tonnes, c'est-à-dire au niveau des livraisons de 1930 pour une récolte de 20 % moins bonne. L'ordre de Moscou était d'obtenir les livraisons par tous les moyens, en exerçant toutes les formes de pression. L'armée et la police furent employées à réquisitionner toutes les réserves des paysans. Malgré cela, au printemps 1932, le résultat total de la collecte n'était que de

7 000 000 de tonnes : car, tout simplement, il n'y avait plus rien à prendre. L'étude des statistiques publiées au cours des années 30 montre que les réquisitions laissaient, par exploitation, une moyenne de 112 kilos de céréales : pour les paysans ukrainiens dont le pain est, depuis des siècles, la nourriture de base, c'était une catastrophe. La ponction ainsi opérée laissait à la République d'Ukraine un déficit en semences de 34 %³⁰. Devant l'imminence de la catastrophe, la direction ukrainienne essaya d'obtenir de Moscou une révision en baisse du quota des livraisons obligatoires pour la récolte de 1932. Le quota fut en effet ramené à 6 200 000 tonnes. Mais ce chiffre restait encore trop élevé, la récolte de 1932 ne s'élevant qu'à 14 600 000 tonnes, dont 40 % perdus par la faute du mauvais état des machines et de la désorganisation des transports³¹. La direction ukrainienne continuant de plaider la cause paysanne, une commission spéciale dirigée par Molotov vint dans la capitale ukrainienne pour s'assurer de l'exécution des ordres. L'armée et les brigades armées furent envoyées dans les villages pour une répression massive contre les paysans qui refusaient de livrer leur dernier morceau de pain. C'est d'août 1932 que date le décret sur « *le vol de la propriété socialiste* », prévoyant une peine allant de cinq ans de travail forcé à la peine de mort³². Dans le district de Vinnitsia, des paysans affamés furent ainsi condamnés à cinq ans de camp de travail pour avoir récolté des épis encore verts³³. Dans la région de Dnepropetrovsk, des paysans affamés qui avaient volé un sac de blé furent condamnés à la peine capitale³⁴. Des purges frappèrent les responsables de l'État et du parti des régions qui n'avaient pas atteint les quotas, ainsi que le tiers des cadres des exploitations collectives³⁵. En janvier 1933, 75 % du quota était livré, soit un total de 4 700 000 tonnes³⁶ ; ce qui laissait, par exploitation, une moyenne de 83 kilos de grains pour l'année. La famine commença à prendre des proportions nouvelles, immenses.

La famine ne cessa qu'après la récolte de 1933. Moscou « *prêta* » à l'Ukraine 50 % des céréales qui lui manquaient, et, facteur important, réduisit le quota des livraisons à l'État à 4 500 000 tonnes, alors que la récolte de 1933 s'élevait à 22 300 000 tonnes. L'année 1934 aurait pu être celle d'une nouvelle famine : la récolte ne fut que de 11 200 000 tonnes, mais les quotas de livraisons furent encore réduits et Staline alla jusqu'à puiser dans les réserves déjà constituées pour nourrir la population³⁷. Il eût agi ainsi dès 1932, que l'Ukraine n'eût pas été ravagée par l'une des pires famines de l'humanité.

Des scènes atroces

Ce qui caractérise la famine de 1932-1933, c'est qu'elle fut causée artificiellement et qu'aucun effort ne fut fait pour venir en aide aux victimes : les propositions d'aide des organisations internationales furent rejetées, car l'existence même d'une famine était niée, et donc l'existence de victimes. Les frontières de la république d'Ukraine furent fermées³⁸.

Nous ne nous étendrons pas sur les scènes atroces dont l'Ukraine fut le théâtre en 1932 et 1933 : de nombreux témoins les ont décrites. Mais on ne peut passer totalement sous silence ce qu'ont vécu les Ukrainiens : ne prendre en considération que les aspects politiques et économiques de la famine ne permettrait pas d'en rendre compte entièrement³⁹. Le plus terrible a peut-être été la lente agonie de centaines de milliers d'enfants. Ils restaient allongés dans les rues, dans les fossés, essayant de rassembler leurs dernières forces pour trouver quelque chose à manger, mais le plus souvent, ils attendaient, inertes, que la mort vienne mettre fin à leurs souffrances. Un expert agricole allemand qui a traversé l'Ukraine en 1933 les a décrits : « *Ces pauvres enfants mouraient comme des bêtes sauvages*⁴⁰. » Nombreux sont les parents qui ont tué leurs enfants pour abrégier leurs souffrances.



1929 : livraison du blé. (Edimedia, arch. Snark)

frances et sont devenus fous. On vit des cas de cannibalisme : des enfants ont mangé, pour survivre, la chair de leurs frères et sœurs, de leurs parents ou de leurs grands-parents morts⁴¹. Des centaines de milliers d'orphelins ravagèrent la campagne : une partie d'entre eux furent éliminés par l'armée et la milice dans des exécutions massives⁴². L'histoire du village de Pechkane dans la région de Poltava est typique : il comptait, avant la famine, 2 000 habitants. Il en survécut 982, mangeant tout ce qui pouvait être mangé : tous les chiens, tous les chats, l'écorce des arbres, les racines. Avant 1932, le village avait une école dont les quatre classes étaient remplies ; après la famine, l'école dut fermer⁴³.

Six millions de morts ?

Combien y eut-il de morts, combien de disparus ? En 1933, le rédacteur en chef du journal juif de gauche de New York, Harry Lang, en visite en Ukraine, s'est entendu dire par un haut responsable : « *La famine a tué six millions de personnes dans notre pays... six millions !*⁴⁴ » Les statistiques officielles des années trente, qui sont pourtant notoirement falsifiées (c'est ainsi que le recensement de 1937 a été déclaré « contre-révolutionnaire »), confirment néanmoins la chute brutale de la population.

En 1932, H. Petrovski estimait la population de l'Ukraine à 32 100 000 habitants. Or en 1934, devant le XVII^e Congrès des Soviets à Moscou, P.P. Lioubtchenko déclara que la population de l'Ukraine s'élevait à 30 000 000⁴⁵. Ainsi, rien que dans l'année 1933, plus de 2 000 000 de personnes ont disparu. En 1926, il y avait 31 200 000 Ukrainiens en URSS ; en 1939 il n'en restait que 28 100 000 : en treize ans le nombre des Ukrainiens a diminué de 3 100 000, soit une baisse de 11 % de la population. Dans le même temps, la population de l'URSS a augmenté de 16 % et les Russes de 27 %⁴⁶. Khrouchtchev avait raison : « *Nous ne connaissons probablement jamais le chiffre des victimes directes de la collectivisation et des victimes indirectes du zèle de Staline à rejeter des échecs sur les autres*⁴⁷ » Cependant la plupart des spécialistes — y compris ceux des milieux dissidents en URSS, comme M. Maksoudov — estiment à 6 000 000 le nombre des morts ukrainiens de la famine⁴⁸.

La tragédie de la paysannerie ukrainienne est une tragé-

die nationale. C'est Staline lui-même qui a dit : « *La paysannerie représente le fer de lance du mouvement national... sans paysannerie, il ne peut y avoir de mouvement national fort*⁴⁹ » Au début des années 20, le régime soviétique a stimulé le développement de la culture ukrainienne parce qu'il craignait les révoltes paysannes. En 1932-1933, l'intelligentsia ukrainienne, qui s'était développée grâce à une politique favorable à l'expression nationale en Ukraine, a pris la défense de la paysannerie. Ewald Ammende qui a étudié cette question écrit : « *De larges couches de l'intelligentsia ukrainienne entrèrent dans la lutte : instituteurs, étudiants, cadres soviétiques, tous considéraient comme leur devoir de protester contre la spoliation de leur pays. Les historiens futurs devront admettre qu'au printemps et en été 1933, pendant sa campagne contre les Ukrainiens, le régime soviétique s'est trouvé face à un peuple uni, un front solide, ralliant du plus haut responsable soviétique au paysan le plus pauvre*⁵⁰. »

Les concessions qui avaient été faites aux aspirations nationales ukrainiennes sous la pression de la paysannerie sont mortes avec elle.

Post-scriptum

La population de l'Ukraine n'en avait pas fini avec les épreuves. Un nouveau cataclysme allait s'abattre sur elle : la Deuxième Guerre mondiale. 6 750 000 Ukrainiens ont été tués pendant celle-ci : ce sont les chiffres donnés par V. V. Tcherbytsky, Premier secrétaire du parti communiste d'Ukraine. Sur ce nombre, 5 000 000 sont des victimes civiles. Si l'on y ajoute les décès — déportations, internements dans des camps de travail — dont la guerre est également la cause indirecte, on arrive à un total de 11 000 000 de morts — parmi lesquels 2 000 000 de Juifs⁵¹.

La fin de la guerre n'a pas apporté pour autant de répit. L'année 1946-1947 a connu une grande sécheresse. L'histoire se répète : « *Train après train* », les chargements de produits alimentaires partaient des régions les moins touchées d'Ukraine vers la Russie, tandis que la population de la steppe ravagée par la sécheresse était laissée à sa disette⁵². Les régions occidentales de l'Ukraine — les régions ajoutées à la république pendant la guerre — ont également subi des pertes de population du fait de déportations en masse vers la Sibirie et l'Extrême-Orient entre 1947-1951, dans le cadre de la campagne contre le mouvement de résistance nationaliste⁵³.



Le cimetière de Kharkiv pendant l'hiver 1933

Si l'on additionne les pertes de la révolution 1917-1920, celles de la collectivisation et des purges de 1930 et celles de la Deuxième Guerre mondiale, on constate qu'elles se montent à plus de la moitié de la population masculine et un quart de la population féminine de l'Ukraine⁵⁴.

Avec les hommes, ce sont les traditions, les idées, les acquis et les espoirs de générations entières qui ont été détruits. Face à une telle hécatombe, il est remarquable que la société ukrainienne ait eu encore la force, après la guerre, de manifester ses aspirations nationales. Plus remarquable encore est, dans les années 60, la montée du mouvement dissident ukrainien, nouveau témoignage de la ténacité de l'esprit humain.

Bogdan Krawchenko

1. La meilleure introduction à l'histoire de l'Ukraine est le livre de Roman Szporluk, *Ukraine : A Brief History* (Déroit : 1979).
2. Voir Ewald Ammende, *Human Life in Russia* (London, 1936), p. 36.
3. Une excellente analyse des problèmes rencontrés dans l'application du 1^{er} plan quinquennal est donné par Kristian Rakovsky dans « The crisis of the five years Plan », *Critique* n° 13 (1981), pp. 13-53.
4. Joseph Staline, *Œuvres* en 13 volumes (Moscou, 1952-1953) vol. 11.
5. I.N. Romanchenko, ed., *Sil's'ke hospodarstvo Ukrain's'koi RSR* (Kiev, 1958), 56.
6. *Istoriia kolektyvizatsii sil's'koho hospodarstva Ukrain's'koi RSR*, 3 vols., (Kiev, 1965-71), 2 : 219.
7. Stalin, *Œuvres*, 12.
8. *Ibid.*, 11 : 89.
9. *Istoriia selianstva Ukrain's'koi RSR*, 2 vol. (Kiev, 1967), 2 : 150.
10. *The Black Deeds of the Kremlin : A White Book*, 2 vol., (Detroit, 1953-5), 2 : 154.
11. V. A. Sidorov, « Likvidatsiia v SSSR kulachestva kak klassa », *Voprosy istorii*, n° 7 (1968) : 28.
12. US Congress, Senate, Committee on the Judiciary, *The Soviet Empire : Prison House of Nations and Races, A Study in Genocide, Discrimination, and Abuse of Power*, 85 th Congress, 2 nd sess, 1958, p. 17.
13. Hryhory Kostiuik, *Stalinist Rule in the Ukraine : A Study of the Decade of Mass Terror (1929-39)* (London 1960), pp. 10-11.
14. Dmytro Soloviy, comp., *The Golgotha of Ukraine* (New York : 1963), 17-20 ; *The Black Deeds*, 2 : 391-411.

15. *Visti*, 5 avril 1930.
16. V. N. Iakovtsevskii, *Agrarnye otnosheniia v SSSR v period stroitel'stva sotsializma* (Moscow, 1964), pp. 326- n.
17. *Visti*, 22 mars 1930.
18. *Visti*, 5 mars 1930 ; et Lazar Volin, *A Survey of Russian Agriculture* (Washington, 1951), pp. 18-19.
19. *Sotsialistychna perebudova i rozvytok sil's'koho hospodarstva Ukrain's'koi RSR*, 2 vol. (Kiev, 1967-8), 1 : 343.
20. V. Holubnychy, « The Causes of the Famine of 1932-33 », *Meta* n° 2 (1979), 23.
21. *Ibid.*
22. *Sotsialistychna Ukraina. Statystychnyi zbirnyk* (Kiev, 1937), p. 49.
23. *USSR v tsyfrakh. Statystychnyi dovidnyk* (Kharkiv, 1936), pp. 151 et 164.
24. *Visti*, 29 août et 20 septembre 1932.
25. N.F. Ganzha, I.I. Slyn'ko et P. V. Shostak, « Ukrainskoe selo na puti k sotsializmu », in V. P. Danilov, ed., *Ocherki istorii sel'skogo khoziaistva v soiuzykh respublikakh* (Moscou, 1963), p. 202.
26. Mykola Velychkiivs'kyi, *Sil's'ke hospodarstvo Ukrainy i kolonial'na polityka Rosii* (New York, 1957), p. 36.
27. *Visti*, 9 octobre 1932.
28. *Sotsialisticheskoe stroitel'stvo* (Moscou, 1934), 180 ; et Mykola Kovalevs'kyi, *Ukraina pid chervonym iarmom. Dokumenty i fakty* (Varsovie — Lvov, 1936), pp. 127-8.
29. O. Arkhymovych, « Grain Crops in the Ukraine », *Ukrainian Review*, n° 2 (1956), 22.
30. Holubnychy, « The Causes of the Famine of 1932-33 », p. 23.
31. *Komunistychna partiia Ukrainy v rezolutsiakh i rishenniakh z'izdiv, konferentsii i plenumiv Tsk*, 2 vol. (Kiev, 1976-77), 750.
32. *Kollektivizatsiia sel'skogo khoziaistva. Vazhneishie postanovleniia Kommunisticheskoi partii i skogo pravitel'stva 1927-1935* (Moscou, 1935), pp. 423-4.
33. *Visti*, 11 juin 1933.
34. *Visti*, 30 novembre 1932.
35. *Visti*, 23 novembre, 2 décembre, 4 décembre 1932. Janucz Radziejowski, « Collectivization in Ukraine in Light of Soviet Historiography », *Journal of Ukrainian Studies*, n° 2 (1980), 13.
36. Vasyl' I. Hryshko, *Moskva sl'ozam ne viryt' Trahediiia Ukrainy 1933 roku z perpektyvy 30-richchia (1933-1963)* (New York : 1963), p. 34.
37. Holubnychy, « The Causes of the Famine of 1932-33 », p. 25.
38. *The Black Deeds*, 2 : 465-69.
39. Victor A. Kravchenko, *J'ai choisi la liberté*, Paris, 1947, réédit. 1980. pp. 122 et suivantes.
40. Ammende, *Human Life in Russia*, p. 63.
41. Pour de nombreux témoignages de première main, voir *The Black Deeds*, II.
42. Robert Conquest, *The Great Terror : Stalin's Purge of the Thirties* (London, 1968), p. 129.
43. *The Black Deeds*, II : 669.
44. Cité par Mykola Halii, *Orhanizovanyi holod v Ukraini 1932-1933* (Chicago-New York, 1968), p. 12.
45. *Visti*, 7 Novembre 1932 ; et Holubnychy, « The Causes of the Famine of 1932-33. » p. 24.
46. Frank Lorimer, *The Population of the Soviet Union : History and Prospects* (Genève, 1946), Table 55, p. 138.
47. N. S. Khrushchev, *Khrushchev Remembers* (Boston-Toronto : 1970), p. 74.
48. Cité par Lev Kopelev, *I sotvoril sebe kumira* (Ann Arbor : 1978), p. 303 n.
49. Cité par Vasyl'I. Hryshko, *Ukrains'kyi « holokost », 1933* (New York-Toronto : 1978) p. 17.
50. Ammende, *Human Life in Russia*, p. 116.
51. Voir S. G. Prociuk, « Human Losses in the Ukraine During World War I an II », *The Annals of the Ukrainian Academy of Arts and Sciences in the United States*, XIII, n° 35-36, 1973-77, 36 ; Oleksandr Serhiienko, « Ukraina — 50 mil'ioniv », *Po Radians'kii Ukraini*, n° 10, 1980, 12 ; V. Kubiiovych, « Natsional'ni vidnosyny », in *Entsyklopediia ukraïnoznavstva. V dvokh tomakh* (Munich and New York : 1949), 1 : 176.
52. D. Solovei, « Holod v Ukraini 1946-47 roku », *Ukrains'kyi zbirnyk*, n° 17 (1960) : 106.
53. Maksym Sahaydak, comp., *The Ukrainian Herald Issue 7-8 : Ethnocide of Ukrainians in the USSR* (Baltimore : 1976), p. 62 Traduction d'un journal clandestin de l'opposition en Ukraine.
54. D'après l'étude de M. Maksoudov citée par Roy Medvedev dans *On Stalin and the Stalinism* (Oxford, 1979), p. 141.



Pour en savoir plus

Roy Medvedev, *Le stalinisme*, éd. du Seuil, 1973. Cette « somme » contient un important chapitre sur la répression en Ukraine.

Borys Martchenko, Olga Woropay, *La famine-génocide en Ukraine 1932-1933*. Paris. 1983, Publications de l'Est européen (BP 51, 75261 Paris Cedex 06), 136 p.

Déclaration des fondateurs de la revue « L'Alternative »

Les luttes menées en Union soviétique et dans les autres pays d'Europe de l'Est pour les libertés démocratiques, individuelles et collectives, et contre la répression, rencontrent un écho croissant dans l'opinion publique.

Il manque aujourd'hui, en langue française, une publication qui donne le plus systématiquement possible des informations sur ces luttes et sur la répression. Le but de *L'Alternative* est d'être cette publication : il s'agit de rassembler les informations, les documents, les opinions émanant des différents groupes ou individus qui participent à ces luttes, ou qui, plus simplement, sont victimes de cette répression ; de donner à la masse des anonymes, des travailleurs, la possibilité de se faire entendre ; de favoriser des enquêtes, des dossiers, des reportages ; d'être un lieu de dialogue.

Ce travail d'information et de confrontation est la condition d'une défense concrète, systématique, des opposants victimes de la répression (quelles que soient leurs convictions politiques ou religieuses) et d'une solidarité active avec les luttes pour les droits démocratiques ; et cela sans se substituer aux comités de défense existants.

L'Alternative est une revue indépendante. Ceux qui en prennent l'initiative ne se reconnaissent, pour la plupart, ni à l'Ouest dans le « système » capitaliste, ni à l'Est dans le « système » qui n'a de socialiste que le nom ; ils pensent que l'ordre mondial qui s'est établi par le concours de ces deux types de société n'est pas une fatalité. Ils sont opposés à tous les régimes totalitaires, policiers et répressifs. Ils sont convaincus qu'à l'Ouest les forces socialistes, les courants progressistes, le mouvement ouvrier, les formations de gauche et d'extrême gauche — quels que soient les noms qu'on leur donne — ne peuvent plus ignorer, s'ils veulent rendre leur projet crédible, les questions fondamentales que posent ceux qui, à l'Est, luttent pour les libertés démocratiques.

Face aux démarches diplomatiques des gouvernements occidentaux, pour qui les droits de l'homme ne sont qu'une monnaie d'échange, nous pensons qu'il n'existe de véritable efficacité à long terme que dans le soutien organisé de l'opinion publique à ces luttes.

L'Alternative veut apporter les premiers éléments d'un dialogue. Ce dialogue, c'est celui qui doit être mené, d'une part entre tous ceux, individus, groupes, tendances, qui, isolés à l'Est, trouveront là un point de confrontation et de convergence ; et d'autre part tous ceux qui, à l'Ouest, ne peuvent rester insensibles à leur voix, à leurs luttes, à la répression qui les frappe, sous peine de se condamner eux-mêmes à une impuissance définitive.

Efim Etkind, Victor Fainberg, Piotr Eguidès, Paul Goma, Natalia Gorbanevskaia, Miklos Haraszti, Jan Kavan, Pierre Kende, Petr Kral, Antonin Liehm, Jiri Pelikan, Leonid Pliouchitch, Krzysztof Pomian, Alexandre Smolar, Kiril Yanatchkov.

Vadim Bielotserkovski, Ferenc Feher, Jürgen Fuchs, Agnes Heller, Ludvik Kavin, Cronid Lubarski, Bernd Markovski, György Markus, Boris Weil.

Octobre 1979



L'Alternative, 4, rue Trousseau, 75004 Paris